

UNIVERSITÉ DE LYON FACULTÉ DE DROIT

LE TRAVAIL FORCÉ
ET
L'ORGANISATION INTERNATIONALE
(S. D. N. et B. I. T.)

THÈSE

SOUTENUE

DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PAR

Jean BASTET



LYON

BOSC Frères, M. et L. RIOU

IMPRIMEURS-ÉDITEURS

—
1932

LE TRAVAIL FORCÉ
et l'Organisation Internationale
(S. D. N. et B. I. T.)



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41553610_0017

LE TRAVAIL FORCÉ
ET
L'ORGANISATION INTERNATIONALE
(S. D. N. et B. I. T.)

THÈSE

SOUTENUE

DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON
POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PAR

Jean BASTET



LYON

BOSC Frères, M. et L. RIOU

IMPRIMEURS-ÉDITEURS

1932

UNIVERSITÉ DE LYON - FACULTÉ DE DROIT

Professeurs honoraires :

MM. APPLETON (Charles), ✱, 🌿.
APPLETON (Jean), O. ✱, 🌿 I.

Professeurs

MM. JOSSERAND, ✱, 🌿 I., Doyen, Professeur de *Droit civil*.
PIC (Paul), ✱ O., 🌿 I., Professeur de *Droit international public*,
LAMBERT, ✱, 🌿 I., Professeur de *Droit comparé*.
LAMEIRE, ✱, 🌿 I., Professeur de *Droit constitutionnel*.
LÉVY, ✱, 🌿 I., Professeur de *Droit civil*.
GONNARD, 🌿, 🌿 I., Professeur d'*Economie politique*.
ANTONELLI, ✱, 🌿, 🌿 I., Professeur d'*Histoire des doctrines économiques*.
PERROUD, 🌿, 🌿 I., Professeur de *Procédure civile*.
COHENDY (Georges), 🌿 I., Professeur de *Droit commercial général*.
GARRAUD (Pierre), 🌿, 🌿, Professeur de *Droit criminel*.
ROUBIER, 🌿, Professeur de *Droit civil*.
FALLETTI, Professeur de *Droit Romain*.
LAMBERT (Jacques), Professeur chargé des institutions internationales de la Paix.
DE LAPLANCHE, Professeur d'*Histoire de Droit*.
NICOLAS, Professeur de *Droit administratif*.

Agrégés

MM. PHILIP, chargé de cours d'*Economie politique*.
PERROUX (François), *Science des Finances*.

Chargé de cours

M. CONDOMINE, 🌿 A., *Droit civil* (Capacité, 1^{re} année)

Secrétariat

M. DUBROCA, 🌿 A., secrétaire.



MEMBRES DU JURY

M. PIC, Professeur à la Faculté de Droit, *président*.
M. NICOLAS, Professeur à la Faculté de Droit.
M. PHILIP, Agrégé à la Faculté de Droit.

} *assesseurs.*

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LE TRAVAIL FORCÉ

et l'Organisation Internationale

(S. D. N. et B. I. T.)

CHAPITRE PREMIER

Comment s'est posée à la S. D. N. et au B. I. T. la question du travail forcé

Nécessité d'obtenir le concours de la population pour la mise en valeur. — L'Eglise Catholique et le Travail Forcé : Papes, Missionnaires, Encycliques. — Les diverses conventions sur l'esclavage. — Le Pacte de la S. D. N., les Mandats, et le Travail forcé.

1. — Depuis la fin de la guerre on entend revenir sans cesse ce leit-motiv : il faut mettre en valeur les colonies. A-t-on besoin de débouchés commerciaux ou de matières premières, de soldats ou de main-d'œuvre, c'est toujours par l'équipement et le développement rapides et généraux de ces pays que l'on espère résoudre le problème. Il semblerait parfois, à entendre parler autour de soi, qu'il n'y ait qu'à donner un coup de baguette magique pour que les routes et les voies ferrées se multiplient, que les cultures se développent, que les mines aient un rendement sans cesse en progression, que la population soit nombreuse pour

participer en masse à l'exécution de ces vastes programmes.

2. — C'est précisément dans la nécessité d'obtenir le concours de la population que réside la principale difficulté. Vouloir c'est pouvoir, dit-on. Oui, mais à condition que le but poursuivi ne soit pas impossible en soi. Or, pour mettre en valeur un pays, pour aménager des routes, des voies ferrées, des cultures, des mines, des industries, il ne suffit pas d'apporter des plans magnifiques et des capitaux abondants. Qu'est le capital sans le travail ? Ils ne sont productifs que s'ils collaborent. Mais ce travail nécessaire, cette main-d'œuvre indispensable pour mettre en valeur des pays neufs comment se les procurer ?

Il est impossible de faire venir des travailleurs des métropoles : d'une part un trop petit nombre de leurs nationaux consent à s'expatrier même s'ils sont atteints par un chômage terrible, l'exemple actuel de l'Angleterre en est une fois de plus la confirmation ; d'autre part, même s'ils y consentaient, le climat nouveau pour eux leur interdirait tout effort durable, et le coût de la main-d'œuvre ainsi obtenue serait très élevé. C'est donc aux seuls indigènes que l'on devra s'adresser.

Or ce sont là des pays où la population, très clairsemée, est peu habituée à un effort prolongé et intensif, tandis que le développement, dont on rêve, demande une densité très forte, un effort soutenu, une vie trépidante, un bon rendement.

Comment faire pour amener ces peuples au travail

et les y maintenir malgré leur goût du changement ? Car, soit qu'ils ne se rendent pas compte des améliorations qui résulteront de ces travaux, soit qu'heureux de leur sort ils ne ressentent pas le besoin de travailler pour satisfaire des désirs qu'ils n'ont pas, soit enfin qu'ils estiment insuffisante la rémunération qui leur est offerte, ils préfèrent continuer à vivre dans leurs anciennes habitudes et ne répondent qu'en nombre très faible aux appels au travail qui leur sont faits.

Et cependant le colonisateur doit agir. Il doit développer les richesses de ces pays, non pas seulement dans son intérêt à lui, mais aussi et d'abord dans l'intérêt de ces peuples avec lesquels il doit collaborer, et, puisque tous les hommes sont liés par une solidarité indéniable, pour le bien-être général. Ce but matériel n'est pas une fin mais un moyen pour atteindre la fin véritable que la puissance colonisatrice doit se proposer : le développement et le bien-être intellectuels et moraux de ces peuples. Mais « devant un Européen qui a besoin du noir, le noir n'a besoin de personne. Les colonisateurs de la fin du xix^e siècle obligés de renoncer à l'esclavage résolurent de se procurer les équipes absentes par les bons soins de l'administration, par la contrainte et la menace, ils essayèrent du travail forcé » (1).

C'est donc de nos jours surtout que cette question a pris de l'importance, tant en raison du développement intense qui se poursuit, que par suite de l'abolition de

(1) *Sem. Sociale de France*. Marseille, 1930. Leçon du R. P. Arnou.

l'esclavage. Mais, de ce qu'aujourd'hui surtout elle a attiré l'attention générale, il ne s'ensuit pas qu'autrefois elle ait été inconnue et ignorée de tous.

3. — L'Eglise, la première, s'est préoccupée des mauvaises conditions de travail faites aux indigènes. Les diverses condamnations qu'elle a prononcées, dès le xv^e siècle, contre les mauvais traitements infligés aux Indiens, visaient et l'esclavage et tout ce qui de près ou de loin y touchait. C'est le Pape Eugène IV qui, en 1435, ordonne de rendre, dans les quinze jours de la connaissance de ses ordres, la liberté aux indigènes des Canaries ; c'est Paul III qui, en 1537, déclare que les Indiens sont de « vrais hommes », proclame leur liberté et leur droit au plein usage de leurs biens ; c'est Pie V, d'après lequel il ne doit pas être permis à quelques seigneurs particuliers, ou ministres chrétiens de se servir d'Indiens comme d'esclaves, mais « ils peuvent employer avec douceur ceux-là seuls qui, spontanément, acceptent de servir et ceux-là doivent être entièrement et justement payés de leurs services selon le salaire prévu avec eux », on ne peut mieux proclamer le principe de la liberté du travail. Urbain VIII ordonne à son collecteur du Portugal et d'Algarve de défendre « que les Indiens soient menés en d'autres lieux, ou privés de leur liberté de quelque manière que ce soit ». Ce sont encore en 1704, 1741 et 1839 de nouvelles condamnations portées par les papes Clément IX, Benoît XIV et Grégoire XVI (2).

(2) *Documentation Intellectuelle*. Juillet-Août 1930.

D'ailleurs, à cette époque, les missionnaires s'indignaient déjà contre le travail forcé tel que nous le connaissons aujourd'hui. Certains Espagnols avaient, dans les pays nouvellement connus, des commandes, c'est-à-dire étaient concessionnaires d'un territoire avec ses habitants, ce qui rappelle à l'esprit les grandes concessions des Indes Néerlandaises et de l'Afrique ^(2bis). Et le Père Vieyra, prédicateur portugais, prend au cours du xvii^e siècle la défense des Indiens du Brésil « qui demeuraient dans leurs villages avec le titre de libres, et que les gouverneurs faisaient travailler avec excès pour un salaire dérisoire » ⁽³⁾. Il y a là quelque chose de semblable au travail forcé actuel, par lequel on contraint par des moyens divers les individus à exécuter des travaux pour lesquels ils ne se sont pas offerts.

Jusque-là l'Eglise Catholique a simplement condamné certaines formes de travail, mais au xix^e siècle l'encyclique « *Rerum Novarum* », que vient de rappeler récemment l'encyclique « *Quadragesimo Anno* », énonce les principes de l'Eglise sur le travail et l'organisation sociale, lesquels doivent avoir pour base la collaboration de l'Eglise, de l'Etat et des intéressés. Ces principes, généraux et universels comme le travail lui-même, sont valables non seulement pour le travail des peuples civilisés, mais aussi pour celui des peuples à civiliser, il suffit de les y adapter, notamment en ce qui concerne la collaboration des intéressés.

(2 bis) Nous verrons dans le chapitre suivant les faits visés ici.

(3) *Sem. Soc.* Marseille 1930. Leçon de M. Georges Goyau.

Cette œuvre, l'Eglise la continue encore actuellement et M. Albert Thomas, directeur du Bureau International du Travail, a déclaré : « Nous sommes heureux de voir les Catholiques et leurs missionnaires unir ainsi sur le terrain social leurs efforts aux nôtres, car c'est un concours de haute valeur que le leur et nous espérons bien qu'en vue de l'application de la convention elle-même, quand elle sera votée et ratifiée, il ne nous fera pas défaut » (4).

Si l'Eglise Catholique s'est très tôt indignée des mauvais traitements infligés à certains individus, il a fallu beaucoup plus longtemps à l'opinion publique et aux gouvernements pour s'émouvoir.

4. — Ce n'est que très tard qu'ils se sont intéressés à cette question, soit qu'ils l'aient ignorée, soit qu'ils aient été convaincus du bien-fondé des raisons enfantines par lesquelles on entendait parfois justifier cet état de choses, raisons dont Montesquieu (5) montre ironiquement le peu de valeur : « Si j'avais à soutenir le droit que nous avons eu de rendre les nègres esclaves voici ce que je dirais : les peuples de l'Europe ayant exterminé ceux de l'Amérique, ils ont dû mettre à l'esclavage ceux de l'Afrique pour s'en servir à défricher tant de terres. Le sucre serait trop cher si l'on ne faisait pas travailler la plante qui le produit par des esclaves. Ceux dont il s'agit sont noirs depuis les pieds jusqu'à la tête et ils ont le nez si écrasé qu'il est presque impossible de les plaindre. On ne peut se

(4) Documents de la Vie Intellectuelle. Juillet-Août 1930.

(5) Esprit des Loix.

mettre dans l'esprit que Dieu qui est très sage, ait mis une âme, surtout une âme bonne, dans un corps tout noir... De petits esprits exagèrent trop l'injustice que l'on fait aux Africains, car, si elle était telle qu'ils le disent, ne serait-il pas venu dans la tête des princes d'Europe, qui font entre eux tant de conventions inutiles, d'en faire une générale en faveur de la miséricorde et de la pitié ? »

Ce souhait de Montesquieu devait être entendu. Après les premiers essais d'émancipation des esclaves sous la Révolution, ce sont les conventions entre la France et l'Angleterre, puis en 1848 la libération des esclaves des colonies françaises. A la fin du xix^e siècle sont signées deux grandes conventions internationales : l'Acte de Berlin en 1885, et l'Acte de Bruxelles en 1890. Jusqu'ici on ne s'occupe que de l'esclavage, mais dans la Convention de Berne de 1906 sur l'interdiction du travail de nuit des femmes dans l'industrie on considère les colonies comme susceptibles, elles aussi, de profiter des réglementations internationales des conditions du travail, puisqu'elle s'appliquera aux colonies, possessions et protectorats si la puissance intéressée le notifie expressément. En 1919, une nouvelle convention contre l'esclavage est signée à Saint-Germain.

5. — Mais déjà à côté de ces conventions, issues des bonnes dispositions momentanées de l'opinion publique et des gouvernements, se dressent les travaux constructifs de deux organismes internationaux, chargés d'améliorer : l'un les conditions politiques géné-

rales, c'est la Société des Nations; l'autre, les conditions du travail, c'est l'Organisation Internationale du Travail, nées toutes deux des traités de paix qui ont suivi la guerre de 1914.

Ce ne sont pas des organes de commandement émettant des ukases devant lesquels les gouvernements doivent nécessairement s'incliner, mais des organes d'initiative chargés d'étudier et de proposer, quitte aux Etats à ratifier ensuite ces propositions. Pour jouer ce rôle d'initiateurs ces organismes partent de certains principes admis.

Ces principes ce sont les traités de Paix qui les établissent. Nous trouvons d'abord les articles 22 et 23 du Pacte de la Société des Nations ; le premier mentionne comme une mission sacrée de civilisation « le bien-être et le développement des peuples non encore capables de se diriger eux-mêmes dans les conditions particulièrement difficiles du monde moderne » ; le deuxième dit que les membres de la Société des Nations s'efforceront « de maintenir des conditions de travail équitables et humaines... sur leurs propres territoires ainsi que dans tous les pays auxquels s'étendent leurs relations de commerce et d'industrie », et « s'engagent à assurer le traitement équitable des populations indigènes dans les territoires soumis à leur administration ». C'est ensuite le préambule de la partie XIII (6) du Traité de Versailles qui déclare: « Attendu qu'il existe des conditions de travail impliquant pour un grand nombre de person-

(6) Partie créant l'Organisation Internationale du Travail.

nes l'injustice, la misère et les privations... et attendu qu'il est urgent d'améliorer ces conditions ». C'est enfin l'article 421 du même Traité en vertu duquel on spécifie, dans chaque convention, que les Etats qui la ratifient s'engagent à la mettre en vigueur dans celles de leurs colonies ou de leurs possessions ou à ceux de leurs protectorats qui ne se gouvernent pas eux-mêmes, sous réserve qu'elle ne soit pas rendue inapplicable par les conditions locales et qu'y puissent être apportées les modifications nécessaires à son application; l'Etat intéressé doit indiquer pour chaque pays ce qu'il a l'intention de faire.

Ce n'est que dans les mandats B et C que l'on voit figurer une règle spéciale visant expressément le travail forcé. Ils en interdisent l'emploi sauf dans certains cas et sous certaines conditions. Ainsi, dans les mandats B, il est spécifié que la puissance mandataire doit interdire l'usage du travail forcé, sauf pour « les travaux et services publics essentiels » et sous condition d'une « équitable rémunération ».

6. — C'est dans ces conditions que l'Assemblée de la Société des Nations vote, en 1926, un projet de convention sur l'esclavage, où sont déjà contenus quelques principes généraux visant l'emploi du travail forcé. En 1930, la XIV^e Conférence Internationale du Travail vote un autre projet de convention qui, tout en condamnant en principe l'emploi de ce mode de travail, l'autorise parfois et sous certaines réserves. C'est précisément l'étude de ces conventions que nous nous proposons de faire. Quels principes ont été ad-

mis, quelles améliorations peut-on en attendre, sont-elles suffisantes ? Telles sont les questions qu'il y aura lieu d'examiner.

Il convient de bien remarquer dès à présent que, si nous parlons le plus souvent d'indigènes ou de colonies, ce n'est pas que cette réglementation leur soit spéciale. Bien au contraire, les règles et les principes posés visent tout travail forcé, où qu'il soit employé, de même que les principes énoncés dans l'Encyclique « *Rerum Novarum* » s'appliquent au monde entier. Mais c'est dans les colonies, protectorats et pays sous mandats que cette forme de travail se présente le plus fréquemment.

Toutefois, avant d'étudier en détails ces travaux, il faut examiner ce qu'est en réalité actuellement le travail forcé, sa nature, les buts dans lesquels on l'emploie et, ce qui explique qu'il soit à la fois pratiqué et condamné, ses avantages et ses inconvénients. Alors seulement nous pourrons apprécier l'œuvre accomplie et le chemin parcouru depuis les premières condamnations portées par les Papes, jusqu'aux conventions qui nous occupent actuellement et qui, visant à améliorer le bien-être matériel des individus, faciliteront leur développement intellectuel et moral. — En terminant nous examinerons brièvement deux manifestations spéciales du travail forcé : en Bulgarie et en Russie ; ce qui nous permettra de mieux nous rendre compte de l'importance de la réglementation édictée par la Convention de 1930.

CHAPITRE II

Nature du travail forcé Ses formes - Ses buts - Sa rémunération

Notion du Travail Forcé. — Divers modes de contrainte employés : directe, indirecte, morale. — Nature juridique du Travail Forcé : Travail Forcé et Esclavage, Travail Forcé et Travail Obligatoire. — Sortes de Travail Forcé : Travail Forcé d'intérêt général, d'intérêt local, d'intérêt privé. — Utilisations diverses : voirie, portage, prestations, cultures, etc. — Formes Spéciales : Deuxième Contingent, Louage des prisonniers. — Rémunération.

7. — Pour forcer des individus à travailler il faut employer une contrainte quelconque. Quelles sont les formes de contrainte employées, quelle est la nature juridique de ce genre de travail, à qui et à quoi est-il utile, quelles formes spéciales peut-il revêtir, est-il payé ? Voilà les questions diverses que nous allons examiner pour nous rendre compte de ce qu'est le travail forcé pratiqué actuellement.

8. — La Convention, votée en 1930 par la XIV^e Conférence du Travail ⁽¹⁾, définit le travail forcé ou obligatoire : « Tout travail ou service exigé d'un individu sous menace d'une peine quelconque et pour lequel ledit individu ne s'est pas offert de plein gré ». Cette définition a le mérite de faire ressortir les caractéristiques de ce mode de travail :

l'emploi de la contrainte à l'engagement,

l'emploi de la contrainte pendant la durée du travail pour en assurer l'exécution normale et continue. En général, cela se passe ainsi : on fixe un travail à exécuter par un nombre de travailleurs proportionné souvent à l'importance de la population (pour le Chemin de fer du Centre au Cameroun Français ⁽²⁾, le nombre de travailleurs était fixé à 6.000, soit 3 % de la population). Puis on les réunit; pour cela, on peut ou s'adresser à un chef et lui demander de fournir tant de travailleurs, ou les recruter soi-même. Si la désignation est faite par un chef, qui a, en général, de tels pouvoirs coutumiers, elle pourra paraître moins oppressive, mais il s'en sera facile au chef d'exercer ainsi des vengeances personnelles. Une fois les hommes amenés à pied d'œuvre, il faut les obliger à travailler et à rester.

9. — Pour forcer l'obéissance on peut user de la force brutale, de moyens détournés, ou même simplement de son prestige.

Pour forcer directement les individus à se soumet-

(1) Convention contre Travail Forcé art. 2.

(2) « L'Effort Français au Cameroun », René Costodéat, p. 167-168.

tre on peut ou les emmener de force et enchaînés, ou les menacer de peines de prison et d'amende. Ainsi au Libéria (3) les gardes-frontières (4) torturent le chef, ou menacent d'emmener les vieillards et les femmes, s'ils n'obtiennent pas le nombre d'hommes qu'ils sont venus chercher. A Fernando Pô (5), la police a le droit d'amener les individus qui n'ont pas d'occupation connue et de les répartir suivant les demandes. Au Kénia on punit ceux qui refusent de travailler à l'exécution de travaux publics de peines qui peuvent aller jusqu'à deux mois de prison et cent cinquante shellings d'amende, et même à six mois de prison et six cents shellings d'amende contre un chef qui applique mal ou en sens contraire les ordres donnés. Au Cameroun Français (6), un arrêté de 1924 cite parmi les infractions de l'indigénat (7) « l'insoumission aux réquisitions de l'Administration pour des travaux publics essentiels ». C'est là ce que l'on appelle « la contrainte directe » par laquelle l'on pousse l'individu au travail (8).

Au lieu de ce mode d'action, l'on peut, au contraire, avoir recours à une contrainte détournée, dite contrainte indirecte. Elle consiste à agir de telle façon

(3) Rapport de la Commission d'Enquête au Libéria, p. 27. Archives S. D. N. 1930.

(4) Soldats du Libéria.

(5) Rapport Gris à la XII^e Conf. intern. trav. 1929.

(6) Procès-verbaux de la XVIII^e session de la Commiss. Mandats p. 139.

(7) Code sanctionnant administrativement certaines infractions commises par les indigènes.

(8) Amendes et prison sont souvent convertibles en un temps équivalent de travail forcé.

que les individus se trouvent dans la nécessité de venir offrir leur travail.

a) On fera peser sur eux des taxes trop lourdes pour qu'ils puissent les acquitter avec leurs seules ressources normales, soit que le taux en soit trop élevé, soit qu'elles portent sur des personnes incapables de produire et pour lesquelles il faut payer. Ainsi à la Commission des Mandats on a exprimé la crainte qu'une nouvelle taxe, établie sur les laissez-passer dans le Sud-Ouest Africain ⁽⁹⁾, ne pousse les indigènes à s'engager pour travailler dans les mines. Le Docteur Norman Leys indique, en 1924, que dans le Kénia ⁽¹⁰⁾ la capitation et l'impôt de case frappent les femmes et les vieillards qui vivent seuls, de même que les personnes aptes au travail, et obligent un nombre toujours plus grand d'individus à chercher un emploi. Inversement, on pourra exempter d'impôts ceux qui se livrent à un travail régulier.

b) On interdira aux indigènes un élevage trop intensif, ou des cultures trop rémunératrices qui leur permettraient d'acquitter sans s'embaucher les taxes qu'ils auraient à payer. Ou bien on leur enlèvera leurs terres, et on ne leur en laissera pas assez pour subvenir à leurs besoins. Dans le Sud-Ouest Africain ⁽¹¹⁾ il y a une taxe spéciale sur les pâturages, et on a fixé à 100 têtes de gros bétail, et 300 têtes de petit bétail le troupeau qu'un indigène peut avoir dans les résér-

(9) Proc. Verb. XVIII^e Sess. Comm. Mand.

(10) Compte Rendu du Provis. VII Conf. Int. Trav. Séance 30 mai 1925. Discours de Chaman Lal.

(11) Proc. Verb. XIV^e Sess. Comm. Mand., p. 91-96.

ves sans une autorisation spéciale. Il faut remarquer que ces mesures peuvent viser d'autres buts : comme de forcer l'indigène à consommer plus de viande pour qu'il soit plus fort, ou d'empêcher l'épuisement des pâturages.

c) On étendra la notion du vagabondage. Les peines seront aggravées. On rendra difficile la circulation hors des réserves pour ceux qui n'auront pas un travail régulier; l'individu sera mis ainsi dans l'alternative de se procurer une occupation ou d'être puni et l'on considèrera comme un vagabond tout indigène trouvé sans ressources hors de sa tribu. Le Docteur Norman Leys dit que dans le Kénia ⁽¹²⁾, toute personne sans ressources suffisantes et sans logis doit se procurer un travail dans le temps qui lui est imparti par le juge, sinon elle est reconduite à la réserve d'où elle ne doit pas s'évader sous peine d'être punie de prison. Dans la colonie portugaise de Saint-Thomas ⁽¹³⁾, le décret N° 16834 du 14 mai 1929 réprime ainsi l'oisiveté et le vagabondage: les indigènes de plus de 16 ans, qui n'ont pas les moyens nécessaires pour vivre et qui sans raison ne s'adonnent pas habituellement à un travail conforme à leurs aptitudes, devront être jugés et condamnés comme vagabonds. Ils seront mis à la disposition du gouverneur; celui-ci pourra leur infliger une interdiction de séjour de 18 mois à 2 ans et leur assignera un domicile en un lieu quelconque des possessions coloniales du Por-

(12) Informations Sociales. V° 13 N° 16 fév. 1925.

(13) Inform. Soc. V° XXXI, N° 3 juillet 1929.

tugal. Ceux du sexe masculin pourront être enrôlés comme soldats ou affectés moyennant rétribution au service de l'Etat ou des particuliers. — On demande au ministre de prendre un décret permettant la répression du vagabondage en Afrique Equatoriale Française, il refuse parce que cela se rapproche trop du travail forcé; mais il prend un décret sanctionnant des peines de l'escroquerie la rupture du contrat de travail, lorsqu'il y a eu avance de salaire ⁽¹⁴⁾, manière indirecte d'éviter le vagabondage en punissant une de ses causes. Mais d'après un nouveau décret, rendu en 1930, le vagabond, c'est-à-dire celui qui hors de sa circonscription d'origine n'a pas de résidence ni de moyens d'existence, peut être condamné à une peine de prison variant de 16 jours à 6 mois et à 5 ans d'interdiction de séjour, s'il était lié à un tiers qui devait le rapatrier et que lui, vagabond, ait refusé de l'être ⁽¹⁵⁾.

Donc l'individu se voit d'une part menacé de payer de lourdes taxes ou d'être puni d'amendes ou de prison, d'autre part offrir un moyen non seulement d'éviter toutes ces tracasseries mais encore de gagner une somme d'argent avec laquelle il pourra satisfaire ses désirs. Il est normal que dans ces conditions il cherche à se procurer du travail, et la main-d'œuvre désirée est ainsi obtenue sans violence.

D'ailleurs même un simple avis ou encouragement d'un fonctionnaire ou d'un blanc, que l'on sait être tout-puissant, peut constituer une contrainte morale

(14) Inform. Soc. V° XXXIV, N° 26, mai 1930.

(15) Inform. Soc. V° XXXVI N° 3 Nov. 1930.

aussi forte que les contraintes directe et indirecte que nous venons d'étudier. Il est douteux que l'homme parvenu à un degré moindre de civilisation et habitué à s'entendre commander fasse une distinction entre un ordre et une exhortation. Le Docteur Leys ⁽¹⁶⁾, dans son rapport cité plus haut, dit que les Africains considèrent l'Européen comme un homme intelligent auquel on ne peut résister, bon ou cruel, inexorable lorsqu'il exige que les Africains travaillent à son profit. Et un gouverneur de l'Afrique Orientale Anglaise ⁽¹⁷⁾, à qui l'on demande si l'on a employé du travail forcé pour la construction du chemin de fer de Juga à Kampala, répond que le Kabaka de Buganda, pour éviter l'entrée d'autres indigènes sur son territoire, a dit que ses hommes feraient le travail ; mais qu'il n'y a pas eu de travail forcé, car aucune sanction pénale n'était possible ⁽¹⁸⁾, « quoique les noirs aient pris ce désir pour un ordre ».

Donc contrainte physique directe et indirecte, contrainte morale, tels sont les divers moyens que l'on peut employer pour forcer un individu à travailler et à rester assidu à son travail. Mais du fait qu'il y a contrainte on ne doit pas induire que le travail forcé n'est qu'un degré amoindri de l'esclavage, sa nature est toute autre.

10. — Il y a entre le travail forcé et l'esclavage plus qu'une différence de degré, il y a une différence de

(16) Inf. Soc. V° XIII N° 13 Fév. 1925.

(17) Inf. Soc. V° XXXIII N° 3 mars 1930.

(18) En fait il y eut quelques sanctions pénales prononcées, mais ce fut à tort.

nature. Tandis que le dernier est la situation juridique d'un homme sur lequel on peut avoir des droits comme sur une chose ; le premier est un mode d'embauchage et d'exécution du travail qui implique une contrainte, mais qui n'enlève pas au travailleur sa personnalité. La situation de ce dernier n'est pas nécessairement plus favorable que celle d'un esclave. Celui-ci est une richesse, et vit souvent avec le reste de la famille, il arrive fréquemment qu'il est bien traité et il a même certains droits tels qu'être soigné s'il est malade, les maîtres n'appliquant pas toujours les théories de Caton ; celui-là n'a de valeur que par le travail qu'il fournit, on exige de lui le maximum. Le gouvernement belge répondait à la communication de l'avant-projet de convention contre l'esclavage : « Il faut dire que l'esclavage est une situation juridique qui n'est pas forcément mauvaise » (19) ; et celui de l'Union Sud-Africaine posait le dilemme suivant : ou le travail forcé devient de l'esclavage et il tombe sous la condamnation déjà édictée, ou il est entraîné par la crainte d'un mal plus grand, il y a alors liberté et ce n'est plus de l'esclavage (20). Au surplus, la condition du travailleur forcé est toujours temporaire, tandis que celle de l'esclave est en général permanente. Il est donc bien vrai qu'une différence de nature basée non seulement sur des conditions de vie diverses, mais aussi sur des statuts juridiques opposés (celui de la chose, et celui de l'hom-

(19-20) Commis. Temporaire de l'Esclavage. Journal 21 juin 1926, p. 4.

me libre) sépare l'esclavage du « travail forcé ou obligatoire ».

C'est là l'expression dont se servent les mandats B et C; doit-on voir dans l'emploi des deux mots « forcé » et « obligatoire » l'intention de marquer une distinction, ou n'est-ce qu'une redondance exprimant une seule et même chose ?

La question s'est posée plusieurs fois à la Commission des Mandats. L'Angleterre déclarait, dans les divers rapports annuels, qu'il n'y avait pas de travail forcé dans les pays où elle était mandatée, mais elle mentionnait l'existence de travail obligatoire. M. Van Rees ⁽²¹⁾ et M. Grimshaw ⁽²²⁾ demandèrent des explications. A la dixième session, lors de la discussion du rapport sur le Cameroun Britannique, M. Van Rees demande quelle distinction on fait entre le travail forcé et le travail obligatoire. M. Ormsby Gore ⁽²³⁾ répond ⁽²⁴⁾ que le travail forcé est celui que l'on emploie pour des fins spéciales, par exemple le recrutement de 2.000 hommes pour le chemin de fer du Kénia; tandis que le travail obligatoire est celui qui sert à l'entretien des routes, au portage des fonctionnaires et des approvisionnements urgents. M. Van Rees fait observer que les termes des mandats interdisent également le travail forcé et le travail obligatoire, et que, dans les cas où ils l'autorisent, ce n'est que contre rémunération, or le travail mentionné dans le rapport sous le

(21) Délégué Gouvernemental néerlandais.

(22) Délégué de l'Organ. Intern. du Travail.

(23) Délégué britannique.

(24) Proc. verb. 10^e Sess. Comm. Mand., Nov. 1926, p. 97.

nom de travail obligatoire n'est pas payé parce qu'imposé par les chefs ; il craint que la plupart des routes ne soient classées comme routes de district dont l'entretien n'est pas rémunéré. De même, lors de la discussion du rapport sur le Togo Britannique, M. Grimshaw fit observer que le travail obligatoire était gratuit sauf pour les routes politiques ⁽²⁵⁾ et les maisons de repos. M. Ormsby Gore répond à nouveau que le travail forcé est celui qui est exigé pour un travail spécial et que le travail obligatoire est celui qui est exigé pour une œuvre coutumière ou communale, qu'il est d'ailleurs nécessaire pour les routes, le travail forcé étant trop coûteux.

Il apparaît, d'après les déclarations des représentants anglais, que l'on nomme travail forcé celui qui est exigé pour un travail spécial et travail obligatoire celui que les chefs imposent pour un travail coutumier. Mais on remarquera que ces travaux coutumiers sont en général des travaux périodiques et sans cesse répétés, tels que le nettoyage d'un village ou l'entretien d'une route. Par conséquent, la périodicité des travaux et leur exigibilité par les chefs en vertu de la coutume seraient le critérium de cette distinction.

De nouvelles discussions ⁽²⁶⁾ ont lieu. A la 16^e session ⁽²⁷⁾, M. Van Rees déclare que, d'après les termes des mandats, les mots « travail forcé » et « travail obligatoire » ont le même sens et que par conséquent la distinction que l'on veut faire est nulle. Dans son rap-

(25) Routes principales dans les colonies anglaises.

(26) Proc. verb. des 10^e et 11^e Sess. Commission des Mand.

(27) Proc. verb. de 16^e Sess. Commis. Mand. Tog. Brit., p. 102.

port au Conseil, en 1930, la Commission ⁽²⁸⁾ exprime le désir d'avoir des renseignements sur la mesure dans laquelle les autorités indigènes ont eu recours au travail forcé non payé pour l'exécution de travaux publics au Togo Britannique. Enfin le projet de convention voté en 1930 par la XIV^e Conférence du Travail définit « le travail forcé ou obligatoire » sans distinguer l'un de l'autre, marquant ainsi qu'on ne saurait établir entre ces deux expressions une différence quelconque.

Donc la conception anglaise qui différencie le travail obligatoire du travail forcé par une question de périodicité et de coutume et qui se base sur ce critérium pour ne pas payer les travailleurs ne saurait être admise. Dans les deux cas on se trouve en face de la même forme de travail contraint, tout au plus pourrait-on admettre que le travail obligatoire est souvent moins lourd, quand on n'en abuse pas, mais il n'y a entre eux aucune différence de nature.

Nous voyons ainsi que le travail forcé et le travail obligatoire, qui ne font qu'un, ne sauraient être rapprochés de l'esclavage, étant d'une nature juridique tout à fait différente. Mais à qui ce genre de travail est-il utile ? quelles richesses sert-il à produire ? Ce sont là les deux idées directrices qui ont présidé à toutes les discussions.

11. — Il peut profiter au pays en général, au village, ou à un particulier (individu ou société), telle

(28) Rapp. Gen. de la XIX. Sess. au Conseil p. 209.

est la distinction à laquelle correspondent les expressions :

travail forcé pour fins publiques d'intérêt général,
travail forcé pour fins publiques d'intérêt local,
travail forcé pour fins privées.

Pourquoi ces diverses distinctions ? Parce que l'on admettra d'autant plus facilement le travail forcé qu'il aura pour but de satisfaire à des intérêts plus étendus. On comprend qu'il soit parfois nécessaire de subordonner, par exception, le bien-être d'un individu à la nécessité générale, mais l'on ne voit pas pourquoi l'on pourrait sacrifier un individu à l'intérêt d'un autre individu. Comme nous le verrons plus loin, le travail forcé pour fins privées a été absolument condamné en 1930; tandis qu'il est permis, dans certains cas et sous certaines conditions, d'employer la contrainte pour des fins publiques.

Les travaux pour fins publiques peuvent être utiles soit pour le pays tout entier, soit pour une tribu, ou un district. Les principaux travaux d'intérêt général qui peuvent être menés à bien grâce à du travail forcé sont: la construction et l'entretien de voies ferrées, de ports, de routes principales (appelées par les Anglais: routes politiques). Ainsi nous avons vu que 2.000 travailleurs avaient été employés à la construction du chemin de fer du Kénia, et 6.000 maintenus en permanence sur les chantiers du Chemin de fer du Centre du Cameroun Français (29), dans le même pays un effectif de 600 hommes mène à bien les travaux du port de

(29) Sur ces chiffres il y avait un certain nombre de volontaires.

Douala ⁽³⁰⁾. Et de partout de nombreuses routes automobiles ⁽³¹⁾ sont construites. — Les travaux publics d'intérêt local consistent dans la construction de routes secondaires et de pistes, en travaux de débroussaillage et de nettoyage, ou même en services de police, comme c'est le cas aux Indes Néerlandaises ⁽³²⁾, où dans certaines provinces les hommes doivent à tour de rôle monter la garde la nuit. C'est encore du travail forcé dans un intérêt public local que celui permis, dans l'Ouganda ⁽³³⁾, par une ordonnance du 21 mars 1929 qui donne aux chefs le pouvoir d'exiger des indigènes qu'ils participent à la lutte contre les insectes nuisibles et les maladies des plantes.

Cet exemple m'amène à mentionner une sorte de travail forcé intermédiaire entre celle que nous venons d'examiner et le travail forcé pour fins privées: c'est le travail pour les chefs. C'est tantôt du travail pour fins publiques d'intérêt local, tantôt du travail pour fins privées, suivant que le chef emploie les travailleurs, que la coutume met ainsi à sa disposition, à des travaux d'intérêt local ou à des travaux qui ne profitent qu'à lui seul, tels : l'entretien de son logis ou la culture de son champ. Il faut noter, d'ailleurs, que ce travail que les chefs peuvent ainsi exiger n'est, le plus souvent, que la contre-partie de la protection qu'ils accordent à la population, ou des prêts de champs ou de bétail

(30) Proc. Verb. XV. Sess. Comm. Mand. p. 147 et suiv.

(31) Ce contre sens se trouve dans le rapport du Togo-Français 1929 ch. VI p. 54. Nous supposons que dans l'esprit du rédacteur ce mot signifiait « qui peut être utilisé par les automobiles » et non « qui peut être mobile par soi-même » (sens étymologique). Même contre sens « Voyage au Congo », Gide, p. 72, Nota 1 § 2.

(32) Rapport Gris, 1929.

(33) Inf. Soc. V° XXXI, N° 19 août 1929.

qu'ils lui ont faits. C'est le cas au Ruanda-Urundi ⁽³⁴⁾ où l'Administration pousse les chefs à employer ce travail pour entretenir routes et ponts; et ceux-là, prévoyant le moment où ils ne jouiront plus de ces services personnels, se font construire des maisons solides qui n'ont pas besoin d'un entretien continu, et s'efforcent de se créer d'autres ressources.

Enfin le travail forcé peut être employé dans un intérêt purement privé: celui d'un individu ou d'une société. Ainsi les indigènes qui en Afrique Equatoriale Française étaient dans les limites de la concession de la Compagnie Forestière Sanga Oubanghi devaient récolter du caoutchouc pour le vendre à la Compagnie à un tarif très faible ⁽³⁵⁾; M. Gide cite un auteur d'après lequel ils devaient aussi lui vendre du manioc ^(35bis); s'ils ne le faisaient pas ils étaient punis ⁽³⁶⁾. Dans les Indes Néerlandaises ⁽³⁷⁾, en vertu de cessions que la Compagnie des Indes Orientales a faites, certains propriétaires fonciers ont droit au travail des indigènes; mais le gouvernement s'efforce de racheter ces concessions aussi vite que possible. Au Libéria, souvent les hommes réquisitionnés pour des travaux d'utilité publique sont employés dans les fermes des hauts personnages de l'Etat. Au Pérou ⁽³⁸⁾, d'après un journal,

(34) Rapport Ruanda Urundi à Commiss. Mand. 1925, p. 58-82 et suiv.

(35) Rev. Internat. du Trav. Vol. XIX N° Mai 1929.

(35 bis) « Voyage au Congo », Gide, p. 93 et suiv.

(36) A. noter que cette concession a dû comme les autres en A. E. F. échoir en 1929.

(37) Rapport Gris, 1929.

(38) Rapport Gris, 1929. Compte rendu Prov. XII. Conf. Intern. du Trav. Séance 3 juin 1929.

que M. Paulet, délégué gouvernemental péruvien, dit être d'opposition, les Indiens réquisitionnés en vertu de la loi « sur la conscription pour les travaux publics de voirie » se plaignent qu'on les fait travailler sur des propriétés privées.

12. — Cette main-d'œuvre mise ainsi à la disposition d'un employeur dans un intérêt général, local ou individuel, à quels travaux va-t-on l'employer ? La voirie, le portage, les prestations, les cultures, les constructions, les mesures exceptionnelles, tels sont les différents cas dans lesquels on recourt au travail forcé.

Les travaux de voirie, y compris l'établissement de voies ferrées, sont très importants et très coûteux, et de plus ils sont nécessaires non seulement pour la mise en valeur d'un pays, mais aussi et d'abord pour sa pénétration et sa connaissance. Cet équipement exige pour être mené à bien, rapidement et économiquement à la fois, de grosses agglomérations d'individus formant des équipes stables (6.000 pour le Chemin de fer du Centre du Cameroun Français; 2.000 pour un chemin de fer au Kénia; 8.000 puis 4.000 pour le Congo Océan ⁽³⁹⁾). Les mêmes difficultés existent lorsqu'il s'agit de construire des routes principales ou non, même de simples pistes indigènes. Dans l'Oubanghi Chari ⁽⁴⁰⁾ depuis 1917 on a établi 4.200 km. de routes. Lord Grandville Ryrie ⁽⁴¹⁾ affirme que le travail forcé

(39) Rapport Gris, 1929.

(40) « Voyage au Congo » Gide p. 73.

(41) Délégué du Gouvernement de la puissance mandataire.

n'est employé en Papouasie ⁽⁴²⁾ que pour les voies de communication qui ne sont pas des routes principales. Dans les Indes Néerlandaises ⁽⁴³⁾ on l'emploie pour les travaux publics nécessaires ; dans le Sierra Leone ⁽⁴³⁾ les chefs indigènes requièrent des travailleurs pour l'entretien des rues et des routes. Le développement des voies de communication fait baisser puis disparaître le portage.

En effet, avant que l'on puisse parcourir un pays en automobile, il faut le pénétrer, le bien connaître, faire des échanges, transporter ce qui est nécessaire aux fonctionnaires et les fonctionnaires eux-mêmes, incapables qu'ils sont de fournir une longue marche sous un climat tropical. Pour satisfaire à tous ces besoins il n'y a qu'un moyen : le transport à dos d'homme, c'est-à-dire le portage. Journallement des milliers d'individus sont employés à cette besogne qu'il ne faut pas dire improductive, car le portage est un mode de transport, et les transports ne sont pas improductifs puisqu'ils augmentent l'utilité d'un objet en le mettant dans un lieu où il est plus à même d'être consommé. Deux chiffres vont nous montrer de suite l'importance du portage : en 1921 au Cameroun Français ⁽⁴⁴⁾ 377.000 journées y furent consacrées ; au Ruanda Urundi ⁽⁴⁵⁾, en 1925, 196.376 charges ont été transportées, une seule étant souvent comptée plusieurs fois. Au Congo Belge ⁽⁴³⁾ un décret du 26 décembre 1922 autorise le portage pour l'Administration, les

(42) Compt. Rendu Prov. XII^e Sess. Conf. Int. Trav., 1929, N° 3, juin 1929.

(43) Rapport Gris, 1929.

(44) « Effort Français au Cameroun » Costodéat, p. 163-168.

(45) Rapport du Ruanda Urundi 1929 à Comm. Mand., p. 6 et suiv.

hommes pouvant être recrutés soit directement, soit par l'intermédiaire des chefs, pour 15 jours dans le mois et 25 jours par an au maximum. Dans les Indes Néerlandaises ⁽⁴³⁾ le travail forcé peut être employé pour le transport de fonctionnaires ou de lettres s'il n'y a pas d'autres moyens, il est rémunéré s'il ne revêt pas la forme d'une prestation. Cette forme du travail forcé est celle contre laquelle on a le plus protesté en raison des dangers qu'elle présente et de son faible rendement économique.

Le travail forcé peut aussi être utilisé comme impôt sous la forme de prestations. Il y a des travaux à faire, l'impôt pourrait fournir l'argent nécessaire ; au lieu de demander aux individus une somme d'argent, on leur demande de travailler pendant un temps en général assez court, le travail ainsi fourni est estimé à tant par jour et rachetable à ce prix ; c'est-à-dire qu'au lieu de travailler, on peut payer la somme fixée. Parfois à l'inverse l'Administration fixe une somme d'argent et permet de se libérer en travaillant ou en livrant des produits. — Ce système a l'avantage de s'adapter au développement de la civilisation et de permettre le remplacement progressif de l'impôt en nature par l'impôt en argent. Le travail ainsi fourni sert à des travaux d'entretien et de nettoyage. La rémunération des prestations a donné lieu à la commission des mandats à un débat d'autant plus important que ce système est très répandu, nous étudierons plus loin ces discussions. Cependant il importe de remarquer que de toutes les formes du travail forcé c'est

(43) Rapport Gris 1929.

certainement une des moins dangereuses et des plus utiles, n'imposant qu'une charge faible au contribuable. Cet impôt en nature existe d'ailleurs en France pour l'entretien des chemins vicinaux. Ce n'est donc pas quelques chose de très extraordinaire.

Tous les pays y ont plus ou moins recours. D'après un journal de l'Angola ⁽⁴⁶⁾ le travail forcé peut être employé dans ce pays soit comme un impôt personnel, soit pour contraindre les indigènes à payer l'impôt de capitation, mais il ne dure jamais plus de temps qu'il n'est nécessaire pour s'en libérer. Dans la Colonie espagnole du Golfe de Guinée ⁽⁴⁷⁾ tout indigène doit (décret 5 oct. 1928), dans l'année, 40 jours de prestations pour des travaux locaux, le rachat et la substitution sont possibles ; certains sont dispensés. Dans les colonies françaises, cette forme est très employée. Au Cameroun ⁽⁴⁸⁾ l'impôt, fixé à 10 jours de travail et non rémunéré, est rachetable ; au Togo ⁽⁴⁹⁾ il n'est que de 4 jours par an pèse sur tous blancs et noirs, et en 1926 98 % le rachetèrent ; en Afrique Equatoriale Française ⁽⁵⁰⁾ sa durée varie avec les régions, en moyenne elle est de 12 jours ; elle est aussi de 12 jours à Madagascar. Dans la Nigéria ⁽⁵¹⁾, depuis 1928, on a établi l'impôt direct à la place du travail forcé sur les routes, les chefs et les femmes s'en plaignent, mais les hommes préfèrent payer l'impôt au gouvernement,

(46) Rapport Gris 1929.

(47) Inf. Soc. V° XXIX N° 9 février 1929.

(48) Rapport Cameroun Fr. à Commis. Mand. 1921 p. 5, 1926 p. 6, 1929 p. 9.

(49) Rapport Togo. Commiss. Mand. 1923 p. 8, 1926 p. 7.

(50) Rapport Gris, 1929.

(51) Rev. Internat. Trav. avril 1931.

plutôt que de subir les vexations des chefs qui prenaient une partie des réquisitionnés pour les faire travailler pour eux.

On contraint aussi les individus à cultiver certaines plantes, les unes destinées uniquement à la nourriture des cultivateurs et des habitants de leur région, ce sont les cultures vivrières, les autres destinées à être exportées et à leur rapporter ainsi une certaine somme d'argent. Au Samoa Occidental ⁽⁵²⁾ on donne aux indigènes des terres nouvelles à cultiver, à charge pour eux de planter un certain nombre de cocotiers sinon on les leur retire; une ordonnance de 1925 punit cette insoumission d'une amende de deux livres. Des cultures d'exportation étaient imposées aux indigènes de la Nouvelle Guinée ⁽⁵³⁾, aujourd'hui ils ne sont contraints de cultiver que ce qui est nécessaire à l'entretien de leur famille. Une circulaire de 1928 parle d'une action constante à exercer en Haute Volta pour amener les indigènes à cultiver les kapokiers.

Le pays dont on a le plus parlé à ce sujet est le Ruanda Urundi. C'est un territoire sous mandat belge, situé au centre de l'Afrique, et qui, depuis le début de ce siècle, a été ravagé par de terribles famines dues à des invasions de sauterelles, à la guerre, à la sécheresse, à l'irrégularité des pluies, cataclysmes dont la force destructive est aidée par le fatalisme et l'affaiblissement des populations. En 1921 le gouvernement donne l'ordre de mettre en cultures une partie des bas-

(52) Proc. verb. 10^e Sess. Commiss. Mand., 1926, p. 28.

(53) Inf. Soc. V^e XXVII. — Proc. verb. Comm. Mand. 5^e, 6^e, 11^e, 13 session.

fonds réservés aux pâturages et en même temps il distribue des graines, mais souvent les semences données sont jetées. Une ordonnance du 7 novembre 1924 ordonne aux habitants du Ruanda de faire des cultures vivrières le long des routes et des pistes sur une certaine largeur pour nourrir les caravanes, on étend en 1926 ces zones de culture obligatoire. De plus, chaque indigène marié doit planter 5 Ha de manioc et de patates douces; mais pour qu'il cultive plus que pour ses besoins immédiats l'Administration doit exercer une pression constante. Malgré ces précautions, une disette, qui s'arrêta là où les chefs avaient obéi, eut lieu en 1925, et une autre en 1929 fut provoquée par deux saisons de pluies irrégulières ⁽⁵⁴⁾.

Toute administration a besoin de bâtiments variés et multiples: hôpitaux, casernes, gîtes d'étape. Pour leur construction on emploie souvent de la main-d'œuvre contrainte. Au Libéria ⁽⁵⁵⁾ une caserne a été construite par des hommes réquisitionnés, et badigeonnée par des femmes sous la surveillance de gardes-frontières qui traitaient ces dernières comme leurs propres femmes. En Afrique Equatoriale Française ⁽⁵⁶⁾, un arrêté du 7 janvier 1925 prévoit l'emploi de prestations locales pour la construction et l'entretien des bâtiments administratifs, des camps d'aviation et des gîtes de route.

En dehors de ces manifestations normales de son activité, l'homme peut être obligé de se défendre con-

(54) Rapports sur Ruanda Urundi à Commiss. Mand. 1921, 25, 29. Proc. verbaux Commis. Mand. 12^e Sess., p. 145 et 16^e Sess., p. 67.

(55) Rapport de la Commission d'Enquête du Libéria. p. 71. Archives S. D. N. 1930.

(56) Rapport Gris, 1929.

tre des calamités : feu, inondations, insectes, épidémies, accidents. Dans ces cas l'emploi du travail forcé est normal, car à des besoins brusques et immenses doivent correspondre des moyens identiques. Au Cameroun Français ⁽⁵⁷⁾ c'est une infraction que de refuser de prêter son aide en cas de sinistre ou d'accident; au Togo Français ⁽⁵⁷⁾ une peine est prévue contre le refus de travailler pour le maintien de l'ordre ou de la sécurité, ou contre les épidémies. De même dans les Indes Néerlandaises ⁽⁵⁷⁾ on peut obliger tous les indigènes capables à coopérer aux travaux nécessaires pour éviter un désastre.

Enfin parfois le travail forcé est aussi employé comme pénalité collective. Le chef de poste peut contraindre une collectivité indigène à exécuter un travail déterminé, lorsqu'il la tient pour responsable de certains délits, tels que : donner asile à un criminel ou ne pas prendre les mesures nécessaires pour empêcher sa faute, faire disparaître ou tenter de faire disparaître les preuves d'un acte criminel quelconque, etc.

13. — Connaissant les formes normales de contrainte auxquelles on peut recourir et l'utilité du travail forcé, il nous faut examiner deux formes spéciales sous lesquelles il peut se présenter : l'une intéresse surtout la France, c'est le système du Deuxième Continent; l'autre, les autres pays et surtout l'Union Sud-Africaine, c'est la mise de prisonniers à la disposition de l'Administration ou de particuliers.

(57) Rapport Gris, 1929.

Le système du Deuxième Contingent ou Smotig (service de la main-d'œuvre d'intérêt général) a été organisé par M. le Gouverneur général de Madagascar Olivier. La main-d'œuvre faisant défaut, le développement économique de l'île risquait d'être gravement compromis. M. Olivier obtient du ministre des colonies un décret, daté du 3 juin 1926 ⁽⁵⁸⁾, qu'il promulgue à Madagascar par arrêté ⁽⁵⁹⁾ du 29 novembre de la même année ⁽⁶⁰⁾ et d'après lequel les recrues non incorporées, mais ni dispensées ni inaptes, « peuvent être convoquées pendant leurs trois ans de disponibilité pour des travaux d'intérêt général » tout en restant soumises à leurs obligations militaires ⁽⁶¹⁾. Le même système fut appliqué en 1927 en Afrique Occidentale Française ⁽⁶²⁾, en vertu d'un décret du 31 octobre 1926 promulgué le 25 mai 1927, et le contingent ainsi levé fut réparti pour la première fois entre la Côte d'Ivoire et le Soudan. On appelle aussi cela le système du Deuxième Contingent car ce sont des individus qui ne sont pas pris lors du recrutement militaire, soit parce qu'ils ne pourraient pas résister au climat européen, soit parce qu'ils seraient en surnombre, qui sont recrutés pour être employés à des travaux d'utilité générale.

Comment ce système est-il organisé en pratique ? Les travailleurs sont convoqués par tirage au sort, les hommes mariés après les célibataires (les femmes peu-

(58) Rapport supplémentaire sur le Travail Forcé, 1929, p. 8.

(59) Dans la plupart de nos colonies les décrets ne sont exécutés qu'après avoir été promulgués par le gouverneur.

(60) Rapport Gris, 1929, p. 108.

(61) Rapport du Directeur du B. I. T., 1927, p. 205 et suivantes.

(62) Rapport du Directeur du B. I. T., 1927, p. 240 et suivantes.

vent accompagner leurs maris et ont droit aux soins et à la nourriture). Amenés d'abord dans un camp de rassemblement, ils sont ensuite dirigés sur des camps de travail où ils forment des groupes de deux cents individus et où on leur fournit la case, la nourriture et les soins. Pour le travail ils relèvent d'un employeur ou d'un fonctionnaire des travaux publics; pour la discipline, du « Smotig » (63) qui joue le rôle de protecteur. Ils touchent la solde et la ration militaires et sont en général encadrés par des sous-officiers. En 1928 il y eut 7.000 travailleurs ainsi recrutés. En raison des résultats satisfaisants de ce système on a institué, par un arrêté du 6 novembre 1930, des sections recrutées librement qui travaillent en même temps.

Cette organisation mixte peut-elle être assimilée au service militaire ? Nous verrons qu'au cours des discussions internationales on a répondu non. Mais en France qu'en a-t-on pensé ? M. Augagneur, ancien gouverneur de Madagascar et de l'Afrique Equatoriale Française, s'y était montré opposé et avait invité le ministre à rapporter le décret l'autorisant. Mais la Commission des Colonies, d'accord pour repousser le travail forcé dans un but privé, admit ce système où elle ne vit qu'une formation du génie, puisque les travailleurs y sont encadrés, et elle le déclara possible pour des fins publiques et pour l'obtention de subsistances, à condition qu'il soit rémunéré, réglé, rachetable, que la santé soit protégée et qu'on n'y emploie ni

(63) Inf. Soc. V° XIX N° 6 sept. 1926. XXXI, N° 30 sept. 29 — XXXVII N° 5 janv. 31 et 23 mars 31.

femmes ni enfants. Toutefois, M. Piétri, ministre des colonies, reconnut par la suite que ce n'était pas du service militaire mais une organisation militarisée des chantiers.

Ce système présente d'ailleurs de nombreux avantages. C'est, aux dires du gouverneur une école sociale d'où les hommes sortent avec des moyens, des conceptions et des besoins nouveaux; c'est aussi une école de discipline qui serait très utile si l'on était brusquement obligé de faire appel à eux pour une besogne moins pacifique; enfin il répond à un besoin pressant de main-d'œuvre, puisque le rapporteur de la commission déclara que ni l'offre et la demande, ni l'utilisation des prestations locales n'eussent été suffisantes. Cette méthode donne un effectif permanent de travailleurs entraînés et susceptibles de faire œuvre utile. M. Perrier constate au Sénat que la mortalité est faible, puisqu'elle n'est que de 0,8 %. Sans doute on objecte que ce mode de travail ne convient plus à la mentalité trop évoluée des Malgaches; mais n'agit-on pas de même lorsque l'on fait établir des routes stratégiques par le génie militaire ? Les avantages semblent donc bien être beaucoup plus grands que les inconvénients.

Pour faire face au manque de main-d'œuvre certains pays utilisent les détenus. On les met à la disposition soit des services administratifs soit des particuliers qui les louent à l'Administration. On a voulu y voir du travail forcé, et cela paraît en être en effet. Mais les intéressés répondent que les prisonniers ont beaucoup plus de bien-être en prison qu'en liberté, qu'ils ne sont pas punis par la prison, et que, si on ne les faisait pas

travailler, ils y seraient tout le temps. Dans le Sud-Ouest Africain ⁽⁶⁴⁾, pays sous mandat de l'Union Sud-Africaine, les prisonniers travaillant pour des particuliers restent toujours soumis à la discipline administrative. En 1926 on a loué dans ce pays 6.680 détenus à des particuliers; en 1928 il n'y en eut que très peu qui furent ainsi loués, car les administrations, servies les premières, les ont à peu près tous employés.

14. — De ce que l'on contraint des individus à exécuter un travail, s'ensuit-il qu'on les oblige à l'exécuter sans leur donner aucune rémunération ?

Sans doute l'on peut dire que si l'Administration peut imposer du travail, elle peut aussi en imposer les conditions. Mais d'une part la nécessité qui permet de contraindre des individus à un travail, ne saurait être une raison de les frustrer d'un salaire justement acquis ; d'autre part, il y a certains pays où, de par les conventions internationales, le travail forcé doit être rémunéré : ce sont les pays sous mandat. D'ailleurs en fait la rémunération varie suivant les cas. Pour les grands travaux d'intérêt général, on donne d'ordinaire un salaire. Quant aux travaux locaux, il se peut que les travailleurs ne soient pas rémunérés s'il s'agit de prestations, de travaux coutumiers ou de travaux susceptibles par eux-mêmes d'apporter aux individus contraints un dédommagement suffisant : ainsi les cultures vivrières sont laissées à celui qui les a faites.

(64) Proc. verb. Comm. Mand. IV Sess. p. 169, VI p. 68, XI, p. 97, XIV p. 96.

Si une rémunération est accordée, elle peut être fixée soit à la journée, soit à la tâche, et le salaire est payé tantôt au chef qui répartit ensuite entre les travailleurs (ce qu'il peut parfois oublier de faire), tantôt directement aux hommes réquisitionnés. Au Cameroun français, on convient avec le chef que l'on payera tant par kilomètre de route, mais c'est ensuite l'agent administratif qui distribue l'argent aux hommes ⁽⁶⁵⁾.

L'on voit donc que souvent directement ou indirectement le travail forcé est rémunéré.

15. — Nous avons vu les diverses manières de contraindre les individus au travail, et constaté qu'il ne faut pas assimiler le travail forcé à l'esclavage. Ce mode de travail peut être utile à des collectivités ou à des individus, servir à des travaux variés, revêtir des formes multiples, comporter ou non une rémunération. Sur toutes ces questions des discussions ont eu lieu tant à la Commission des Mandats, à la Commission Temporaire de l'Esclavage et à l'Assemblée de la Société des Nations, qu'au Bureau International du Travail et aux XII^e et XIV^e Conférences Internationales du Travail. Bien que les dangers du travail forcé aient fait désirer sa disparition complète, on a, malgré cela et en raison de ses avantages, temporisé et établi des règles provisoires prévoyant les conditions de son emploi.

(65) Rapport Cameroun à Commiss. Mandats 1926 p. 8 et suiv.

CHAPITRE III

Les avantages et les dangers du travail forcé

Avantages du Travail forcé : Il est nécessaire pour obtenir le concours des indigènes. — Moral. — Éducatif. — Bienfait social. — Il favorise le développement économique. — Ne répugne pas toujours à ceux qui y sont soumis. — Il contribue à sa propre disparition.

II. Dangers du Travail Forcé : Sa nécessité est artificielle. — Il n'est pas moralisateur. — Ni éducatif. — Source de vices. — Cause de ravages sociaux : dépopulation, révoltes. — Mauvais effets économiques. — Donne naissance à de nombreux abus. — S'entretient lui-même.

Conclusion : Il y a des avantages et des inconvénients.

16. — Tel que nous venons de l'étudier, le travail forcé compte à la fois des partisans et des adversaires. Les uns vantent ses bienfaits et sa nécessité et soutiennent qu'on ne doit pas le condamner. Les autres, adversaires acharnés, veulent qu'il disparaisse tout de suite car ils y voient une institution pire que l'esclavage. Quels arguments sont invoqués de part et d'autre ? Telle est la question que nous allons examiner. Doit-il être maintenu ou supprimé

purement et simplement, ou, nécessaire, ne doit-il pas être maintenu, au moins comme forme transitoire de travail, en prenant des précautions pour que les abus redoutés ne puissent plus se produire ?

17. — S'attaquer au travail forcé, dit-on, mais ce n'est pas seulement s'attaquer à une institution absolument nécessaire, c'est aussi nuire à une institution qui est un bien moral, un moyen d'éducation, un bienfait social et économique.

C'est une chose nécessaire. En effet, la puissance civilisatrice doit faire disparaître les abus qui règnent dans ces pays et mettre ces derniers en valeur comme le sien propre, non seulement pour elle et pour toute la société humaine, mais aussi et d'abord pour ces individus qu'elle a charge de moraliser, d'instruire, de développer, en un mot de civiliser. Pour cela il faut pénétrer dans le pays et le mettre en valeur avec la collaboration des indigènes. Il faut construire des routes et des voies ferrées, planter et cultiver les espaces libres, exploiter les forêts et les mines, éviter les fléaux. Or, pour mener à bien ces travaux, l'aide des indigènes est indispensable puisqu'on ne peut obtenir d'autre main-d'œuvre.

Mais ces individus, dont le concours est nécessaire, dont l'assiduité est un élément essentiel de réussite, ne viennent pas s'offrir d'eux-mêmes, ils se refusent à accomplir volontairement ces travaux ; et lorsqu'ils sont sur les chantiers, manquant d'esprit de suite, ils cherchent à en partir. Il faut donc les forcer à

venir et à rester ; ce n'est qu'à ce prix que l'on parviendra au but. « En Afrique, l'indigène ne considère pas le travail comme une nécessité, lorsque nous voulons améliorer sa situation, nous devons faire intervenir la force. Il ne faut pas en avoir honte car les buts sont raisonnables et d'intérêt général (1). » Si l'on ne veut pas employer la force, ils ne travaillent pas, et rien n'est possible.

Non seulement la contrainte est absolument nécessaire, mais elle a aussi de grands avantages moraux, éducatifs, sociaux et économiques.

18. — Moralement le travail forcé n'est pas condamnable. Tout homme doit gagner son pain à la sueur de son front ; il n'y a pas de raisons pour que cette loi universelle ne s'applique pas aux habitants de ces contrées favorisées, où une somme de travail très faible suffit à la vie. Ils doivent, comme les autres, collaborer à l'œuvre générale d'amélioration des conditions de la vie humaine ; le travail imposé n'est que l'accomplissement de ce devoir qu'ils refusent de remplir spontanément ; les contraindre c'est donc faire œuvre morale. C'est à cette idée qu'obéissait le règlement du 14 octobre 1914, dans les colonies portugaises, forçant tout indigène à travailler un certain temps dans l'année pour pourvoir à ses besoins et améliorer sa situation ; s'il ne s'y soumettait pas, le magistrat essayait de le persuader de la nécessité du travail, et, s'il refusait encore, il était envoyé à

(1) Comité National d'Etudes Sociales et Politiques. Conf. 9 juin 1929. M. Maigret.

un employeur ayant besoin de serviteurs ; ce travail était appelé « travail obligatoire » (2). En cas de refus, l'individu était passible des peines du vagabondage. Un décret de 1928 a maintenu l'obligation morale au travail mais sans sanctions (3).

N'est-il pas juste aussi, donc moral, que les indigènes bénéficiaires de cette mise en valeur participent et collaborent à cette œuvre ? Sans doute on ne devra leur demander que ce qu'ils sont en mesure de faire, c'est-à-dire peu, mais ce peu faut-il encore qu'ils veuillent bien le donner.

18. — Nécessaire et moral le travail forcé est de plus un splendide moyen d'éducation.

Il fait prendre à l'individu conscience de la valeur de son travail et par contre-coup de celle de sa propre personne. Il devient moins hésitant, plus fort, puisque plus riche. Il se rend compte qu'il n'est pas seulement un membre de la tribu dans laquelle il a toujours vécu, mais qu'il est encore autre chose que cela : un individu, une personne qui a une valeur propre, une puissance à part se séparant des autres. Cette valeur nouvelle qu'il se découvre, il ambitionne de l'augmenter et de la développer dans son intérêt à lui. Tout naturellement il pensera y arriver en employant le moyen qui la lui a révélée : le travail.

D'où chez l'individu contraint naîtra le goût du travail. Il naîtra sans doute de ce désir de se déve-

(2) Le nom de travail obligatoire ne signifie pas qu'il ait quelque rapport avec le travail obligatoire des anglais.

(3) Rev. Int.Trav. Mai 1929.

Iopper qui ne sera l'apanage que de quelques âmes d'élite ; mais il sera aussi provoqué par les avantages que le travailleur aura retiré de cette occupation forcée : soit qu'il touche un salaire grâce auquel il satisfait des désirs jusqu'alors latents chez lui et que le contact d'hommes plus civilisés aura fait apparaître ; soit que le travail exécuté supprime pour toujours des fléaux qui le frappaient durement : famine, épidémie, portage. Dorénavant, lorsqu'il désirera quelque chose, il aura recours au travail pour se le procurer. C'est d'abord avec circonspection qu'il agira et cherchera à s'occuper, puis, peu à peu, enhardi par le bien-être qu'il en retirera, cela deviendra chez lui une habitude. « Nombre de théoriciens ou de coloniaux parmi les indigénophiles persistent à penser que le système des cultures forcées, à la condition d'être manié avec mesure, avec intelligence, avec humanité, peut produire les plus heureux effets : sauver immédiatement les indigènes de la misère et les accoutumer insensiblement à l'effort régulier et au travail volontaire », dit M. Georges Hardy, directeur de l'Ecole Coloniale. Ce qui est vrai des cultures forcées l'est aussi des autres cas où le travail contraint est employé : il donne le goût du travail.

Le travail forcé apprendra aux individus à sélectionner leurs désirs et à satisfaire d'abord ceux qui présenteront la plus grande utilité. Le contact établi avec des êtres qu'ils considèrent comme plus puissants qu'eux permettra aux travailleurs de prendre exemple. Ils négligeront vite leurs caprices passa-

gers, tels que verroteries et étoffes voyantes, et conserveront leurs ressources pour se procurer des choses plus utiles, se basant pour cela sur ce qu'ils auront vu faire par les individus plus évolués avec lesquels ils sont en relations et en qui ils ont mis leur confiance.

19. Moral et éducatif puisqu'il amènera les individus à prendre conscience de leur valeur, à s'offrir pour travailler, à éduquer leur volonté, le travail forcé est aussi un bienfait social rapprochant les peuples et assurant la sécurité.

Mettant en contact deux peuples différents il leur permet de se connaître, de s'apprécier, donc de s'aimer. Or quel meilleur moyen d'obtenir la collaboration de ceux dont on a besoin que la confiance réciproque qui naîtra de ces contacts. Si le civilisé reste sur la côte et l'indigène dans sa forêt, le pays ne se développera ni matériellement ni intellectuellement ; car, pour remplir cette mission civilisatrice, il faut agir sans cesse et comprendre ceux sur qui on veut agir ; il est donc nécessaire d'être en contact avec eux. Or le travail forcé, en dehors des contacts qu'il établit lui-même, facilite les rapports volontaires par la multiplication des moyens de communication. Au lieu de s'ignorer on se connaît, au lieu de se haïr on s'estime, et la collaboration à l'œuvre commune est facilitée par cet état d'esprit.

La pénétration ainsi effectuée est un facteur de sécurité. Elle fait disparaître des abus tels que l'esclavage, la traite, les guerres entre tribus. Elle crée

une sûreté nouvelle qui, libérant l'individu de craintes immédiates, lui permet de s'adonner plus librement à ses occupations, sans avoir à redouter que sa récolte soit ravagée, ses bestiaux razzés, sa hutte incendiée, et que tous les siens meurent de faim. L'individu, rassuré, sera plus disposé à exécuter un travail continu et rémunérateur. Or cette pénétration, qui donne la sécurité, n'est possible que grâce au travail forcé. Il aura fallu amener l'administrateur et ses bagages ; il n'aura pu parvenir à pied-d'œuvre qu'en se faisant porter ou par des routes et des chemins pour la construction desquels on aura employé de la main-d'œuvre contrainte.

20. — Cette sécurité est donc un des éléments de la valeur économique du travail forcé. Celui-ci, en effet, permet un développement rapide dont profiteront tant les indigènes eux-mêmes que la puissance civilisatrice.

L'indigène sera le premier à profiter de ce travail qu'on l'aura forcé à fournir. D'une part ses produits auront une plus grande valeur. La suppression du portage et le développement des voies de communication, facilitant la concurrence et les échanges, lui permettront d'entrer en rapport avec un plus grand nombre de personnes et il sera plus commode d'apporter à pied-d'œuvre des produits jusqu'alors inutilisables en dehors du lieu où ils se trouvaient. D'autre part, il produira plus. Etant mieux nourri, l'effort lui répugnera moins et il travaillera d'une façon plus soutenue. Il apprendra à cultiver des

plantes nouvelles, à les sélectionner et il appliquera les méthodes qu'il aura apprises sous la surveillance de gens compétents en travaillant à des cultures forcées. Ainsi l'on a dû employer la contrainte pour introduire la culture du cacaoyer dans la Côte d'Ivoire (4) ; déjà en 1928 on en récoltait 14.000 tonnes, et les indigènes remerciaient leur ancien gouverneur grâce auquel ils sont à peu près tous riches aujourd'hui. De plus cette richesse des individus enrichira le pays qui emploiera ses ressources à se développer, et c'est encore ses nationaux qui en profiteront indirectement.

La puissance civilisatrice elle aussi en retire des profits. Tout d'abord la mise en valeur aurait été beaucoup plus coûteuse, si ne pouvant user de la force pour maintenir des équipes stables, elle avait dû former sans cesse de nouveaux ouvriers et le travail aurait été plus mal fait. Ensuite elle trouve dans ce pays des ressources nouvelles, dont l'exploitation ne sera possible au commencement que grâce à l'emploi de la main-d'œuvre contrainte, et des débouchés pour son industrie puisque les indigènes enrichis en achèteront les produits. Enfin les bénéfices que ces échanges pourront procurer à la puissance civilisatrice seront la contre-partie, la rémunération des débours qu'elle aura dû faire la première pour que la brousse soit cultivée, les mines prospectées, les routes et les voies ferrées établies.

Ainsi se créera un mouvement économique nou-

(4) Comité Nat. Etudes Soc. et Pol. Conf. 18 Mars 1929. M. Angoulvant.

veau qui s'amalgamera à ceux qui existent déjà. Et, comme chaque pays ou chaque système de pays ne peut, en réalité, former un vase clos, tous profiteront du développement de cette région.

Cette richesse économique nouvelle sera rendue encore plus considérable par un autre emploi du travail forcé : la lutte contre les fléaux. C'est grâce à lui que l'on arrive sinon à supprimer tout au moins à combattre efficacement ces calamités devant lesquelles les individus se contentaient jusqu'alors de s'incliner et d'attendre, en raison de leur ignorance et de leur nonchalance. Les sauterelles, les épidémies, les famines sont des destructeurs d'hommes et de récoltes, la sous-alimentation est une destructrice d'énergie, et on se rend compte de l'étendue de cette dernière si l'on songe que « les deux tiers de la population paysanne indienne est sous-alimentée (5) ». On réquisitionne des travailleurs pour débroussailler autour des villages et tuer les insectes nuisibles (mouches tsé-tsé et sauterelles). On force les habitants à cultiver ce qui est nécessaire à leur subsistance, ils peuvent ainsi se nourrir convenablement et l'on ne voit plus des indigènes aller dans les forêts ramasser des chenilles et les rôtir pour les manger (6) ; ils meurent moins, et, mieux nourris et plus forts, ils sont finalement capables d'un effort plus soutenu.

(5) « L'Inde Moderne » A. Philippe p. 20.

(6) Compte rendu Pro. XIV Ses- Conf. Int. Trav. n° 26 juin. Discours de M. Leplae.

21. — D'ailleurs l'indigène ne répugne pas tant que cela à exécuter du travail forcé, puisque souvent, lorsqu'il en comprend la nécessité, il réclame lui-même que l'on fasse tel ou tel travail, sachant qu'il sera réquisitionné pour le mener à bien ou même s'offrant d'avance et demandant qu'on mette à sa disposition les moyens d'action nécessaires. Ce n'est donc pas pour lui une chose si terrible, d'autant plus qu'il est souvent habitué déjà à travailler pour la tribu ou le chef. Au Togo Français (7) les indigènes demandent qu'on leur construise des routes ; et le major Orde Brown (8), gouverneur du Tanganyika, rapporte que des chefs indigènes vinrent à Dar-Es-Salam pour lui demander d'organiser dans leur région une campagne contre la mouche tsé-tsé, dont l'invasion inquiétait gravement leurs sujets très heureux d'offrir leurs services si l'on pouvait faire quelque chose pour les aider.

22. — Ce que veulent les adversaires du travail forcé, c'est sa disparition ; or rien n'y contribue plus que le travail forcé lui-même. Il fait disparaître sa cause morale puisqu'il donne aux individus le goût du travail et les amène à rechercher eux-mêmes un emploi ; quand la main-d'œuvre nécessaire se présentera toute seule, il sera inutile d'employer la force. De plus il supprime ses causes matérielles. Ainsi faute de routes ou de voies ferrées, il était né-

(7) Rapp. Togo Fr. Comm. Mand. 1923, p. 45.

(8) Rapport Gris 1929 p. 274.

cessaire de recourir au portage ; là où des voies de communication ont été établies, ce fléau a considérablement diminué, en attendant de disparaître tout à fait. Alors qu'en 1921 il y eut au Cameroun Français 377.000 journées consacrées au portage, on signale, en 1929, que le portage commercial a à peu près disparu, que le payage est en diminution, que le portage de fonctionnaires n'existe plus que là où les routes n'ont pas encore pénétré ; dans le district de Yoko, le nombre des porteurs est passé de 2.648 à 84 (9). Or ces routes et voies ferrées, grâce auxquelles de tels résultats sont obtenus, c'est par l'emploi de la contrainte que la construction a été menée à bien.

Donc le travail forcé est, aux dires de ses partisans, une nécessité, un bien moral, social et économique. Il ne déplaît pas toujours à celui qui y est contraint, et tend à se détruire lui-même. Il est avantageux tant pour celui qui l'emploie que pour celui qui le supporte. C'est un facteur essentiel pour la mise en valeur matérielle et morale des pays peu évolués.

23. — Il semblerait, à n'écouter que ses partisans, que la cause est entendue et que ses adversaires n'ont plus qu'à confesser leur erreur. Et cependant que d'arguments ils ont à faire valoir depuis l'aspect artificiel de sa nécessité, ses dangers moraux et sociaux, et son mauvais rendement économique jusqu'aux abus qu'il engendre ou facilite.

(9) Rapport Cameroun Fr. Comm. Mand. 1929, p. 6 et suiv.

On dit qu'il est nécessaire d'employer la contrainte parce que la main-d'œuvre est insuffisante. Mais pourquoi manque-t-elle dans les colonies ? Par la faute de ceux qui les mettent en valeur. Le mot colonie a en effet changé de sens ; il signifiait autrefois l'essaimage d'un peuple, d'une cité venue d'une société lointaine et vivant en un certain état de cohésion dans un pays étranger ou sur une terre nouvelle ; aujourd'hui il marque un rapport de droit public entre deux sociétés dont l'une exerce sur l'autre une action continue « en vue de la transformer progressivement par la mise en valeur de ses ressources naturelles et par la modification des conditions matérielles et morales d'existence des indigènes ⁽¹⁰⁾ ». D'où ce qui autrefois n'avait pas de conséquences directes pour les habitants des pays colonisés en a aujourd'hui. Les anciens colons exécutaient eux-mêmes leurs travaux et proportionnaient le but à atteindre à leurs capacités de travail ; à présent ce sont les peuples, auxquels on apporte les avantages de la civilisation, qui doivent fournir la main-d'œuvre nécessaire, et les modernes colonisateurs, trop pressés d'obtenir le développement qu'ils désirent, cherchent à réaliser un rendement supérieur à la normale qui ne peut être obtenu qu'avec le concours d'une main-d'œuvre très importante. La contrainte, rendue ainsi nécessaire, pourrait donc être évitée si l'on savait proportionner l'effort demandé à ces populations à leurs facultés et leur faire com-

(10) *Sem. Soc. de France*, Marseille, 1930. Leçon de M. Duthoit.

prendre le profit qu'elles retireront des travaux projetés. C'est la hâte qu'ont les colonisateurs de mettre en valeur qui oblige à employer le travail forcé, et non la mise en valeur elle-même.

24. — D'ailleurs ce mode de travail présente de graves inconvénients moraux et il risque fort d'aller contre le rôle éducatif que ses partisans lui reconnaissent. C'est de plus une cause de vices.

Il n'est pas moral. En effet, amener les gens à remplir un devoir moral c'est bien à condition que ce soit par des procédés moraux. Or, astreindre un individu au travail par la force, c'est d'abord lui faire accomplir un acte dépourvu de toute valeur morale, puisqu'il y manque son adhésion. C'est ensuite faire soi-même un acte contraire à la justice, car on porte atteinte à la liberté individuelle. Sir Calmeron, gouverneur du Tanganyika, répondait à une campagne en faveur de l'établissement du travail forcé au profit des particuliers : « Je demande aux tenants de cette politique de se rendre compte que seuls les esclaves peuvent être forcés à travailler ⁽¹¹⁾. » Ainsi c'est en imposant à un individu le travail d'un esclave que l'on veut lui donner la conscience d'un homme libre. C'est contradictoire, et il est plutôt à craindre que celui que l'on traite en esclave ne prenne une mentalité servile.

C'est pourquoi le travail forcé n'est pas moralisa-

(11) Rapp. Gris 1929, p. 263 et 265.

teur et ne saurait aucunement donner à un individu le sentiment de sa valeur personnelle.

Comment pourrait-il croire qu'il vaut quelque chose celui que l'on humilie sans cesse, dont on nie continuellement les droits par des actes qui tiennent plus de la manière de faire d'un négrier que de celle d'un tuteur. Il n'acquerra qu'un sentiment : celui de sa honte, car il verra une peine dans cette contrainte au travail. Et, loin de lui donner conscience de sa valeur, le travail forcé l'abaissera moralement.

Il ne faut pas songer à donner le goût du travail à des individus en les y amenant par des amendes, des peines de prison ou d'autres moyens plus ou moins violents. Ils le détesteront soit parce qu'ils le considéreront comme une punition, soit parce que la contrainte leur sera odieuse. Ils réuniront toujours les deux idées de force et de travail, et ils ne verront en ce dernier qu'une source de maux à éviter le plus possible. « L'indigène forcé de travailler voit dans le travail un châtement, une oppression de la part de l'employeur et de l'Etat ⁽¹¹⁾. » « Les mesures de coercition empêcheront le développement des contrats volontaires ⁽¹²⁾. » En effet, redoutant le travail, les indigènes ne chercheront pas à s'en procurer, ou même ils le fuiront ; de plus un état d'esprit tel prend naissance « que par la suite ils ne travailleront que contraints ⁽¹³⁾ ». Car les individus qui sont habitués à être forcés d'agir, estiment n'avoir

(12) Rapport Gris 1929.

(13) Rapp. Est Africain. Brit. Commiss. Mand. 1925. — Rap. Gris 1929.

rien à faire quand on ne les oblige pas. Dans le district de Morogoro ⁽¹⁴⁾, au Tanganyika, où pendant longtemps on eut recours au travail forcé, il était à peu près impossible, il y a cinq ans, d'embaucher un indigène sans un ordre formel du chef et la population semblait avoir été éduquée à ne pas offrir ses services. Voilà comment le goût du travail est développé chez les travailleurs forcés : ils le fuient et ne consentent ensuite à travailler que contraints.

Enfin, loin d'être un moyen d'éducation de la volonté, le travail forcé est une source de vices. On ne peut espérer que le contact ainsi établi sera une leçon pour les individus et qu'ils sauront dorénavant maîtriser leurs désirs inutiles pour satisfaire les autres, car l'exemple qu'ils ont sous les yeux n'est pas toujours bon et ils ne sont pas tentés d'imiter ceux qui les oppriment. C'est même une source de défauts nouveaux, parce qu'isolés au milieu de membres d'autres tribus, ces hommes qui ont perdu leur cadre coutumier se laissent aller plus facilement à leurs mauvais penchants, surtout en ayant sous les yeux les exemples peu édifiants que leur donnent parfois ceux qui les dirigent. Ainsi les maladies vénériennes et l'alcoolisme font des ravages terribles.

25. — Voilà le bien moral qui résulte de ce mode de travail. Mais socialement les ravages du travail forcé sont encore plus terribles : ferment de désagrégation d'une société en même temps que cause

(14) Rapp. Tanganyika. Comm. Mand. 1927 — Rapp. Gris 1929, p. 266.

de dépopulation, il est aussi une source de haine.

C'est un ferment de désagrégation de la société car ces peuplades, dites primitives, ont une forte organisation tribale basée sur le respect des chefs et des anciens, et sur une religion qui joue un grand rôle en s'immisçant dans presque tous les actes de leur vie. Ils ne font rien d'important sans l'avis des chefs et des anciens, or à peu près tout chez eux est important, car à peu près tout se rattache à la religion. Ils sont maintenus dans leur morale coutumière par la crainte de châtiments sévères. Ils se soumettent sans discuter aux ordres de leurs chefs qu'ils respectent et vénèrent. C'est à leur famille et à leur village qu'ils s'intéressent et c'est tout cela que le travail forcé va briser.

On les force à faire des cultures qu'ils considèrent comme interdites par leur religion ; les indigènes voient dans cette contrainte une punition et ils estiment que c'est profaner le travail que de l'employer pour punir. L'éloignement leur enlève tout ce qui constitue leur soutien moral : la religion et ses rites, la tribu et ses palabres, les chefs et leurs conseils ; à cela s'ajoute le désespoir d'avoir laissé derrière eux femmes et enfants et de ne pouvoir aller cultiver leurs champs quand c'est le moment ; enfin par dessus tout plane, terrible pour les croyants, cette crainte des châtiments divins qui doivent les punir pour avoir délaissé leurs pratiques religieuses. Ils perdent la confiance qu'ils avaient en leurs chefs qu'ils voient bafoués, ou qui ne conservent leurs pouvoirs qu'en concourant à leur oppression. Complètement

désorientés, ne sachant plus à qui se confier, car « on a brisé les traditions et les coutumes, l'organisation et le cadre moral et à leur place on a mis des règlements administratifs ⁽¹⁵⁾ », ils ne résistent plus à ce qu'ils croient être la fatalité qui les emporte à la dérive. Ce désastre social est bien montré par cette déclaration d'un vieux chef indigène ⁽¹⁶⁾ : « Les Blancs sont venus ici. Ils y ont fait du commerce... Mais mes enfants ne croient plus à rien. Mes filles sont partout dispersées. Les anciens ne sont plus écoutés. Les Blancs nous ont enlevé nos croyances et ils ne nous ont rien donné pour mettre à la place. C'est de cela que nous mourons. » En effet, le noir ainsi déraciné devient vite triste et « quand le nègre est triste il meurt ⁽¹⁷⁾ ».

26. — Toute l'œuvre de civilisation entreprise sous le signe du travail forcé est en effet empreinte de cette menace terrible de la dépopulation. C'est l'indigène qui est l'auxiliaire nécessaire, or il meurt ou il fuit.

Il y a d'abord des causes de mort qui sont inséparables du travail forcé. Le travailleur meurt parce qu'isolé moralement et dépaycé il perd toute énergie, car le changement produit sur ces organismes, non assouplis par la civilisation, une perturbation phy-

(15) Comité Nat. Et. Soc et Pol. Conf. juin 1929. M. Maigret colon en A. E. F.

(16) Sem. Soc. Marseille 1930. Cours de M. Duthoit.

(17) « Terre d'Ebène » A. Londres, p. 30.

(18) Inf. Soc. 7 juin 1926.

sique et morale profonde (19). L'individu déprimé offre un champ d'action très propice au développement des épidémies que favorise le mouvement de va et vient des travailleurs ; telles maladies qui jusqu'alors étaient confinées dans une tribu ou dans un district se répandent ainsi au dehors. De plus, leur résistance est fortement amoindrie et leur santé attaquée par les changements brusques de climats qu'ils subissent, et par les vices, alcoolisme ou autres, qui se développent dans cette atmosphère de dépression morale. Ainsi dans une province du Congo Belge il y eut une forte mortalité parce que l'on avait fait travailler des individus sous un climat tout différent du leur.

A ces facteurs de dépopulation inhérents au travail forcé, et surtout à l'exécution de travaux éloignés, s'en ajoutent d'autres qui pourraient être évités ou diminués : ce sont les mauvaises conditions de vie qui sont faites aux travailleurs. La nourriture qu'on leur donne, qui est celle du lieu où ils travaillent, peut ne pas leur convenir, soit qu'ils se refusent à consommer des aliments qu'ils ne connaissent pas, soit que leurs coutumes ou leur religion les leur interdisent. De plus il arrive qu'on ne leur donne qu'une ration insuffisante, parce qu'on se base pour l'établir sur ce qu'ils consomment chez eux où ils ne fournissent qu'un effort bien moindre. Il faudrait les acclimater peu à peu et prendre de nombreuses

(19) Rev. Int. Trav. juillet 1929. — Congrès de la Santé Publique Marseille 1902.

mesures prophylactiques ; mais les employeurs, sachant qu'il leur est facile de remplacer les individus qui viendraient à manquer, sont peu incités à s'en préoccuper.

A une mortalité élevée s'ajoute une dénatalité non moins grave causée elle aussi par le travail forcé. Les mâles sont emmenés loin du village et n'y retournent souvent que de longs mois après : Les femmes doivent, pendant ce temps, travailler soit pour pourvoir à leurs besoins, soit pour faire des travaux imposés à la tribu et pour l'exécution desquels les hommes restés sont en nombre insuffisant. Ce sont là tout autant de causes de baisse de la natalité.

Si en face de toutes ces misères et de tous ces changements qui l'accablent le noir « réagit en mourant ⁽²⁰⁾ », il lui arrive aussi de réagir en fuyant. Fatigués, désespérés de voir toujours partir de nouveaux contingents, en ne voyant revenir que quelques unités isolées, les indigènes laissent vides leurs villages et fuient l'approche des blancs, et il ne reste que ceux qui ne peuvent pas partir. M. Gide raconte qu'à son arrivée dans un village « beaucoup d'indigènes craintifs se sont égayés dans la brousse », mais ceux qui sont restés « sont faciles à ressaisir dès qu'ils comprennent que l'on ne vient pas chez eux pour leur dam ⁽²¹⁾ ».

Cette disparition de la population n'est ni d'une importance négligeable, ni purement locale. C'est par

(20) Sem. Soc. Marseille 1930. Leçon R. P. Arnou.

(21) « Voyage au Congo » A. Gide, p. 165.

grandes masses qu'elle se produit ; c'est partout que ce fléau sévit. Le Docteur Norman With a estimé à la Commission d'hygiène de la Société des Nations que, de 1860 à 1890, les trois quarts de la population des îles du Pacifique avaient disparu et que l'introduction « des maladies infectieuses, inconnues jusqu'à présent dans le Pacifique, et le travail forcé ont fortement contribué au déclin de la population ⁽²²⁾ ». M. Wauters, ancien ministre belge du travail, écrit en 1924 : « Tout le monde est frappé par l'absence de population dans le Bas et Moyen Congo : tout le monde reconnaît que ces populations ont dégénéré plutôt que progressé... Tout le monde dit que le mal vient de loin, de la traite de jadis, de l'alcool d'hier, mais surtout du portage du temps de Léopold, de la cueillette du caoutchouc et des ravages causés par la construction du chemin de fer. On a épuisé et décimé les villages, beaucoup ont fui loin des centres de trafic. La civilisation, qui eut dû les attirer, les a refoulés et dispersés ⁽²³⁾. »

27. — D'ailleurs l'indigène réagit parfois autrement et plus violemment que par la disparition. « On n'obtiendra rien par les mesures de coercition, dont l'exécution nécessiterait... un attentat à la liberté humaine, qui... se heurterait à des résistances qui de passives deviendraient aisément actives », a

(22) Comm. Hyg. S. D. N. X Sess. extraor. p. 13. — Rapport Gris 1929.

(23) « Le Congo au Travail », Bruxelles 1924 p. 48. Rapport Gris 1929 p. 262.

écrit M. Augagneur ⁽²⁴⁾. Les abus qui naissent du travail forcé, et les malheurs qu'il engendre, sont une cause de révolte. Il faut peu de chose pour que l'individu, qui se sent opprimé, en vienne à haïr et désire se venger. Une exhortation d'un sorcier, un encouragement venu du dehors, la révolte éclate et l'on a « des poussées de fièvre que l'on soigne avec des mitrailleuses et des avions ⁽²⁵⁾ ». La répression s'ensuit sévère pour faire cesser rapidement cet état de chose ; mais une haine latente reste, d'autant plus dangereuse que certain pays étranger s'efforce de créer des difficultés aux autres. M. Varennes, ancien gouverneur de l'Indochine, rapporte qu'en Indonésie ⁽²⁶⁾ il y eut des révoltes aidées par Moscou qui avait trouvé un terrain tout préparé par le sort que les propriétaires fonciers faisaient à la population. D'ailleurs, si l'on conservait quelques doutes sur l'état d'esprit des indigènes vis-à-vis de l'oppression dont le travail forcé est en grande partie la cause, la déclaration suivante du leader noir Burghardt Dubois ⁽²⁷⁾ suffirait à nous éclairer : « Si sauvage et si féroce que fut la dernière guerre, elle n'a rien été en comparaison de la guerre pour la liberté que les noirs, les bruns et les jaunes devront faire et feront pour que cessent l'oppression, les humiliations et les injustices qu'ils ont à souffrir de la part des blancs. Le monde noir est d'avis de suppor-

(24) Cahiers de la République avril 1928, p. 28. Rapport Gris 1929.

(25) Com. Nat. Etud. Soc. et Pol. Conf. Mars 1929. M. Maran.

(26) Com. Nat. Etud. Soc. et Pol. Conf. Mars 1929. M. Varennes.

(27) Sem. Soc. Marseille 1930, Cours du R. P. Valensin p. 192.

ter la situation actuelle aussi longtemps que la force des choses l'y contraindra, mais pas une minute de plus. » Donc le travail forcé est une cause de révolte et de haine qui ne peut que nuire au but civilisateur poursuivi.

Pour une institution nécessaire et avantageuse voilà déjà une belle série de dangers. Immoral, non éducatif, cause de dépopulation et de haine, le travail forcé se rachète-t-il au moins par son rendement économique ?

28. — Si l'on considère le rendement du travail forcé, on s'aperçoit qu'il est très faible. D'abord, pour connaître la valeur exacte des travaux exécutés, il faut la diminuer de la valeur des travaux qu'auraient faits ces mêmes individus s'ils avaient travaillé pour eux et des pertes qu'ils ont éprouvées. De plus, pour éviter de trop nuire aux travailleurs, on les remplace souvent, d'où les équipes sont inexpérimentées et font du mauvais travail. Enfin ce système est très coûteux, car il nécessite un nombreux personnel de surveillance ; M. Augagneur, parlant d'un cas où la contrainte a été employée à Madagascar, dit que si le système « avait été généralisé et étendu à toute l'île, il eut nécessité un nombre de surveillants égal à celui des travailleurs ⁽²⁸⁾. ».

A cela il faut ajouter que ce mode de travail est la cause d'un immense gaspillage de force humaine.

(28) « Erreurs et brutalités coloniales » 1927. — Rapport Gris 1929.

En effet, sûr d'obtenir toujours la main-d'œuvre nécessaire, on ne se préoccupe pas d'introduire des machines coûteuses. On préfère multiplier les équipes et le nombre des travailleurs, tandis que quelques machines feraient le travail de beaucoup d'individus qui, ainsi libérés, pourraient se livrer à des travaux plus rémunérateurs. M. Poulaine ⁽²⁹⁾, rédacteur au *Temps*, s'étonne que l'on n'achète qu'en 1929 des rouleaux compresseurs pour la Côte d'Ivoire. D'autres voyageurs narrent comment ils ont vu charrier des pierres et de la terre dans des paniers pour faire des routes. Que de temps de gagné, que d'économies faites, que de vies épargnées si de suite l'on utilisait les machines dont les civilisés disposent !

Et malgré ce gaspillage, les produits du travail forcé, obtenus à bas prix puisque les travailleurs sont souvent peu ou pas payés, font parfois une concurrence redoutable à ceux des autres nations, risquant de déséquilibrer le marché et de créer du chômage. Pour se préserver de ce danger redoutable, les Etats doivent mettre des droits spéciaux sur les produits ainsi obtenus. Les Etats-Unis ⁽³⁰⁾ en ont même complètement interdit l'entrée.

29. — Les résultats économiques ne sauraient eux non plus justifier l'emploi du travail forcé. Mais à tous ces graves inconvénients il faut ajouter que ce système est une porte ouverte à de nombreux abus.

(29) Com. Nat. Etud. Soc. et Pol. Mars 1929. M. Poulaine.

(30) Inf. Soc. V° XXXII N° déc. 1929. V° XXXVII N° 2 Mars 1931.

C'est d'abord l'emploi de brutalités lors du recrutement des travailleurs. Un missionnaire relate le fait suivant : tel village a été cerné la nuit, on a fait sortir tout le monde et on m'a pris une trentaine de jeunes gens pour les plantations ⁽³¹⁾. Les brutalités se renouvellent pendant le trajet parfois long du village au lieu du travail, et sur le lieu du travail lui-même. Au Libéria ⁽³²⁾, les gardes frontières punissaient les indigènes d'une peine appelée : punition de la corbeille. Elle consiste à placer sur la tête du patient une corbeille pleine de terre et de pierres, et à la faire tourner à toute vitesse, ce qui aboutit à la rupture des vertèbres cervicales et à la mort. Il faut remarquer que le plus souvent ces brutalités sont l'œuvre de miliciens qui abusent de l'autorité qu'ils ont sur les travailleurs forcés.

C'est aussi parfois la demande de contingents trop nombreux pour la population qui ne peut les fournir sans risques graves. Il ne faut pas prendre tellement de travailleurs que les femmes soient ensuite obligées de faire le travail des hommes, ni les garder si longtemps qu'ils ne puissent s'occuper de leurs travaux personnels. Or, lorsqu'on a le pouvoir de forcer les individus à venir travailler, on est grandement tenté de se baser sur ses besoins plutôt que sur les possibilités des populations pour fixer les contingents à fournir. Une commission chargée d'étudier la pro-

(31) Sem. Soc. Marseille 1930. Leçon R. P. Arnou.

(32) Rapport de la Commission d'Enquête au Libéria.

portion de travailleurs exigible au Congo Belge ⁽³⁴⁾ par rapport à la population, fixe les possibilités en tenant compte de l'éloignement du lieu du travail ; on peut réquisitionner 5 % des adultes pour des travaux éloignés, 5 % pour des entreprises situées à deux jours de marche, 15 % s'il s'agit de travailler sur les lieux où ils sont ; soit en tout 25 %.

C'est un mauvais procédé que d'emmener trop loin de chez eux les individus pour les faire travailler. Ils ne se rendent pas compte de l'utilité des travaux qu'ils vont effectuer, et ils voient dans cette contrainte une injustice, pensant qu'on les fait travailler à des ouvrages dont ils ne tireront aucun profit, et cela d'autant plus que déracinés ils auront perdu tout appui moral. C'est un abus que de les soumettre à de longues marches meurtrières sans prendre les précautions voulues, car le travail forcé « ce peut être la théorie douloureuse des hommes et même des femmes, arrachés à leurs foyers, parfois enchaînés dans ces rudes voyages de plusieurs centaines de kilomètres où tombent beaucoup d'entre eux ⁽³⁵⁾ ». Or souvent pour exécuter des travaux dans une région déjà dépeuplée on amène des travailleurs d'autres régions.

Enfin surtout il arrive que les femmes et les enfants eux-mêmes soient contraints au travail. Tantôt, mais c'est très rare, les administrations elles-mêmes les y soumettent. Tantôt ce sont les maris qui envoient

(34) *Inf. Soc.*, V° XVI, N° 21, déc. 1925.

(35) *Sem. Soc.*, Marseille 1930, R. P. Arnou.

leurs femmes travailler à leur place, ainsi au Kénia une instruction spéciale a dû ordonner de renvoyer chez eux les femmes et les enfants envoyés pour travailler sur les routes et de poursuivre les contrevenants ⁽³⁶⁾. Tantôt l'administration, ne faisant pas attention que les hommes sont employés ailleurs, impose un travail, et, pour que le village n'ait pas à payer une amende, ce sont les femmes qui l'effectuent. L'archidiacre Owen ⁽³⁷⁾, du Congo Belge, signale que l'on a fait un grand effort pour la construction de routes alors que l'on incitait de toutes façons les indigènes à aller travailler au dehors, « d'où les femmes et les enfants furent illégalement contraints d'aller travailler sur les routes » ; quant à ses protestations contre ces levées illégales de femmes et d'enfants, elles « firent l'objet d'une attention sympathique de la part des fonctionnaires du district, mais les abus continuèrent ». Or ce travail forcé des femmes et des enfants, odieux parce qu'il pèse sur des êtres de constitution faible, menace l'existence même de la race.

30. — Mais sans doute, puisque le travail forcé doit tuer le travail forcé, a-t-on l'espoir de voir disparaître peu à peu cette forme de travail, ses dangers, et les abus qu'elle entraîne.

Il n'est pas contestable que l'emploi du travail forcé supprime les causes matérielles qui le rendent

(36) Rapport du Directeur du B. I. T., 1928, p. 230 et suiv. Empire Britan. Kénia.

(37) Rapport Gris, du B. I. T., à Conférence, 1929, p. 276.

nécessaire ; en effet, les routes et les voies ferrées libèrent des milliers d'individus du fléau terrible qu'est le portage que tous les indigènes redoutent. Mais il n'en supprime pas la cause morale : le peu de goût des indigènes pour le travail. Au contraire il augmente le dégoût que l'effort inspire aux individus qui, confondant le travail avec les abus qui l'accompagnent, s'efforcent de le fuir. Par conséquent il est toujours nécessaire de recourir à la contrainte pour se procurer les effectifs dont on a besoin puisqu'ils ne viennent pas s'offrir d'eux-mêmes. Dans ces conditions il est juste de dire que le travail forcé est une cause de travail forcé, puisque chaque acte de contrainte augmente chez l'indigène sa répulsion pour le travail.

Donc ses adversaires représentent le travail forcé comme une institution dont la nécessité est purement artificielle, comme une chose injuste, immorale et sans valeur éducative, comme un facteur de dépopulation et de haine, comme une source d'abus dont le rendement économique est mauvais et qui s'entretient elle-même.

31. — La vérité semble comme toujours être au juste milieu. Le bien et le mal absolu n'existent pas sur la terre, en toutes choses il y a des deux. D'une part il n'est pas douteux que le travail forcé est souvent plein d'inconvénients et a donné lieu à des abus terribles. D'autre part, il est évident que la contrainte est nécessaire pour faire travailler des individus qui n'aiment pas le travail, et qu'il est juste de les faire

coopérer à une œuvre dont ils bénéficieront. Le travail forcé est un bien ou un mal, comme la langue d'Esopé, suivant la manière dont il est employé. Qui donc nierait qu'il ne vaille mieux contraindre des individus au travail que de les laisser périr par milliers ? Qui oserait donner raison à ceux qui traitent inhumainement ces malheureux ?

Il faut espérer que le temps est proche où le travail forcé pourra être supprimé, mais en attendant, puisqu'il est nécessaire, il faut éviter, dans la mesure du possible, ses inconvénients et garder ses avantages. C'est à cela que se sont attachés la Société des Nations et le Bureau International du Travail.

CHAPITRE IV

La Société des Nations et le Travail Forcé

Compétence de la S. D. N. en matière de Travail Forcé. — La Commission des Mandats et la rémunération du Travail Forcé et surtout des prestations : interprétation ou révision des Mandats. — La Convention sur l'esclavage : Etude et critique des dispositions concernant le Travail Forcé. Renvoi au B. I. T.

32. — Si pendant longtemps l'attention générale, attirée par les abus de l'esclavage, oublia les problèmes soulevés par l'emploi du travail forcé, bien vite après la guerre les maux dont il était la cause émurent l'opinion. La Société des Nations ne pouvait ignorer la question, sollicitée qu'elle était de s'y intéresser et par les principes mêmes qui la régissent et par son rôle de surveillante de l'administration des pays sous mandat. La Commission Permanente des Mandats, en contrôlant l'usage du travail forcé dans ces pays, discuta plus spécialement certaines questions importantes. Puis de l'application de

règles spéciales à certains pays on passa à l'établissement de principes généraux applicables à tous.

33. — La compétence de la Société des Nations en la matière qui nous intéresse ne saurait être niée.

Ce sont d'abord les principes mêmes qui la régissent et sont inscrits dans le Pacte qui lui dictent sa ligne de conduite, puisque c'est une « mission sacrée de civilisation » que d'aider « au bien-être et au développement des peuples non encore capables de se diriger eux-mêmes » et que les membres de la Société doivent s'efforcer « de maintenir des conditions de travail équitables et humaines non seulement chez eux, mais aussi dans tous les pays auxquels s'étendent leurs relations de commerce et d'industrie ⁽¹⁾ ». Or rien n'aide plus l'œuvre civilisatrice que de faire du travail une chose attrayante, ou, tout au moins, d'éviter qu'il ne soit considéré comme une calamité. Lutter contre le travail forcé et ses abus c'est précisément travailler à obtenir ce résultat.

Ensuite les règles d'emploi du travail contraint, contenues dans les mandats, sont pour les organes de la Société des Nations un motif plus immédiat de l'étudier. Le Conseil, chargé de surveiller l'exécution des prescriptions des mandats, reçoit chaque année un rapport de la Commission Permanente ^(1bis) qui étudie en détails les rapports annuels des puissances mandataires.

Quelles sont ces règles dont on surveille l'applica-

(1) Art. 22 et 23 du Pacte.

(1 bis) Commission Permanente des Mandats.

tion ? Elles sont contenues dans certains articles des mandats B et C. Dans les mandats B il est stipulé que la puissance mandataire doit « interdire tout travail forcé ou obligatoire sauf pour les travaux et services publics essentiels et sous condition d'une équitable rémunération (2) », et, dans les mandats C, que le mandataire doit veiller à ce que le travail obligatoire ne soit utilisé que pour des travaux publics essentiels et à ce qu'il soit rémunéré équitablement. D'où il ressort que tout travail forcé dans un intérêt privé doit être interdit par la puissance mandataire et que seul le travail forcé employé dans un intérêt général essentiel est légal, et encore doit-il toujours être rémunéré.

Ces règles sont-elles appliquées et comment le sont-elles ? Quelles précautions a-t-on prises pour faire respecter l'interdiction du travail forcé privé ? Quelles conséquences morales, sociales et économiques ce mode de travail a-t-il ? Telles sont, par exemple, les questions que la Commission des Mandats examine. Si les explications qui lui sont données lui paraissent incomplètes, elle s'efforce de faire préciser. Ainsi dès 1921 elle demande si le travail forcé est employé sous des formes spéciales, telles que prestations ou corvées (3). En 1926, elle exprime son désir de savoir si les pays mandataires estiment que la main-d'œuvre est capable de faire face au dé-

(2) Art. 3 des mandats B, dont l'art. 4 est ainsi conçu : La Puissance mandataire devra « protéger les indigènes contre la fraude et la contrainte par une surveillance attentive des contrats de travail et du recrutement des travailleurs ».

(3) Proc. verb. Comm. Mandats, 1921, p. 85.

veloppement des territoires sous mandat, ou s'il faut envisager, dans l'intérêt de la conservation des races, de restreindre dans l'avenir le développement des entreprises nouvelles (4).

34. — Mais c'est surtout sur deux questions très importantes que s'est fixée l'attention de la Commission.

En premier lieu fallait-il faire une distinction entre les expressions « travail forcé » et « travail obligatoire » ? Nous avons étudié, dans un chapitre précédent, les discussions qui ont eu lieu à ce sujet, et nous avons vu que finalement la thèse anglaise n'ayant pas triomphé, leur similitude de sens avait été admise.

En second lieu, dans les pays sous mandat, tout travail forcé doit-il être rémunéré ?

A. — De par les termes précis des mandats toutes les fois que l'emploi du travail forcé est permis il doit faire l'objet d'une rémunération. Cependant de nombreux travailleurs contraints ne sont pas payés ou ne le sont qu'indirectement. Si le cultivateur forcé garde en général pour lui le produit de sa culture, le travail effectué n'est plus du tout rémunéré, même indirectement, s'il s'agit de prestataires, c'est-à-dire, comme nous l'avons vu précédemment, d'individus payant un impôt en travail. Comment accorder ces deux faits contradictoires : d'un côté l'obligation de rémunérer les travailleurs forcés, de l'autre l'absence

(4) Proc. verb. Comm. Mandats, 9^e Session, Annexe 10, p. 231.

de tout salaire dans de nombreux cas ? Telle est la question qu'avait à résoudre la Commission des Mandats.

Elle se pose au cours de sa VI^e session à propos des arrêtés fixant au Togo et au Cameroun sous mandat français le régime des prestations. La Commission voit dans ces dernières « un travail forcé non rémunéré ⁽⁵⁾ ». Toutefois lors de sa VII^e session ⁽⁶⁾ la question est reprise d'une façon générale par M. Van Rees, dans un mémoire où il affirme que l'emploi de tout travail forcé non rémunéré n'étant pas permis par les mandats, il est nécessaire, pour le rendre licite, de réviser leurs termes. M. Grimshaw lui répond à la X^e session ⁽⁷⁾ qu'il suffit d'interpréter les expressions qui y sont contenues, ce qui provoque une réplique de M. Van Rees. Finalement la Commission les charge tous deux de lui présenter à la session suivante un mémoire sur cette question.

Sans doute, semble-t-il, il eut été beaucoup plus simple de s'en tenir purement et simplement aux termes des mandats et d'exiger la disparition de tout travail forcé non rémunéré. Mais ce travail est absolument nécessaire dans ces pays peu développés. Il est en effet impossible, étant donné leur état économique rudimentaire, de se procurer avec leurs seules ressources les capitaux nécessaires pour payer les multiples travaux de nettoyage, d'entretien et même de construction exigés par la mise en valeur. Si on

(5) Proc. verb. Comm. Mand., 6^e Sess., p. 173. Rapport au Conseil.

(6) Proc. verb. Comm. Mand., 7^e Sess., p. 154.

(7) Proc. verb. Comm. Mand., 10^e Sess., Séance du 13 nov. 1926.

oblige la puissance mandataire à rémunérer les travailleurs forcés qu'elle y occupe, elle ne pourra y pourvoir normalement. Aucune amélioration nouvelle ne pourra être apportée et celles déjà faites disparaîtront par défaut d'entretien : les routes deviendront impraticables, les bâtiments administratifs tomberont en ruine, la sécurité donnée aux populations n'existera plus, les épidémies et le portage réapparaîtront et l'on assistera à nouveau à l'asservissement féroce du noir par le noir. Par un excès de sollicitude pour les indigènes on ne sera parvenu qu'à les faire retomber dans les maux dont on voulait les tirer. D'ailleurs tout le monde à la Commission des Mandats est d'accord pour reconnaître cette nécessité.

Il faut chercher une autre solution. Deux thèses opposées sont soutenues : d'après l'une il suffit d'interpréter les mandats, d'après l'autre il faut les réviser. Quels arguments invoque-t-on de part et d'autre ?

B. — Les partisans de l'interprétation font valoir que le travail forcé non rémunéré dont il est question n'est nullement celui que les rédacteurs des mandats ont voulu supprimer. D'abord il est absolument indispensable, et ils étaient trop avertis des nécessités coloniales pour l'interdire et risquer ainsi d'empêcher à tout jamais le développement dont ils rêvaient. Ensuite ce qu'ils voulaient condamner et empêcher ce sont les abus auxquels donnent lieu le travail forcé exécuté au profit d'un employeur. Or les travaux objet de la discussion sont d'un poids très

faible pour les individus parce que de peu d'importance et exécutés près des villages ; de plus c'est le travailleur lui-même et la collectivité qui en retirent un profit et non un employeur. Ainsi c'est le cultivateur qui garde le produit des cultures vivrières, c'est le village que le débroussaillage et le nettoyage préservent des épidémies.

Enfin cela est encore plus vrai si l'on vise spécialement l'emploi des prestations. On ne saurait les ranger elles non plus dans le travail forcé que les rédacteurs des mandats ont voulu interdire. D'abord parce que ce n'est pas du travail forcé mais un impôt personnel adapté au développement du pays ; si on ne paye pas de salaire aux travailleurs, c'est justement parce qu'il s'agit d'un impôt. Ce caractère fiscal est nettement prouvé par le fait qu'elles sont rachetables en argent, tandis que les autres formes de travail contraint ne le sont pas en général. C'est un impôt adapté aux circonstances : dans ces pays où la monnaie est rare, c'est le seul moyen pratique de faire concourir les individus au bien commun. De plus interdire le système des prestations ce serait favoriser le développement du travail forcé ; en effet l'administration toucherait à la place une somme d'argent avec laquelle elle pourrait rémunérer les travaux, mais il faudrait employer la contrainte pour trouver le nombre nécessaire de travailleurs, et ceux mêmes qui se seraient rachetés, si le système des prestations avait continué d'exister, seraient ainsi exposés à être recrutés. Enfin pourquoi les rédacteurs des mandats auraient-ils voulu abolir une forme

d'impôt qui est admise dans de nombreux pays européens ? C'est pourquoi M. d'Andrade (8) eut voulu faire adopter à la Commission le texte suivant : « Les prestations de travail telles qu'elles sont admises et définies dans la législation européenne sont d'accord avec les termes des mandats (9) ».

Les rédacteurs des mandats n'ont donc pas pu vouloir interdire des formes de travail à la fois nécessaires et peu dangereuses, admises en Europe et souvent seul moyen de paiement des impôts ; car on ne saurait considérer comme un travail forcé « celui qui est exigé des blancs et des noirs (10) ».

Si l'on se refuse à interpréter ainsi les termes des mandats, il faudra les réviser. Or, réviser, ce serait d'abord reconnaître l'impossibilité où l'on se trouve de faire concorder la pratique avec les principes admis, et de plus enlever de leur force aux règles établies si l'on paraît admettre la possibilité de les modifier lorsqu'elles sont gênantes. Ce serait ensuite une œuvre bien difficile. Car, d'une part, il faudrait trouver une formule suffisamment précise pour indiquer toutes les modalités permises de travail forcé non rémunéré, sans en même temps ouvrir la porte à d'autres formes susceptibles de faciliter les abus ; et, d'autre part, il faudrait obtenir l'adhésion de toutes les puissances intéressées.

(8) Délégué du Portugal.

(9) Proc. verb. Comm. Mand., 6^e Sess., Discussion sur le Togo Français.

(10) Proc. verb. Comm. Mand., 9^e Sess., p. 104 et suiv. Discussion sur Ruanda Urundi.

Donc le seul moyen d'accorder la teneur des mandats et la réalité, c'est de chercher ce que leurs rédacteurs ont voulu dire, c'est-à-dire de les interpréter.

C. — Les partisans de la révision répondent qu'on ne saurait interpréter qu'un texte obscur, que celui des mandats ne l'est pas, qu'il n'y a donc pas lieu de l'interpréter mais de le lire tel qu'il est et non tel que l'on désirerait qu'il soit. Les mandats sont formels : tout travail forcé doit être rémunéré ; or, les formes de travail dont il est question sont des formes de travail forcé, les individus employés doivent donc être payés. Les partisans de cette opinion ne nient pas la nécessité de ces formes de travail, mais, disent-ils, elles sont contraires aux règles des mandats, pour faire cesser cette contradiction, il n'y a qu'un moyen : réviser ces textes.

Il ne faut pas chercher à établir une distinction entre les formes de travail forcé visées dans les mandats et les autres. D'abord ils ne font aucune distinction entre les formes susceptibles d'entraîner des abus graves et celles qui n'ont pas ce danger. Ensuite l'importance du travail non rémunéré est aussi grande que celle du travail rémunéré ; ainsi dans certains pays des individus doivent réparer et entretenir des pistes et des routes de 5 mètres de large sans recevoir de salaire. Enfin, que le travailleur agisse dans son intérêt, ou dans celui d'autrui, ou d'une collectivité, c'est toujours par contrainte qu'il agit. Donc il n'y a pas de critérium susceptible d'être pris pour base d'une distinction tendant à

permettre, dans certains cas, de ne pas donner de rémunération aux travailleurs.

Quant aux prestations, si elles sont nécessaires, il n'est pas niable qu'elles sont aussi en contradiction absolue avec les termes des mandats. En effet il s'agit bien d'un travail exécuté par contrainte puisque sa non exécution est punie de prison ou d'amende ; or, « ni le fait que le travail est imposé à titre de mesure fiscale, ni le nombre relativement restreint de journées de travail exigées, ni encore le fait que le travail est rachetable à un taux fixe ne sauraient affecter la nature de ce genre d'imposition... Ce n'est pas l'effet de la mesure pour le prestataire, mais c'est la mesure elle-même qui est jugée incompatible avec les termes des mandats, non parce qu'elle institue un travail obligatoire, mais parce que ce travail est institué de façon à exclure toute rémunération ⁽¹¹⁾ », dit M. Van Rees ⁽¹²⁾. De plus on ne peut raisonner par analogie avec ce qui existe en Europe, car dans nos pays à gouvernement représentatif on peut toujours prétendre que les travailleurs ont consenti au travail qui leur est imposé, ce qu'il est impossible d'admettre dans ces pays peu évolués où l'on se contente de prendre l'avis de quelques chefs, plus ou moins dévoués à l'administration, quand on se donne la peine de le prendre.

Il est par conséquent erroné de prétendre que les

(11) A noter que Lord Lugard a estimé que l'objection contre cette forme de travail disparaîtrait si on rémunérait le travailleur, qui paierait l'impôt avec le salaire reçu. Proc. verb. Comm. Mand., 6^e Sess. Discussion sur Togo et Cameroun Français.

(12) Proc. verb. Comm. Mand., 10^e Sess., p. 171-172.

rédacteurs n'ont pas voulu interdire certaines formes de travail forcé qui ne sont pas plus bénignes que les autres et sont de la même nature.

D'ailleurs si l'on pouvait interpréter les termes des mandats de telle façon qu'en baptisant le travail forcé : mesure fiscale ou travail nécessaire et peu dangereux, on puisse éviter l'obligation de le rémunérer, il serait à craindre que ces dispositions des mandats ne deviennent vite lettre morte, car ces formes de travail se multiplieraient avec rapidité.

Puisque ce travail est nécessaire, et qu'il ne saurait en aucune façon être compatible avec les obligations imposées aux puissances mandataires, il reste un seul moyen de sortir de cette difficulté : c'est de réviser ces textes, et pour ce faire de prendre d'abord l'avis des pays intéressés.

Aucune décision définitive ne résulta de toute cette discussion ⁽¹³⁾, car, lors de la XI^e session, la Commission ajourna cette étude parce qu'il n'y avait rien à gagner à soulever cette question pour le moment. Le Bureau International du Travail étant saisi, il n'y avait qu'à attendre le résultat de ses études et de celles de sa Commission d'Experts ⁽¹⁴⁾.

D. — Toutefois, l'impression qui semble se dégager de tout cela est qu'il aurait fallu distinguer entre les diverses formes de travail forcé non rémunéré. Oui il fallait exiger une rémunération s'il s'agissait de travail fourni dans un intérêt général ou local, ou

(13) Proc. verb. Comm. Mand., 6^e Sess., p. 16 et suiv.; 7^e Sess., p. 154 et suiv.; 10^e Sess., séance du 13 nov. 1926; 11^e Sess., p. 17.

(14) Voir chapitre suivant.

pour les chefs, qu'il soit ou non de peu de poids, car il n'y a aucune raison pour le distinguer des autres formes de travail forcé. Pour les cultures obligatoires, étant donné leur utilité éducative et sociale, on aurait dû considérer comme une rémunération suffisante pour le cultivateur les produits qu'il en retire, d'autant plus que les mandats ne spécifient nullement que la rémunération devra être donnée en espèces. Mais il ne faut pas se dissimuler que ce que l'on visait derrière cette discussion c'était surtout les prestations.

Elles sont utiles non seulement parce qu'elles sont un impôt s'adaptant à l'état du pays, mais aussi parce qu'elles permettent d'accomplir de légers travaux d'entretiens ou saisonniers, dont la nécessité se renouvelle sans cesse, qui sont peu ou pas rémunérateurs et pour lesquels on ne saurait, dans ces pays, organiser des équipes de travailleurs faute de ressources suffisantes : ainsi pour nettoyer un village ou entretenir des pistes. Qu'elles soient imposées de force, ce n'est pas contestable, pas plus que ne l'est d'ailleurs leur caractère de mesure fiscale ; mais, si l'on réfléchit, on s'aperçoit qu'à pousser dans ses extrêmes conséquences la théorie de M. Van Rees, on aboutit à voir dans tout impôt, même payable en argent, une cause de travail forcé. En effet la loi contraint à payer les impôts sous des peines diverses, or pour les payer il faut se procurer de l'argent en travaillant et nous retombons dans un cas de contrainte indirecte. Quoiqu'en pense M. Van Rees, c'est en cela comme en tout une question de mesure qui

doit intervenir : si le travail réclamé représente un impôt normal, on se trouve vraiment en face d'une mesure fiscale et il n'y a pas lieu de rémunérer les travailleurs ; s'il représente un impôt excessif, alors il y a bien travail forcé et conformément aux règles des mandats il doit être rémunéré.

Quant à dire que pour qu'un texte puisse être interprété il faut qu'il soit obscur, cette affirmation ne semble devoir être admise que sous les plus expresses réserves, car interpréter c'est par définition chercher dans les termes employés non pas ce qu'ils semblent dire, mais ce que voulait dire leur auteur ; or des termes très clairs peuvent être une traduction infidèle de l'idée qu'on voulait exprimer. Appliquer un texte consiste à en tirer des conséquences non pas en le prenant comme un tout isolé, mais en le mettant dans son milieu. Et les rédacteurs des mandats, habitués à cette forme d'impôt-travail, n'ont certainement pas voulu l'interdire.

C'est pourquoi, semble-t-il, on ne saurait condamner tout emploi des prestations, même dans les pays sous mandat. Il ne faut pas perdre de vue en effet que ces discussions ne visent que ces derniers. Mais les problèmes que soulève le travail forcé et les dangers qu'il présente sont généraux et peuvent exister dans tous les pays. C'est ce que l'on a compris à la Société des Nations et c'est pourquoi l'on a cru devoir inscrire, dans un projet de convention sur l'esclavage, certains principes concernant l'emploi du travail contraint.

35. — En 1922, l'Assemblée, dont l'attention est attirée sur la recrudescence de l'esclavage, inscrit cette question à l'ordre du jour de sa prochaine session ⁽¹⁵⁾. Des renseignements sont recueillis par le Secrétaire général auprès des gouvernements et en 1923 la VI^e Commission ⁽¹⁶⁾ de l'Assemblée émet un vœu tendant à charger un organe spécial de suivre l'enquête ⁽¹⁷⁾ ; l'Assemblée l'admet ⁽¹⁸⁾ et le Conseil ⁽¹⁹⁾ décide, en mars 1923, que le Secrétaire général désignera six membres, et le Bureau International du Travail un, qui, réunis, formeront la Commission Temporaire de l'Esclavage. En juillet le nombre des membres est porté à 8. Cette Commission siège en 1924 et en 1925. La VI^e Assemblée adopte, en 1925, un projet de convention qui est communiqué aux Etats Membres pour qu'ils fassent leurs observations. Finalement le projet est adopté définitivement en 1926 par la VII^e Assemblée à la fin de laquelle vingt Etats le signent. L'article 5 de ce projet et deux des résolutions adjointes posent des règles concernant l'emploi du travail forcé. Cette convention est entrée en vigueur en 1930.

36. — Pourquoi a-t-on cru devoir créer une commission spéciale qui a établi des principes autres que ceux des mandats ? Il semble que la Commission des

(15) Proc. verb. de la 3^e Session de l'Ass., 5^e séance, § 22 ; 8^e séance, § 36 ; 13^e séance, § 70, 1922.

(16) Commission Politique.

(17) Archives S. D. N., Assemblée 1923, Annexe 28, p. 374.

(18) Assemblée, Séance 27 sept. 1923, § 78, p. 123.

(19) Conseil Proc. verb., 1924, p. 535.

Mandats aurait pu remplir le rôle joué par la Commission Temporaire de l'Esclavage et qu'il n'y avait qu'à étendre à tous les pays les règles obligatoires dans les pays sous mandat.

Si l'on avait chargé la Commission Permanente de cette étude, les frais occasionnés par la constitution d'une autre commission auraient été évités. Mais déjà en 1923 le Conseil craignait qu'en confiant cette étude à la Commission des Mandats on ne créa une confusion entre le rôle qu'elle joue vis-à-vis des puissances mandataires en tant que telles, et celui qu'elle aurait à jouer. En effet, lorsque cette Commission surveille l'administration des pays sous mandat elle a le droit de faire montre d'ingérence et d'autorité ; il était à craindre qu'elle ne soit tentée d'agir de même lorsqu'elle aurait à examiner l'emploi du travail forcé dans les autres pays. De plus, les Etats intéressés auraient redouté cette ingérence et vu dans ces travaux une intervention abusive de la Société des Nations dans leurs affaires. Cette confusion aurait créé une atmosphère de défiance qui n'eut pas favorisé les travaux entrepris.

La réglementation établie pour les pays sous mandat ne pouvait être admise dans une convention visant à s'appliquer partout. En premier lieu les règles imposées sont très strictes, et elles n'auraient pas été acceptées actuellement, les conditions n'étant plus les mêmes. En effet, les pays qui désiraient recevoir un mandat étaient prêts à accepter toutes les charges qu'on voulait leur imposer. De plus, après avoir dénoncé au monde les abus coloniaux des

vaincus, il était normal de prendre des précautions pour que de tels abus ne se renouvellent pas sous l'administration des vainqueurs. Enfin, l'organisation de ces pays étant encore peu développée, le bouleversement apporté par l'application de ces règles nouvelles n'était pas très grand. Tandis que l'établissement de règles générales se heurte actuellement à la souveraineté depuis longtemps reconnue des nations colonisatrices et autres, lesquelles considèrent comme une très grande concession de leur part le fait de se soumettre à des règles nouvelles susceptibles de modifier leur manière d'administrer. En deuxième lieu, comme le montre la discussion qui vient d'être relatée, les principes contenus dans les mandats ne sont que difficilement applicables. Il fallait donc se limiter et plutôt agir petit à petit d'une manière efficace, que d'un seul coup et risquer de n'aboutir à rien.

37. — Etudions donc quels principes, concernant l'emploi du travail forcé, ont été inscrits dans cette convention sur l'esclavage.

A. — Une question préliminaire se pose: pourquoi avoir mis dans une convention sur l'esclavage des règles sur le travail forcé, puisque comme nous l'avons vu dans un chapitre précédent ils sont d'une nature absolument différente? Le premier paragraphe de l'article 5 ⁽²⁰⁾ explique qu'il faut prendre des mesures

(20) Art. 5 de la Convention sur l'esclavage :

« Les hautes parties contractantes reconnaissent que le recours au travail forcé ou obligatoire peut avoir de graves conséquences et s'engagent, chacune en ce qui concerne les territoires soumis à

pour éviter que le travail contraint « n'amène des conditions analogues à l'esclavage ». La pensée dominante est qu'il y a lieu d'étudier l'esclavage d'un point de vue large ⁽²¹⁾, c'est-à-dire non seulement lui-même mais aussi tout ce qui peut amener des conditions aussi mauvaises. C'est à ce dernier titre que l'on s'occupe du travail forcé considéré comme une forme de travail intermédiaire entre l'esclavage et le travail libre. Poser des principes réglant de telle façon son emploi qu'il ne puisse rappeler l'esclavage c'est un moyen de lutter contre la servitude. D'ailleurs l'activité de la Société des Nations s'est bornée à cela, pour l'établissement d'une réglementation détaillée elle

sa souveraineté, juridiction, protection, suzeraineté ou tutelle, à prendre des mesures utiles pour éviter que le travail forcé ou obligatoire n'amène des conditions analogues à l'esclavage.

Il est entendu :

1) Que sous réserves des dispositions transitoires énoncées au § 2 ci-dessous le travail forcé ou obligatoire ne peut être exigé que pour des fins publiques.

2) Que dans les territoires où le travail forcé ou obligatoire pour d'autres fins que des fins publiques existe encore, les Hautes Parties Contractantes s'efforceront d'y mettre progressivement fin aussi rapidement que possible, et que, tant que ce travail forcé ou obligatoire existera, il ne sera employé qu'à titre exceptionnel contre une rémunération adéquate et à la condition qu'un changement du lieu habituel de résidence ne puisse être imposé.

3) Et que dans tous les cas les autorités centrales compétentes du territoire intéressé assumeront la responsabilité du recours au travail forcé ou obligatoire. »

III^e Résolution concernant le Travail Forcé, jointe à la Convention :

« L'Assemblée,

Tout en reconnaissant que le travail forcé pour des fins publiques est parfois nécessaire,

Estime qu'en règle générale il ne faudrait y avoir recours que lorsqu'il est impossible de se procurer de la main-d'œuvre volontaire et qu'une rémunération adéquate devrait être versée en échange de ce travail forcé. »

Documents de la S. D. N., A. 104, 1926, VI, p. 4 et 5.

(21) Proc. verb. Conv. Temp. Esclav., 1^{re} Sess., 1924, p. 31.

s'en est remise à l'Organisation Internationale du Travail.

Les principes qui ont été admis portent tant sur les buts et les conditions de l'emploi du travail forcé, que sur l'autorité qui en est responsable et la rémunération qu'il faut donner. Quoique moins strictes que les principes établis pour les pays sous mandats les règles adoptées en ont cependant subi l'influence, bien que l'on n'ait pas admis la proposition de Sir Lugard ⁽²²⁾ tendant à faire appliquer dans les autres pays la réglementation établie pour les pays sous mandat.

B. — La Convention sur l'esclavage autorise l'emploi du travail forcé dans des cas plus nombreux que les mandats. En premier lieu, dans ces derniers il n'est autorisé que « pour des travaux et services publics essentiels », le travail pour des fins privées est tout à fait interdit. Dans la Convention de 1926 ce dernier mode de travail forcé est toléré comme une mesure transitoire, à la condition qu'il soit rémunéré, n'entraîne pas pour le travailleur un changement du lieu de résidence et que les parties contractantes s'efforcent d'y mettre fin aussi rapidement que possible ⁽²³⁾. Malgré ces restrictions nombreuses, l'Italie ⁽²⁴⁾ protesta contre l'autorisation du travail forcé pour des fins privées. Sans doute il eût mieux valu le condamner complètement mais c'eût été risquer l'échec de la convention.

(22) Proc. verb. Conv. Temp. Esclav., 2^e Sess., 1925, p. 72.

(23) Voir art. 5, § 2 de la Convention sur l'Esclavage.

(24) *Inf. Soc.*, V^e XVIII, N^o 24 mai 1926.

En second lieu les termes de la Convention sont plus compréhensifs même si l'on ne considère l'emploi du travail forcé que pour des travaux d'intérêt général. Les mandats contiennent l'expression « travaux et services publics essentiels » tandis que la Convention se sert des mots « fins publiques » ⁽²⁵⁾. Or le mot « fins » a un sens plus large et moins défini que les mots « travaux » et « services ». La VI^e Commission a pris soin d'expliquer dans son rapport à l'Assemblée en 1925 qu'elle a mis ce mot « fins » parce que l'on avait hésité dans certains milieux à comprendre les impôts dans le mot « services » tandis qu'ils le sont dans cette nouvelle expression, ce qui autorise le système des prestations. (Il est à remarquer que c'est la première fois que l'on trouve cette expression « fins publiques », c'est dorénavant ce mot « fins » qui sera employé dans toutes les études sur le travail forcé). De plus, le mot « essentiels » ne se trouve pas dans le texte de la Convention, cela sans doute pour permettre de comprendre, parmi les formes de travail contraint permises, « les services incombant aux populations villageoises, services qui, suivant d'anciennes institutions et coutumes, existent dans différents territoires et sont rendus quelquefois aux chefs de village mais exclusivement en leur qualité comme tels », travaux qui ne pourraient être dénommés essentiels ⁽²⁶⁾.

Si les mandats n'indiquent que vaguement les con-

(25) Art. 5 de la Conv. sur l'Esclavage, § 1.

(26) Rapport Gris, du B. I. T., à Conférence, 1929, p. 20.

ditions auxquelles le recours au travail forcé est licite par l'emploi du mot « essentiels », la convention n'en dit rien; mais une résolution qui y est jointe estime qu'en règle générale il ne faudrait y recourir que lorsqu'il est « impossible de se procurer de la main-d'œuvre volontaire » (27). Ce qui marque bien que l'on ne considère le travail forcé que comme un pis-aller à n'employer qu'à défaut de tout autre moyen. Nous verrons dans le chapitre suivant que la convention de 1930 exige que de nombreuses conditions soient remplies pour que l'usage de cette forme de travail soit licite.

Mais il n'est pas possible de laisser à des sous-ordres plus ou moins compétents l'initiative et la responsabilité de l'emploi du travail forcé. Dans les mandats il est spécifié que la puissance mandataire doit interdire l'usage du travail forcé, c'est donc le gouvernement central qui est responsable de son emploi; mais il est à redouter qu'il ne soit souvent trop éloigné pour pouvoir se rendre compte de ce qui se passe. La Convention de 1926 fait peser cette charge sur les « autorités centrales compétentes du territoire intéressé » (28); elle évite ainsi les deux obstacles signalés : l'éloignement du gouvernement central et l'inexpérience de certains fonctionnaires subalternes.

Nous avons étudié les discussions qu'a causées l'obligation inscrite dans les mandats de rémunérer toute forme de travail forcé. La Convention de 1926

(27) III^e Résolution jointe à la Conv. sur l'Esclav.

(28) Art. 5, § 3, de la Conv. sur l'Esclav.

fait une distinction. S'il s'agit de travail pour des fins privées elle exige qu'une « rémunération adéquate » soit versée, ce qui est très juste, car on ne conçoit pas pourquoi un individu pourrait, sans profit pour lui-même, être contraint de travailler au profit d'un autre individu. S'il s'agit de travail pour des fins publiques, aucun salaire n'est exigé. Ce n'est pas que l'on croit inutile le versement d'une rémunération, puisque dans la résolution déjà citée l'Assemblée déclare estimer « qu'une rémunération adéquate devrait être versée en échange du travail forcé » (29); mais, comme le fit remarquer à l'Assemblée le rapporteur de la VI^e Commission, M. le Vicomte Cecil Chelwood, parce qu'il y a « des cas où le travail forcé pour fins publiques n'est pas rémunéré au sens ordinaire de ce mot. Par exemple, dans certains pays, le travail forcé pour fins publiques est accepté en remplacement d'impôts » (30). Donc, si on considère comme normal qu'une rémunération soit accordée, on n'hésite pas cependant à tenir compte des nécessités de la pratique et à permettre que parfois il n'y en ait pas.

En plus de ces règles primordiales se trouvent quelques dispositions générales destinées à assurer leur application conformément aux principes qui régissent la Société des Nations. L'article 7 de la Convention prévoit que les pays qui y adhéreront ne seront pas soumis à l'obligation de faire un rapport annuel, mais simplement à celle de communiquer les règles

(29) Résolution jointe à la Conv. sur l'Esclav.

(30) Rapport Gris, du B. I. T., à Assemblée, 1929, p. 17.

qu'ils ont établies. L'article 9, appliquant l'article 421 du traité de Versailles, confirme la possibilité pour les adhérents de déclarer que tout ou partie de ses territoires n'est pas engagé.

38. — On se rend compte par cette étude que la Société des Nations a préféré, plutôt que d'élaborer une charte détaillée du travail forcé, poser quelques principes, facilement applicables et compréhensibles, susceptibles de réunir la presque unanimité. Elle a su se tenir également éloignée des suggestions tendant à faire appliquer à tous les pays les règles trop strictes prévues dans les mandats, et qui continuent à s'y appliquer, et des demandes de certains Etats qui voulaient que l'on autorise l'emploi du travail forcé pour des buts éducatifs et de prévoyance sociale. Tout en reconnaissant les motifs humanitaires dont s'inspirait cette proposition, on ne l'accepta pas parce que l'on craignit « que, dans son application, elle ne conduisit à de graves abus du même ordre que ceux que la convention vise expressément à réprimer ou à abolir » ⁽³¹⁾.

De ce que ce ne sont que quelques principes sur l'emploi du travail forcé qui sont contenus dans cette convention, il ne faudrait pas en conclure qu'à ce point de vue son importance est négligeable. D'une part, entrée en vigueur en 1930, cette convention lie les pays qui l'ont ratifiée et qui se trouvent ainsi soumis à certaines obligations, pour eux la question n'est

(31) Rapport de la VI^e Commission de l'Assemblée, 1926.

plus entière. D'autre part, elle contient en germe à peu près toute la réglementation détaillée qui est contenue dans la convention de 1930. Ce sont à peu près les mêmes principes que l'on y retrouvera.

Les Commissions et après elles l'Assemblée se rendirent compte que leur œuvre était inachevée, et qu'il appartenait à l'Organisation Internationale du Travail d'organiser en détail l'application de ces principes.

Dès la 2^e Session de la Commission Temporaire de l'Esclavage, M. Grimshaw ⁽³²⁾ fait observer qu'il serait bon de mentionner les travaux du Bureau International du Travail sur cette question. Le rapport de la VI^e Commission à l'Assemblée, en 1925, mentionne une proposition de M. Nansen ⁽³³⁾, délégué norvégien, tendant à soumettre la question au Bureau International en ce qui concerne les conditions d'emploi du travail forcé. On fait valoir contre ce renvoi ⁽³⁴⁾ que cet organisme est déjà saisi de la question, que par conséquent ce renvoi est inutile, et qu'il constituerait, de la part de la Société des Nations, une ingérence dans les travaux d'un organisme indépendant. On répond qu'il ne s'agit pas de le saisir d'une question qu'il étudie depuis 1922 mais d'attirer son attention sur l'importance de ces études, et que cette simple indication ne saurait passer pour une ingérence. C'est ainsi qu'a été adoptée la résolution ⁽³⁵⁾ suivante, proposée par M. Albert Thomas :

(32) Proc. verb. Conv. Temp. Esclav., 2^e Sess., p. 85.

(33) Archives S. D. N., 1925, 6^e Assemblée, p. 156.

(34) Proc. verb. VI^e Commission, 1926, p. 34.

(35) IV^e Résolution jointe à la Convention sur l'Esclavage.

« L'Assemblée,

« Prenant acte des travaux entrepris par le Bureau International du Travail en accord avec la mission qui lui a été confiée et dans le cadre de sa constitution ;

« Considérant que ces études comprennent naturellement les problèmes du travail forcé ;

« Prie le Conseil d'informer le Conseil d'administration du Bureau International du Travail du vote de la Convention relative à l'esclavage et d'attirer son attention sur l'importance que présentent les travaux entrepris par le Bureau en vue d'étudier les modalités les plus appropriées afin d'éviter que le travail forcé ou obligatoire n'amène une situation analogue à l'esclavage. »

Cette convention d'une grande importance contient donc des dispositions s'appliquant à tous les pays, sauf aux pays sous mandats où les règles examinées en tête du chapitre continuent à être applicables. Ces divers travaux concourent à rendre partout les conditions du travail conformes à la justice et à l'humanité. Ce faisant, la Société des Nations a préparé le terrain pour une œuvre plus large et plus détaillée que l'Organisation Internationale du Travail va s'efforcer de mener à bien. La Commission des Mandats par ses discussions très vives a attiré l'attention générale sur certains problèmes soulevés par le travail forcé ; la Convention sur l'Esclavage a synthétisé en quelques principes les idées de la majorité sur ces problèmes ; il faut maintenant en tirer les conséquences détaillées, ce sera l'œuvre de la Convention de 1930.

CHAPITRE V

L'Organisation Internationale du Travail et la Convention de 1930

- I. — *Travaux de l'Org. Intern. du Trav. : Enquêtes, Commission d'Experts.*
- II. — *Difficultés rencontrées : venant du sujet lui-même. — Critiques soulevées par ces travaux : Org. Travail pas compétente, N'y connaît rien, Ces travaux permettront des ingérences dangereuses.*
- III. — *Etude détaillée de la Convention : critique de ses dispositions. — Le Travail Forcé aboli en principe est maintenu dans certains cas. — La notion de Travail Forcé. — Conditions générales de son emploi. — Formes spéciales : Prestations, Portage, etc. — Mesures pour faire respecter et appliquer la Convention. — Etude des recommandations adjointes.*

39. — Ensuite du vote, par l'Assemblée, de la IV^e résolution, le Conseil adopta le texte suivant :

« Le Conseil charge le Secrétaire Général de communiquer au Conseil d'administration du Bureau International du Travail copie de la Convention relative à l'esclavage qui a été adoptée par l'Assemblée de la Société des Nations, le 25 septembre 1926, au cours de sa VII^e session ordinaire, et de faire connaître au Conseil d'administration l'importance que l'Assemblée et le Conseil

attachent aux travaux entrepris par le Bureau en vue d'étudier les modalités les plus appropriées afin d'éviter que le travail forcé ou obligatoire n'amène une situation analogue à l'esclavage. »

Cet encouragement, venu de la Société des Nations, fut pour le Bureau une raison de plus de continuer les études qu'il avait entreprises depuis longtemps et qui devaient aboutir en 1930 à l'adoption, par la XIV^e Conférence Internationale du Travail, d'un projet de convention sur le travail forcé. La nouveauté du sujet, l'importance de la question, et les critiques soulevées par cette étude ce sont là autant de difficultés qu'il a fallu vaincre avant que soit adopté le texte définitif dont nous verrons plus loin la teneur.

I

40. — Dès 1922 le Bureau s'intéresse aux questions du travail dans les colonies et pays sous mandat (1), car c'est dans ces pays où « l'organisation ouvrière n'existe pas et où le travailleur est sans défense, qu'il a le plus besoin d'une aide extérieure pour améliorer sa condition ». En 1922 le Conseil d'administration (2) estime nécessaire de recueillir des informations relatives au travail indigène; et dans sa participation aux travaux de la Commission des Mandats le Bureau a consacré une attention particulière « aux questions du travail forcé » (3).

(1) Rapport du Directeur, 1921, p. 67.

(2) Rapport du Directeur, 1927, p. 213.

(3) Rapport du Directeur, 1924, p. 291.

En 1925 l'Assemblée vote une résolution tendant à faire entreprendre par le Bureau une enquête sur les conditions du travail dans les pays d'Asie ⁽⁴⁾. L'année suivante elle vote une autre résolution, proposée par M. Lajpat Rai ⁽⁵⁾, demandant une enquête « sur les conditions de travail et de vie de la main-d'œuvre connue en Afrique et en Amérique sous le nom de main-d'œuvre indigène », la proposition amendée est votée sous la forme suivante: « La Conférence a enregistré avec satisfaction la décision prise par le Conseil d'entreprendre une enquête sur les conditions du travail indigène. Elle exprime l'espoir qu'à la suite des travaux du comité d'experts, dont l'institution a été proposée, il sera possible de soumettre un rapport préliminaire sur la question à la Conférence de 1927 » ⁽⁶⁾.

En effet, au cours de sa 31^e session en mai 1926 ⁽⁷⁾, le Conseil d'administration avait institué une commission d'experts en matière de travail indigène composée de personnalités parfaitement au courant des questions coloniales ⁽⁸⁾. Consultés sur la forme de

(4) Compte rendu Prov., Confér., 1925, Séance 28 mai.

(5) Délégué de l'Inde.

(6) Compte rendu Prov. Conf., 1926, Séance du 5 juin.

(7) Rapport du Directeur, 1927.

(8) Membres de la Commission des Experts :

Général Freire d'Andrade : ex-gouverneur de Mozambique.

M. Gohr : Directeur général au ministère des Colonies Belges.

Sir Low : ex-membre Commiss. Indust. de l'Inde.

Sir Lugard : ex-gouverneur de la Nigéria.

M. Merlin : ex-gouverneur général : Congo, A. O. F., Indochine.

Commandant Ostini : chef du Bureau des Ecoles Coloniales à Rome.

M. Van Rens : ex-vice-président Conseil Indes Orientales Néerl.

travail indigène pouvant le mieux actuellement se prêter à une convention internationale, ses membres répondent que ce sont le travail forcé et le contrat de travail sous sanction pénale. Le Bureau prépare un « rapport gris » ⁽¹¹⁾ qu'il soumet à l'examen de cette commission en 1927, et l'attention de cette dernière se porte surtout sur la détermination des principes fondamentaux qui devraient présider à l'élaboration d'une réglementation du travail forcé. Elle souhaite la publication d'« une documentation complète sur les questions qui se rattachent au problème du travail dans les régions où l'essor industriel est encore faible »; elle dit que la réglementation du travail forcé est particulièrement urgente, pour la sauvegarde de ses populations; et elle estime que ce travail doit prendre fin le plus tôt possible ⁽⁹⁾.

Après cette étude le Conseil d'administration inscrit cette question à l'ordre du jour de la XII^e Conférence. Le Bureau dépose le « rapport gris » ainsi élaboré auquel est joint un projet de questionnaire, qui, après avoir été adopté avec quelques modifications par la Conférence, est envoyé aux Etats Membres. La même Conférence décide d'inscrire la question à l'ordre du jour de sa prochaine session, c'est-à-dire de celle qui aura lieu en 1930. Les réponses des Etats, réunies et discutées dans un « rapport bleu », sont

M. Sugimura : représente Japon à 7^e Sess. Comm. des Mandats.
M. Taberer.

Plus tard : Camille Lejeune, Saura del Pan, Freiherr von Rechenberg, H. R. Joynt, Professeur Chamberlain.

Puis à la place de Sir Low et de M. Sugimura : Sir Fremantle et M. Nobumi Ito.

(9) Rapport Gris, du B. I. T., à XII^e Conf., 1919, p. 349.

transmises à la XIV^e Conférence, avec un avant-projet de convention. Ce dernier, après de longues discussions et quelques modifications, est adopté par 93 voix contre 0, et les recommandations adjointes le sont par 91 voix contre 0 et 91 contre 1, le 28 juin 1930 ^(10, 11).

On voit que ce n'est pas sans avoir réuni une documentation sérieuse et s'être entouré de collaborateurs compétents, que l'Organisation Internationale du Travail a entrepris d'établir une réglementation du travail forcé. Ce n'est pas cependant sans peine qu'elle est parvenue à mener à bien ses travaux.

II

41. — Le sujet lui-même, tant par sa nouveauté que par son étendue et son importance, présentait de nombreuses difficultés.

La nouveauté du sujet a nécessité des recherches plus nombreuses et plus difficiles. Tandis que d'habitude on peut se référer non seulement à des principes admis partout, mais aussi à des applications connues de tous, ici, la question étant ignorée de beaucoup de membres de l'Organisation, il a fallu réunir

(10) Compte rendu Prov. XIV^e Conf., p. 471.

(11) La procédure suivie est celle de la double discussion nouvellement établie et qui permet une étude approfondie des questions qui sont deux fois discutées. Lorsqu'une question est inscrite à l'ordre du jour le B. I. T. soumet à la Conférence un rapport (Gris). Celle-ci établit un questionnaire (rose), lequel est adressé aux Etats membres qui y répondent. Sur ces réponses un nouveau rapport est établi par le Bureau (rapport bleu) qui y joint un avant-projet de convention, lequel adopté par la Conférence devient un projet de convention. La convention sera complète après ratification par deux Etats.

une documentation suffisante pour permettre à ces membres de se faire une opinion. Or obtenir des renseignements sûrs était difficile, car le travail forcé est en usage surtout « dans des territoires où l'action de l'Administration n'a pas atteint le degré d'efficacité que l'on constate dans les pays les plus évolués » (12), et où, par conséquent, il n'est pas facile de réunir des informations précises.

L'étendue du sujet a nécessité la détermination avec précision d'un grand nombre de questions différentes. Car il soulève un ensemble « de points très variés » (13) qui ont trait non seulement à la réglementation des conditions du travail dans le sens strict du terme, mais également à la nature du travail, aux catégories de personnes qui peuvent être appelées à l'exécuter et aux conditions dans lesquelles le recours à cette forme particulière de travail semble pouvoir être autorisé ».

Enfin l'importance de la question réclamait une très grande prudence, car les intérêts en cause étant fort nombreux il fallait prendre soin de n'en léser aucun. Importante parce qu'elle touche à des intérêts multiples, à des droits acquis, à des habitudes anciennes, elle l'est aussi parce qu'elle intéresse la mise en valeur d'immenses pays et le bien-être moral et physique de leurs habitants. De plus, ce ne sont pas seulement les peuples, libres ou non, chez qui existe ce mode de travail qui en supportent les conséquences,

(12) Rapport B. I. T. à XII^e Conf., 1929, p. 3 et 335.

(13) Rapport B. I. T. à XII^e Conf., p. 335.

mais ce sont aussi les autres pays qui peuvent souffrir ou profiter indirectement des résultats économiques et moraux de l'emploi du travail forcé. Il fallait arriver à accorder tous ces intérêts divers.

42. — On conçoit, qu'en face de telles difficultés, le rôle de l'Organisation Internationale était déjà fort ingrat. Il fut rendu encore plus difficile par les critiques que son action souleva. Et si l'Union Britannique pour la Société des Nations, la Société Antiesclavagiste, l'Union Catholique d'Etudes Internationales reconnurent la nécessité de la limitation par l'Organisation Internationale de l'emploi du travail forcé, si les missionnaires apprécèrent « les possibilités de cette action » et l'aide que devait leur apporter une convention sur le travail forcé ⁽¹⁴⁾ ; d'autres, tels : l'Institut Colonial International, ou l'Académie des Sciences Coloniales, élevèrent contre cette étude des protestations plus ou moins vives, basées sur l'incompétence de l'Organisation et son ignorance, sur les ingérences qu'allait permettre cette réglementation, et le peu d'utilité qu'elle aurait.

Dès 1926, lors de la discussion du budget du Bureau International du Travail à la IV^e Commission de la Société des Nations, M. Louwers remarque qu'il ne voit pas d'où vient la compétence de l'Organisation Internationale du Travail en matière de travail colonial ⁽¹⁵⁾. Mais le Traité de Versailles, qui lui a donné

(14) Rapport du Directeur, 1930 : Travail indigène.

(15) Institut Colonial International, Bruxelles, 1929; *Inf. Soc.* : V^o XXXI, N^o août 1929. — Avis des délégués Néerlandais.

une compétence universelle pour toutes les questions du travail, n'a pas distingué, si les « conditions de travail impliquant l'injustice, la misère et les privations » existaient dans les métropoles ou dans les colonies, pour spécifier qu'il était urgent de les améliorer, car « la non adoption par une nation quelconque d'un régime de travail réellement humain fait obstacle aux efforts des autres nations désireuses d'améliorer le sort des travailleurs dans leurs propres pays ». D'ailleurs, l'article 421 du Traité de Versailles serait inutile si les conventions proposées ne devaient pas s'appliquer aux colonies et pays similaires; à quoi bon, dans ce cas, spécifier que les Etats pourront, tout en ratifiant, ne pas les appliquer dans leurs possessions ? De plus, il y a longtemps que l'on a reconnu la compétence de l'Organisation Internationale du Travail en matière de travail colonial, puisqu'elle participe aux travaux de la Commission des Mandats. Enfin ce sont l'Assemblée et le Conseil de la Société des Nations eux-mêmes qui l'ont reconnue et proclamée.

Le Traité de Paix ayant placé tout travail sur la base internationale ⁽¹⁵⁾, la compétence de cet Organisme ne saurait faire de doute en matière de travail forcé et il trouve ici une occasion d'exercer son activité bienfaisante.

Mais, pour que son action soit bienfaisante, il faut que l'Organisation Internationale du Travail agisse en connaissance de cause, or on l'accuse précisément de tout ignorer du sujet. C'est pour éviter ce reproche que le Conseil a décidé de consulter des experts co-

Ioniaux connaissant à fond ces questions, auxquelles l'Organisation n'était tout de même pas tout à fait étrangère puisque depuis 1922 le Bureau poursuivait ses études sur le travail indigène. D'ailleurs, pour augmenter les connaissances coloniales de la Conférence, les Etats n'ont qu'à nommer comme délégués des gens compétents, ou même, se conformant à deux projets de résolution déposés en 1929 et 1930, envoyer à la Conférence des représentants des ouvriers coloniaux et des travailleurs indigènes (16).

Doit-on dire qu'en admettant même que cette ignorance n'existe pas, il n'en est pas moins vrai qu'une pareille convention sera dangereuse car elle permettra l'ingérence des patrons et des ouvriers dans une affaire qui ne regarde que les gouvernements, et celle d'Etats non colonisateurs, dans une question qui n'intéresse à peu près que les puissances coloniales?

Seuls les gouvernements, dit-on, y sont intéressés car ce sont eux qui mettent la force à la disposition des employeurs, et ils sont eux-mêmes les employeurs les plus importants. La question du travail forcé devient ainsi une question d'ordre public dont ne doit pas se mêler les simples citoyens; or à la Conférence il y a aussi des patrons et des ouvriers qui trouveront ainsi un moyen de s'occuper de ces questions. — Qu'il y ait dans l'emploi de la contrainte une question d'ordre public, c'est exact; mais ce ne l'est

(16) Une résolution adoptée en 1931 à la XV^e Conférence invite les Etats à prendre pour l'avenir des mesures dans ce sens. Ce sera utile pour l'étude du contrat de Travail sous sanction pénale.

Compte rendu Prov., 10^e Sess., Conf. : Proj. de Résol., de M. Giri; XII^e Sess. Conf. Proj. de Résol., de M. Joshi.

plus que de dire que l'emploi du travail forcé n'intéresse ni les ouvriers ni les patrons. Les ouvriers en subissent les effets : directement lorsqu'ils y sont soumis, indirectement lorsqu'ils sont réduits à chômer ou à accepter des conditions moins favorables par suite de la concurrence que leur font les travailleurs forcés. Quant aux patrons, leur intérêt n'est pas moindre, puisque ce sont eux qui utilisent cette forme de travail, ou se ressentent des contre-coups économiques qui résultent de son emploi (dumping). Donc le fait pour tous deux de s'y intéresser ne saurait être une ingérence illicite.

Pas plus d'ailleurs qu'il ne l'est pour les nations non coloniales. On redoute que les pays, ainsi privés de territoires d'expansion, ne veuillent contrôler l'activité des Etats plus favorisés pour pouvoir plus facilement tirer parti de leurs fautes et prendre leur place. Mais la mission de l'Organisation du Travail étant internationale, tous les pays membres de cette Organisation ont droit d'y prendre part, quitte à eux à reconnaître leur moins grande compétence et à se laisser guider par les autres. D'ailleurs cette question les intéresse aussi, puisque les conditions de travail pratiquées en un lieu quelconque influent sur celles qui existent ailleurs, et qu'ils peuvent eux aussi en redouter les conséquences économiques. N'est-ce pas en partie pour cette dernière raison que les Etats-Unis ont fermé leurs portes aux marchandises produites par des travailleurs forcés ? Si malgré cela les pays colonisateurs redoutent une ingérence abusive, ils peuvent y échapper de deux manières : d'abord

en opposant leur veto à l'inscription de la question à l'ordre du jour de la Conférence, ainsi que peuvent le faire huit des principales puissances industrielles, ensuite en ne ratifiant pas la Convention (17).

Il ne saurait donc y avoir ingérence de la part d'un Etat non colonial, d'un ouvrier ou d'un patron dans le fait de s'occuper de questions qui sont pour eux d'un grand intérêt, et d'un mode de travail dont la réglementation pourra leur être d'une grande utilité.

On a cependant contesté cette utilité, en prétendant que la convention prévue ferait double emploi avec la convention sur l'esclavage. Or ce que la Société des Nations a établi ce sont simplement des principes généraux, ainsi que nous l'avons vu précédemment, mais non des règles détaillées. Cette réglementation précise c'est à l'Organisation Internationale du Travail qu'il appartient de l'établir. La Commission Temporaire de l'Esclavage s'est refusée à proposer une législation du travail des peuples attardés, parce que cela aurait été entreprendre une tâche complètement en dehors de ses attributions d'autant plus « que les Traités de Paix ont créé l'Organisation Internationale du Travail laquelle est particulièrement qualifiée pour s'occuper de cette question » (18). Et l'on a déclaré à la VII^e Assemblée de la Société des Nations que, si l'on n'avait pas prévu une réglementation plus détaillée du travail forcé, c'était parce que les conditions et les modalités de ce travail sont

(17) VI^e Commiss. de l'Assemblée, S. D. N., 1926, p. 34.

(18) Rapport du Directeur, 1926, p. 433.

de la compétence du Bureau International ⁽¹⁹⁾. Donc cette convention de 1930 va mettre en application les principes prévus dans celle de 1926.

L'utilité de cette convention pourra se manifester à un autre point de vue. Sans doute les Etats intéressés font leur possible pour améliorer les conditions du travail indigène mais ils risquent de se heurter à la résistance et au mauvais vouloir des colons. Cette convention, tout en stimulant leur zèle humanitaire, leur donnera plus de force pour ne pas tenir compte des réclamations qu'ils pourront recevoir.

Après avoir surmonté les difficultés, et réfuté les objections l'on est parvenu à élaborer un texte précis et détaillé paraissant pouvoir satisfaire à peu près tous les intéressés, et dont l'utilité ne saurait faire de doute. Ce texte c'est le projet de convention voté en 1930 et déjà ratifié actuellement par quelques Etats, comme nous le verrons plus loin.

III

43. — Après avoir posé en principe l'abolition du travail forcé, la Convention de 1930 l'autorise à titre transitoire pour des fins publiques. Puis elle définit ce qu'il faut entendre par : travail forcé et autorités compétentes. Après avoir interdit l'utilisation du travail forcé pour des fins privées, et désigné les autorités responsables, elle détermine les conditions auxquelles il sera permis d'en faire usage, et les règles

(19) VII^e Assemblée, 1926, S. D. N., p. 131.

qui, dans ce cas, devront être appliquées. Puis elle prévoit quelques mesures destinées à assurer son application. Enfin certaines dispositions spéciales sont prises en ce qui concerne sa ratification et sa revision. Deux recommandations y sont jointes qui précisent certains points.

44. — La convention affirme tout d'abord le but qu'elle se propose : supprimer tout travail forcé dans le plus bref délai possible :

Article premier. — Tout membre de l'Organisation Internationale du Travail, qui ratifie la présente Convention, s'engage à supprimer l'emploi du travail forcé ou obligatoire dans le plus bref délai possible.

En vue de cette suppression totale, le travail forcé ou obligatoire pourra être employé pendant la période transitoire uniquement pour des fins publiques et à titre exceptionnel, dans les conditions et avec les garanties stipulées par les articles qui suivent.

A l'expiration d'un délai de 5 ans à partir de l'entrée en vigueur de la présente Convention et à l'occasion du rapport prévu à l'article 31 ci-dessous, le Conseil d'administration du Bureau International du Travail examinera la possibilité de supprimer sans délai le travail forcé ou obligatoire sous toutes ses formes et décidera s'il y a lieu d'inscrire cette question à l'ordre du jour de la Conférence.

Le projet de questionnaire soumis par le Bureau à la XII^e Conférence en 1929 demandait seulement « s'il y avait lieu de limiter et de régler l'emploi du travail forcé ou obligatoire ». C'est la Commission de

cette Conférence qui, à l'unanimité ⁽²⁰⁾, voulut permettre aux gouvernements de faire connaître leur avis sur la possibilité d'une abolition complète. Cette heureuse initiative permit de savoir qu'ils en étaient à peu près tous partisans. Le principe de son abolition étant établi le travail forcé ou obligatoire est ainsi exclu « des formes ⁽²¹⁾ de travail qui peuvent être reconnues internationalement », et ce principe « implique que les Etats Membres dirigeront leur politique de manière à réaliser sa suppression aussi rapide que possible ».

Mais les réponses des gouvernements s'accordent aussi pour reconnaître que ce but ne peut être réalisé de suite. Il faut prévoir un délai pendant lequel il sera encore possible d'utiliser ce mode de travail pour des « fins publiques ». Ce mot, d'un sens large, déjà employé dans la Convention sur l'esclavage, est susceptible de comprendre tout ce qui peut toucher à un intérêt général quelconque. Toutefois, afin d'éviter les abus et d'acheminer peu à peu vers l'emploi d'une main-d'œuvre libre, ce n'est que sous certaines conditions et garanties que le travail forcé pourra être employé dans ce cas.

Il fallait déterminer combien de temps durerait cette tolérance. Certains gouvernements pensaient que les expressions « dans le plus bref délai possible » et « en vue de cette suppression » étaient suffisantes, mais la Commission et la Conférence de 1930 ⁽²²⁾ adoptèrent un amendement aux termes du-

(20) Compte rendu Prov., XII^e Conf., 1929, N^o du 15 juin.

(21) Rapport Bleu à XIV^e Conf., 1930, p. 204.

(22) Compte rendu Prov., XIV^e Conf., N^o 24 juin 1930 et 26 juin.

quel à l'expiration de cinq ans depuis l'entrée en vigueur de la Convention le Conseil examinera s'il faut supprimer sans délai le travail forcé sous toutes ses formes, et s'il y a lieu d'inscrire cette question à l'ordre du jour de la Conférence, M. Vasconcellos ⁽²³⁾ s'étonna de cette mesure spéciale, la revision n'ayant lieu d'habitude qu'au bout de dix ans; M. Jouhaux fit remarquer qu'admettre un délai plus long c'était prolonger la durée de ce mode de travail et l'amendement fut adopté.

45. — Voilà donc la suppression du travail forcé décidée, mais on réserve la possibilité de l'employer à des fins publiques pendant une période transitoire assez brève durant laquelle son emploi sera soumis à des règles strictement déterminées. Toutefois, avant de pénétrer plus avant dans le détail de la réglementation, la Convention indique le sens exact dans lequel il faudra entendre les expressions: travail forcé et autorités compétentes.

Art. 2. — Aux fins de la présente Convention, le terme « travail forcé ou obligatoire » désignera tout travail ou service exigé d'un individu sous la menace d'une peine quelconque et pour lequel ledit individu ne s'est pas offert de son plein gré.

Toutefois le terme « travail forcé ou obligatoire » ne comprendra pas aux fins de la présente Convention :

a) Tout travail ou service exigé en vertu des lois sur le service militaire obligatoire et affecté à des travaux d'un caractère purement militaire ;

(23) Délégué Portugais.

b) Tout travail ou service faisant partie des obligations civiques normales des citoyens d'un pays se gouvernant pleinement lui-même ;

c) Tout travail ou service exigé d'un individu comme conséquence d'une condamnation prononcée par une décision judiciaire, à la condition que ce travail ou service soit exécuté sous la surveillance et le contrôle des autorités publiques et que ledit individu ne soit pas concédé ou mis à la disposition de particuliers, compagnies ou personnes morales privées ;

d) Tout travail ou service exigé dans les cas de force majeure, c'est-à-dire dans les cas de guerre, de sinistres ou menaces de sinistres, tels qu'incendie, inondations, famines, tremblements de terre, épidémie et épizooties violentes, invasion d'animaux, d'insectes ou de parasites végétaux nuisibles, et en général toutes circonstances mettant en danger ou risquant de mettre en danger la vie ou les conditions normales d'existence de l'ensemble ou d'une partie de la population ;

e) Les menus travaux de village, c'est-à-dire les travaux exécutés dans l'intérêt direct de la collectivité par les membres de celle-ci, travaux qui, de ce chef, peuvent être considérés comme des obligations civiques normales incombant aux membres de la collectivité, à condition que la population elle-même ou ses représentants directs aient le droit de se prononcer sur le bien fondé de ces travaux.

Déjà, lors de XII^e Conférence, les gouvernements portugais et espagnols ⁽²⁴⁾ avaient protesté contre la définition du travail forcé donnée dans le premier paragraphe disant qu'elle était imprécise et qu'il fallait distinguer entre « le travail forcé » condamnable

(24) Compte rendu Prov., XII^e Conf., Séances 30 mai et 18 juin.

et exigé sous menace d'une peine, et « le travail obligatoire » nécessaire pour éduquer et civiliser, qui impose à tous les citoyens le devoir de travailler pour le bien public. Le Bureau répondit que l'on ne pouvait supprimer le mot « obligatoire » parce qu'il existe dans les colonies anglaises sous ce nom de « travail obligatoire » une forme de travail forcé qui doit tomber sous la condamnation générale. D'ailleurs il est bien évident que « le travail forcé ou obligatoire dont le projet de convention voudrait réaliser la suppression n'a rien à faire avec l'activité d'ordre général qui est considérée comme un devoir moral dans les pays civilisés » (25).

Il ressort de la définition donnée au premier paragraphe, comme nous l'avons vu dans un chapitre précédent, que c'est bien l'emploi de la contrainte, tant au moment du recrutement que pendant l'exécution des travaux, qui distingue le travail forcé des autres modes de travail. Cependant la contrainte est parfois employée dans d'autres cas, il ne fallait pas qu'on pût les croire compris dans la condamnation générale; de plus, le travail forcé est parfois trop excusable ou nécessaire pour pouvoir être interdit. Il fallait préciser ces cas divers pour qu'aucun doute ne s'élève à leur sujet.

En 1929 on n'avait rien précisé en ce qui concerne le service militaire, certains Etats s'en inquiétèrent. Le Bureau indiqua dans le « rapport bleu » qu'il n'était pas condamné, mais qu'il ne devrait pas être

(25) Rapport Bleu du B. I. T. à Conf., 1930, p. 139.

employé à des travaux publics d'ordre général; car admettre implicitement cette forme de travail forcé, en la mettant hors du champ d'application de la Convention, ce serait donner un moyen facile de la tourner, l'Etat pouvant ainsi disposer d'une main-d'œuvre forcée dont l'importance dépendait exclusivement des forces de la population ⁽²⁶⁾. Cependant, pour donner satisfaction à certains pays et éviter tout de même les abus, le Bureau dans son avant-projet de convention avait inséré une disposition permettant cette utilisation spéciale du service militaire, mais seulement sous certaines conditions (c'était les autorités législatives de la métropole qui devaient permettre d'y recourir — les règles générales concernant l'emploi du travail forcé devaient être appliquées sauf en ce qui concerne la durée maximum de la réquisition qui aurait pu être de douze mois — toute personne soumise à cette forme de travail forcé n'aurait plus pu être réquisitionnée à l'avenir) ⁽²⁷⁾. Donc, d'après la Convention, le travail exigé en vertu de lois sur le service militaire devra être employé à des travaux d'un caractère purement militaire.

De même, pour rassurer certains Etats, l'on a spécifié que les condamnés judiciaires pourraient être obligés de travailler; toutefois, pour éviter des abus on interdit de les louer à des particuliers. En 1930, le gouvernement de l'Inde demande que cette restric-

(26) Rapport Bleu, 1930, p. 145.

(27) Rapport Bleu, 1930, p. 223 et 224.

(28) Compte rendu Prov. de la XIV^e Conf., N° 26 juin.

tion soit supprimée, et que le travail forcé soit admis pour le relèvement moral de certaines tribus criminelles. Mais les délégués ouvriers indoux s'y opposèrent et ces demandes furent rejetées (29).

Jusqu'ici, ces deux cas et celui prévu au paragraphe *b*) de l'article 2 cité plus haut, ne sont pas des exceptions, mais des modes de travail qui ne sont pas du travail forcé. On a considéré que l'on pouvait soustraire aux règles de la convention, bien qu'il s'agisse de travail forcé, les deux formes suivantes: le travail forcé exigé en cas de force majeure, et celui exigé pour les menus travaux de village.

Plusieurs Etats firent des observations sur l'emploi du travail forcé dans le cas de force majeure; certains trouvaient l'exception pas assez large, d'autres voulaient la supprimer. Le Bureau proposa un texte où l'énumération des cas de force majeure était simplement indicatrice et non limitative. Ce texte, la XIV^e Conférence l'adopta, mais y ajouta, pour prévoir les désordres intérieurs, les mots « et en général toutes circonstances » avant « mettant en danger ».

Le Bureau avait proposé de ne permettre que les menus travaux de village autorisés par la tradition et la coutume. Mais sur la demande du Gouvernement britannique, la XIV^e Conférence substitua à ce critérium le consentement de la population (30). A première vue, ce changement ne paraît pas dangereux;

(29) Compte rendu Prov., XIV^e Conf., N° 26 juin.

(30) Compte rendu Prov., XIV^e Conf., N° 24 juin.

mais, si l'on réfléchit que, pour des populations peu évoluées, tout désir du chef est un ordre, on s'aperçoit que ce critérium risque d'être illusoire car la population se soumettra toujours aux désirs qui lui seront exprimés.

Donc, à part les cinq exceptions indiquées dans l'article 2, tout ce qui correspond à la définition mise en tête dudit article doit être considéré comme du travail forcé et comme tel être soumis aux règles établies par la Convention dont les autorités compétentes doivent assurer l'application. Il est regrettable que la Conférence n'ait pas cru pouvoir permettre l'utilisation du contingent pour des travaux d'utilité publique sous les conditions très strictes indiquées dans l'avant-projet et qui en auraient évité tous les abus. Il eût été certainement moins dangereux d'autoriser cette forme de travail que de se contenter du consentement de la population pour l'exécution de menus travaux de village.

Art. 3. — Aux fins de la présente Convention, le terme « autorités compétentes » désignera soit les autorités métropolitaines, soit les autorités centrales supérieures du territoire intéressé.

Sachant quels modes de travail étaient visés il fallait encore déterminer quelles seraient les diverses autorités compétentes chargées de l'application de la Convention.

La Convention sur l'Esclavage disait « autorités centrales compétentes », c'est le même sens qu'il faut

donner à l'expression « autorités centrales supérieures ». Les Pays-Bas protestèrent contre cette définition parce que dans les conventions on laisse, d'habitude, les pays libres de désigner les autorités compétentes.

46. — Et de suite on use du terme défini en stipulant que les autorités compétentes devront interdire tout recours au travail forcé pour des fins privées.

Art. 4. — Les autorités compétentes ne devront pas imposer ou laisser imposer le travail forcé ou obligatoire au profit de particuliers, de compagnies ou de personnes morales privées.

Si une telle forme de travail forcé ou obligatoire au profit de particuliers, de compagnies ou de personnes morales privées existe à la date à laquelle la ratification de la présente Convention par un Membre est enregistrée par le Secrétaire Général de la Société des Nations, ce Membre devra supprimer complètement ledit travail forcé ou obligatoire dès la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention à son égard.

Art. 5. — Aucune concession accordée à des particuliers, à des compagnies ou à des personnes morales privées ne devra avoir pour conséquence l'imposition d'une forme quelconque de travail forcé ou obligatoire en vue de produire ou de recueillir les produits que ces particuliers, compagnies ou personnes morales privées utilisent et dont ils font commerce.

Si des concessions existantes comportent des dispositions ayant pour conséquence l'imposition d'un travail forcé ou obligatoire, ces dispositions devront être rescindées aussitôt que possible afin de satisfaire aux prescriptions de l'article premier de la présente Convention.

Art. 6. — Les fonctionnaires de l'Administration, même lorsqu'ils devront encourager les populations dont ils ont la charge à s'adonner à une forme quelconque de travail, ne devront pas exercer sur ces populations une contrainte collective ou individuelle en vue de les faire travailler pour des particuliers, compagnies ou personnes morales ou privées.

Art. 7. — Les chefs qui n'exercent pas des fonctions administratives ne devront pas avoir recours au travail forcé ou obligatoire.

Les chefs exerçant des fonctions administratives pourront, avec l'autorisation expresse des autorités compétentes, avoir recours au travail forcé ou obligatoire dans les conditions visées à l'article 10 de la présente Convention.

Les chefs légalement reconnus et ne recevant pas une rémunération adéquate sous d'autres formes pourront bénéficier de la jouissance de services personnels dûment réglementés, toutes mesures utiles devant être prises pour prévenir les abus.

Une disposition de l'avant-projet prévoyait un délai de trois ans, à partir de la date d'enregistrement de la notification, pendant lequel le travail forcé pouvait encore être pratiqué pour des fins privées. Au cours des discussions, en 1930, cette tolérance temporaire fut supprimée ⁽³¹⁾.

De plus, un paragraphe, supprimé lui aussi, permettait l'emploi de travail forcé au profit des particuliers « partie contractante en vue de l'exécution de travaux publics légalement autorisés par les autorités compétentes et exécutés sous leur surveillan-

(31) Compte rendu Prov., XIV^e Conférence, N° 24 juin.

ce » (32). Cela aurait permis d'utiliser les services de compagnies industrielles ayant à leur disposition les techniciens et le matériel nécessaire. Mais ce fut écarté sur l'intervention du groupe ouvrier, qui a fait valoir que l'intérêt privé en profiterait partiellement (33).

Il est entendu que les concessions faites à des particuliers ne doivent pas leur donner le droit d'utiliser du travail forcé. L'avant-projet faisait la distinction suivante : s'il y avait lieu à renouvellement, aucun nouveau droit de contrainte ne devait être donné à nouveau au concessionnaire ; si l'époque du renouvellement n'était pas arrivée, tous les efforts devaient être faits « pour obtenir aussitôt que possible la suppression des clauses ayant pour conséquence l'imposition de cette forme de travail forcé » (34). L'on tenait ainsi compte de la nécessité dans laquelle se trouvaient les Etats de respecter le contrat passé antérieurement. Sur la proposition du groupe ouvrier on se contenta de dire que si de telles dispositions existent « elles devront être rescindées aussitôt que possible » (35). Il ne semble pas qu'en pratique ce nouveau texte aboutisse à un résultat différent.

Puisque tout travail forcé dans un intérêt privé est interdit, il est normal que les fonctionnaires, en encourageant au travail les populations, n'exercent pas sur elles une contrainte pour les faire travailler au bénéfice d'un particulier. Dans l'avant-projet au lieu

(32) Rapport Bleu, 1930, Avant-Projet, p. 225.

(33) Compte rendu Prov., XIV^e Conf., N° 26 juin 1930.

(34) Avant-Projet, art. 6, Rapport Bleu, 1930, p. 226.

(35) Compte rendu Prov., XIV^e Conf., N° 26 juin 1930.

de « lorsqu'ils devront encourager » il y avait « lorsqu'ils devront s'acquitter de leur devoir d'encourager » (36) c'était consacrer le devoir pour les fonctionnaires de forcer les individus à s'occuper. Mais on a craint de favoriser de nombreux abus et cette disposition fut supprimée en 1930 (37). Il semble qu'à ce point de vue la rédaction de la Convention vaille mieux que celle de l'avant-projet.

Il ne faut pas s'étonner que l'on ait autorisé l'emploi du travail forcé par les chefs qui exercent une fonction administrative. On y a vu, parce qu'il est utilisé en faveur de la collectivité, un travail public local dont l'emploi est soumis aux mêmes règles que celui des prestations. Il ne s'agit donc pas de travail forcé privé.

C'est à la demande de l'Angleterre qu'il a été permis aux chefs reconnus non rémunérés d'utiliser du travail forcé pour des services personnels, ceci afin de sauvegarder leur dignité. L'avant-projet spécifiait que les autorités devaient veiller à ce que « le travail ainsi imposé puisse être racheté aussitôt que possible » (38). Mais sur la remarque du groupe ouvrier que l'on désirait supprimer le travail forcé et non le remplacer, on rejeta cette disposition. Il ne semble pas que cette modification soit heureuse, car cette faveur sera accordée à ces chefs tant qu'ils ne seront pas rémunérés, or l'argent du rachat aurait pu leur tenir

(36) Avant-Projet, art. 7, p. 226 du Rapport Bleu, 1930.

(37) Compte rendu Prov., XIV^e Conf., N^o 24 juin 1930.

(38) Rapport Bleu, 1930, p. 226.

lieu de rémunération et cette forme de travail forcé aurait ainsi disparu.

47. — L'emploi du travail forcé dans un intérêt privé est donc interdit. Cela est très juste car rien ne permet à un individu d'en contraindre un autre au travail pour son seul profit personnel. Mais s'il est permis d'utiliser du travail forcé pour des fins publiques, quelle autorité pourra y recourir?

Art. 8. — La responsabilité de toute décision de recourir au travail forcé ou obligatoire incombera aux autorités civiles supérieures du territoire intéressé.

Toutefois, ces autorités pourront déléguer aux autorités locales supérieures le pouvoir d'imposer du travail forcé ou obligatoire dans les cas où ce travail n'aura pas pour effet d'éloigner les travailleurs de leur résidence habituelle. Ces autorités pourront également déléguer aux autorités locales supérieures, pour les périodes et dans les conditions qui seront stipulées par la réglementation prévue à l'article 23 de la présente Convention, le pouvoir d'imposer un travail forcé ou obligatoire pour l'exécution duquel les travailleurs devront s'éloigner de leur résidence habituelle, lorsqu'il s'agira de faciliter le déplacement des fonctionnaires de l'Administration dans l'exercice de leurs fonctions et le transport du matériel de l'Administration.

Que, normalement, seules les autorités supérieures du territoire intéressé puissent recourir au travail forcé, c'est bien; nous avons vu dans le chapitre précédent les avantages qu'il y avait à cela.

Cependant, les gouvernements refusèrent d'admettre que les autorités locales ne puissent jamais l'uti-

liser. Pour leur donner satisfaction la Convention autorise les autorités locales supérieures à y recourir lorsque le travailleur n'a pas à s'éloigner de sa résidence habituelle, parce qu'alors il y a peu de dangers, et lorsqu'il y a à transporter des fonctionnaires ou du matériel administratif, parce qu'il y a nécessité et que l'on ne pourrait, sans une grande perte de temps, obtenir l'autorisation des autorités civiles supérieures.

48. — Cette limitation stricte du pouvoir des autorités inférieures évitera de nombreux abus. Mais quelle que soit l'autorité qui y a recours elle doit avant s'assurer que certaines conditions sont remplies. Ces conditions varient quelque peu s'il s'agit de portage ou de travail exigé par des chefs exerçant des fonctions administratives.

Art. 9. — Sauf dispositions contraires stipulées à l'article 10 de la présente Convention, toute autorité ayant le droit d'imposer du travail forcé ou obligatoire ne devra permettre le recours à cette forme de travail que si elle s'est d'abord assurée :

a) Que le service ou travail à exécuter est d'un intérêt direct ou important pour la collectivité appelée à l'exécuter ;

b) Que ce service ou travail est d'une nécessité actuelle ou imminente ;

c) Qu'il a été impossible de se procurer de la main-d'œuvre volontaire pour l'exécution de ce service ou travail malgré l'offre de salaires et de conditions de travail au moins égaux à ceux qui sont pratiqués dans

le territoire intéressé pour des travaux ou services analogues ; et

d) Qu'il ne résultera pas du travail ou service un fardeau trop lourd pour la population actuelle, eu égard à la main-d'œuvre disponible et à son aptitude à entreprendre le travail en question.

Art. 10. — Le travail forcé ou obligatoire demandé à titre d'impôt et le travail forcé ou obligatoire imposé, pour des travaux d'intérêt public, par des chefs qui exercent des fonctions administratives, devront être progressivement supprimés.

En attendant cette abolition, lorsque le travail forcé ou obligatoire sera demandé à titre d'impôt et lorsque le travail forcé ou obligatoire sera imposé, par des chefs qui exercent des fonctions administratives, en vue de l'exécution de travaux d'intérêt public, les autorités intéressées devront s'assurer préalablement :

a) Que le service ou travail à exécuter est d'un intérêt direct et important pour la collectivité appelée à l'exécuter ;

b) Que ce service ou travail est d'une nécessité actuelle ou imminente ;

c) Qu'il ne résultera pas du travail ou service un fardeau trop lourd pour la population actuelle, eu égard à la main-d'œuvre disponible et à son aptitude à entreprendre le travail en question ;

d) Que l'exécution de ce travail ou service n'obligera pas les travailleurs à s'éloigner du lieu de leur résidence habituelle ;

e) Que l'exécution de ce travail ou service sera dirigée conformément aux exigences de la religion, de la vie sociale et de l'agriculture.

C'est l'article 9 qui fixe les conditions qui doivent en général être remplies pour que l'on puisse user du travail forcé.

La Belgique discutait les adjectifs employés « direct et important », « nécessité actuelle ou imminente ». Mais le Bureau expliqua que les termes employés ne sauraient être plus larges; et il dit que la construction d'un chemin de fer susceptible de supprimer le portage pourrait être considéré comme étant d'une nécessité actuelle et imminente pour le village qui en tirerait profit (39).

C'est à la demande de la Grande-Bretagne que l'on a ajouté au paragraphe c) de l'article 9, les mots « et de conditions de travail ». En effet, pour attirer la main-d'œuvre il faut lui offrir des conditions au moins égales à celles qu'elle trouve ailleurs; or on ne peut les dire égales si, malgré un salaire équivalent, les travailleurs y sont moins bien traités.

Les formes pour lesquelles des conditions spéciales sont prévues sont des cas de travail forcé d'intérêt local.

Le Bureau, tout en reconnaissant que les prestations, même si elles sont une mesure fiscale, sont aussi une modalité du travail forcé et qu'il est difficile de faire une distinction entre du travail forcé non rémunéré, et le travail exigé à titre d'impôt, ne crut pas pouvoir en proposer la suppression immédiate. Elle se serait heurtée à l'opposition du gouvernement français qui n'y voit qu'une « charge fiscale réglemen-

(39) Rapport Bleu, 1930, p. 154.

taire dans la métropole ainsi que dans toutes les possessions françaises d'outre-mer » (40). Mais le Bureau crut pouvoir proposer leur abolition pour l'avenir ou leur remplacement en argent. Là aussi la XIV^e Conférence rejeta l'idée de ce remplacement par un paiement en argent. Mais il n'en reste pas moins que l'emploi des prestations est licite.

Les conditions qui doivent être remplies dans les deux cas de l'article 10 sont à peu près les mêmes que celles qui doivent l'être pour l'emploi du travail forcé en général. Toutefois, la Convention n'exige pas qu'il soit impossible de se procurer de la main-d'œuvre volontaire. Mais il faut que les travailleurs ne soient pas obligés de « s'éloigner de leur résidence habituelle » ; le Bureau avait proposé qu'ils ne soient pas obligés de « passer la nuit hors de leur foyer » (41), en faisant remarquer que l'emploi de termes plus larges enlèverait à ce critérium beaucoup de sa valeur en tant que ligne de démarcation entre les travaux publics d'intérêt local et les travaux publics d'intérêt général.

Enfin on tient compte ici de la religion puisque le travail doit être dirigé conformément à ses exigences. C'est là la preuve que l'on s'aperçoit que la politique du « ventre plein » ne suffit pas, qu'il faut tenir compte de la vie morale de ces individus primitifs. Si on leur fait perdre le cadre religieux de leur vie ils sont bien près de perdre toute force de résis-

(40) Rapport Bleu, p. 169.

(41) Avant-Projet, art. 12, Rapport Bleu, p. 229.

tance et de mourir. Cette disposition est donc très importante et par le but qu'elle vise et par l'évolution des esprits qu'elle marque.

49. — Ces conditions sont imposées pour obliger à n'employer le travail forcé qu'en cas de nécessité, et éviter qu'il ne nuise au développement général du pays et des travailleurs réquisitionnés. Mais quels sont les individus qui peuvent l'être ?

Art. 11. — Seuls les adultes valides du sexe masculin, dont l'âge ne sera pas présumé inférieur à 18 ans ni supérieur à 45, pourront être assujettis au travail forcé et obligatoire. Sauf pour les catégories de travail visées à l'article 10 de la présente Convention, les limitations et conditions suivantes devront être observées :

a) Reconnaissance préalable, dans tous les cas où cela sera possible, par un médecin désigné par l'Administration, de l'absence de toute maladie contagieuse et de l'aptitude physique des intéressés à supporter le travail imposé et les conditions où il sera exécutés ;

b) Exemption du personnel des écoles, élèves et professeurs, ainsi que du personnel administratif en général ;

c) Maintien dans chaque collectivité du nombre d'hommes adultes et valides indispensables à la vie familiale et sociale ;

d) Respect des liens conjugaux et familiaux.

Aux fins indiquées par l'alinéa c) ci-dessus, la réglementation prévue à l'article 23 de la présente Convention fixera la proportion d'individus de la population permanente mâle et valide qui pourra faire l'objet d'un prélèvement déterminé, sans toutefois que cette proportion puisse, en aucun cas, dépasser 25 % de la popula-

tion. En fixant cette proportion, les autorités compétentes devront tenir compte de la densité de la population, du développement social et physique de cette population, de l'époque de l'année et de l'état des travaux à effectuer par les intéressés sur place et à leur propre compte ; d'une manière générale, elles devront respecter les nécessités économiques et sociales de la vie normale de la collectivité envisagée.

Pour tout travail forcé, quel qu'il soit, seuls les adultes de 18 à 45 ans, du sexe masculin peuvent être employés. Le Bureau a refusé d'admettre une demande de la Belgique, tendant à ce que soit autorisé l'utilisation des femmes pour certains travaux locaux, parce que cela aurait permis un emploi abusif de cette main-d'œuvre ⁽⁴²⁾. De plus, le Bureau n'avait pas fixé un maximum d'âge au-dessus duquel les individus n'auraient pas pu être recrutés, c'est la Commission de la XIV^e Conférence ⁽⁴³⁾ qui le fixa à 45 ans, et qui étendit ces conditions d'âge et de sexe aux modes prévus à l'article 10.

Dans le questionnaire, un alinéa spécial prévoyait l'exemption des individus déjà liés par un contrat de travail ⁽⁴⁴⁾, mais, pour ne pas commettre d'injustice, il aurait fallu dispenser aussi ceux qui travaillent normalement pour eux-mêmes. Devant la difficulté de trouver une formule précise, le Bureau a préféré supprimer cette disposition ⁽⁴⁵⁾.

Il faut remarquer ici l'attention que l'on apporte à

(42) Rapport Bleu, 1930, p. 176.

(43) Compte rendu Prov., XIV^e Session, Conf., 1930, N° 24 juin.

(44) Questionnaire Rose, Point 16 b), p. 63.

(45) Rapport Bleu, 1930, p. 177.

sauvegarder la vie familiale et sociale de ces individus. L'on a compris l'intérêt qu'il y avait à ne pas briser ces attaches et l'on s'efforce de les faire respecter. Ces dispositions sont aussi louables que celle que nous avons étudiée dans l'article précédent se rapportant à la religion.

L'ensemble de ces dispositions est très sage. C'est à juste raison que l'on a absolument interdit de contraindre les femmes à exécuter certains travaux. Il est seulement regrettable que l'on n'ait pas pu en dispenser tous les individus ayant une occupation normale et régulière.

50. — Qu'est-ce que le travail forcé ? au profit de qui, et par qui peut-il être imposé ? à quelles conditions peut-on l'employer ? qui est susceptible d'être recruté ? Telles sont les questions générales que nous avons examinées. Mais une convention qui se propose, en attendant la disparition du travail forcé, d'en éviter les abus, devait suivre les travailleurs jusque sur les chantiers pour régler les conditions du travail, c'est-à-dire la durée de la réquisition, l'horaire, la rémunération, la réparation des accidents et l'adaptation des travailleurs à leur nouveau genre de vie.

Art. 12. — La période maximum pendant laquelle un individu quelconque pourra être astreint au travail forcé ou obligatoire sous ses diverses formes ne devra pas dépasser 60 jours par période de 12 mois, les jours de voyage nécessaires pour aller au lieu de travail et pour en revenir devant être compris dans ces 60 jours.

Chaque travailleur astreint au travail forcé ou obliga-

toire devra être muni d'un certificat indiquant les périodes de travail forcé ou obligatoire qu'il aura effectuées.

A ce sujet, une grande divergence d'opinion se manifesta. Les uns prétendaient que c'était là une question de réglementation intérieure ; les autres, qu'il fallait limiter à deux mois par an la durée possible de la réquisition. Le Bureau, tout en admettant en principe cette limite, proposait de porter ce maximum à six mois par période de trois ans « dans les cas tout à fait exceptionnels où les travailleurs devront être amenés à des distances considérables de leur foyer » (46). Ainsi tous les intérêts étaient garantis : ceux des travailleurs puisqu'en moyenne ils n'étaient soumis qu'à une réquisition de 60 jours par an ; ceux des administrations puisqu'elles étaient assurées d'avoir des équipes stables et instruites, sans avoir à renouveler continuellement un recrutement dangereux moralement et physiquement. Mais la Commission en 1930 supprima cette disposition. Par suite, à la XIV^e Conférence, le gouvernement français demanda que l'on fixât chaque année le maximum permis, car une durée de deux mois y compris le voyage ne permettrait pas d'utiliser efficacement la main-d'œuvre réquisitionnée. Cette suggestion fut rejetée.

Si la délivrance d'un certificat aux travailleurs leur est très utile pour les empêcher d'être réquisitionnés deux fois de suite, il est à craindre que la limitation

(46) Rapport Bleu, 1930, p. 230, Avant-Projet, art. 14.

à deux mois de la durée de la réquisition ne se retourne contre ceux que l'on voulait protéger. D'une part la multiplicité des recrutements atteint le moral de la population ⁽⁴⁷⁾ et expose un plus grand nombre d'individus aux dangers que présente un tel changement de conditions d'existence. D'autre part, ce pourra être, pour certains Etats, un empêchement de ratifier la Convention.

Art. 13. — Les heures normales de travail de toute personne astreinte au travail forcé ou obligatoire devront être les mêmes que celles en usage pour le travail libre et les heures de travail effectuées en sus de la durée normale devront être rémunérées aux mêmes taux que les taux en usage pour les heures supplémentaires des travailleurs libres.

Un jour de repos hebdomadaire devra être accordé à toutes les personnes soumises à une forme quelconque de travail forcé ou obligatoire et ce jour devra coïncider autant que possible avec le jour consacré par la tradition, les usages du pays ou de la région.

Le projet de questionnaire et le texte proposé par le Bureau fixaient à 8 heures par jour et 48 heures par semaine la durée du travail. Mais en 1929 et 1930 la Conférence rétablit un texte établissant une durée semblable à celle du travail libre, ceci pour que les travailleurs forcés ne se trouvent pas être plus favorisés que les travailleurs libres ⁽⁴⁸⁾. La solution adoptée, si elle est moins précise, est plus souple.

(47) Rapport Bleu, 1930, p. 179.

(48) Compte rendu Provisoire, XII^e Conférence, 1929, N^o 15 juin 1929; XIV^e Conf., 1930, N^{os} 24 et 26 juin.

On remarquera encore la volonté de respecter les coutumes et le cadre moral qui apparaît dans l'obligation de faire « coïncider autant que possible avec le jour consacré par la tradition ou les usages du pays ou de la région » le jour de repos hebdomadaire.

Art. 14. — A l'exception du travail prévu à l'article 10 de la présente Convention, le travail forcé ou obligatoire sous toutes ses formes devra être rémunéré en espèces et à des taux qui pour le même genre de travail ne devront être inférieurs ni à ceux en vigueur dans la région où les travailleurs sont employés, ni à ceux en vigueur dans la région où les travailleurs ont été recrutés.

Dans le cas de travail imposé par des chefs dans l'exercice de leurs fonctions administratives, le paiement de salaires dans les conditions prévues au paragraphe précédent, devra être introduit aussitôt que possible.

Les salaires devront être versés à chaque travailleur individuellement et non à son chef de tribu ou à toute autre autorité.

Les jours de voyage pour aller au lieu du travail et pour en revenir doivent être comptés pour le paiement des salaires comme journées de travail.

Le présent article n'aura pas pour effet d'interdire la fourniture aux travailleurs des rations alimentaires habituelles comme partie du salaire, ces rations devant être au moins équivalentes à la somme d'argent qu'elles sont censées représenter ; mais aucune déduction ne devra être opérée sur le salaire, ni pour l'acquittement des impôts, ni pour la nourriture, les vêtements et le logement spéciaux qui seront fournis aux travailleurs pour les maintenir en état de continuer leur travail eu

égard aux conditions spéciales de leur emploi, ni pour la fourniture d'outils.

Il fallait éviter que le travailleur forcé ne soit comme tel privé d'un juste profit, c'est pourquoi l'on a obligé l'employeur à lui donner une rémunération équivalente à celle pratiquée normalement. L'emploi du travail forcé ne doit pas servir à faire des économies, mais à mener à bien des travaux pour l'exécution desquels on ne peut trouver de travailleurs volontaires.

Toutefois le travail exigé par les chefs remplissant une fonction administrative ne sera rémunéré qu'aus sitôt qu'il sera possible de le faire. Quant aux prestations cette obligation n'est pas imposée et cela s'explique par leur caractère fiscal. Mais cela ne tranche pas le conflit qui s'est élevé à la Commission des Mandats, car toutes les règles des mandats qui sont plus strictes que celles de la Convention continuent à s'appliquer; cependant on pourrait peut-être dire que c'est un argument nouveau en faveur de la thèse de ceux qui veulent interpréter les dispositions des mandats. Voilà, dira-t-on, une convention qui vient dix ans plus tard, et qui, élaborée par des gens experts, n'impose pas la rémunération des prestataires, alors cependant que ces pays coloniaux ont beaucoup évolués depuis 1920, comment aurait-on pu penser à cette époque à imposer une règle que l'on n'ose pas encore édicter actuellement ?

Si l'on a bien fait d'obliger à payer leur salaire directement aux travailleurs, n'est-on pas allé trop vite

et n'a-t-on pas fait fi des possibilités en imposant une rémunération égale à celle des travailleurs libres ? Il semble que si ; car c'est avec les ressources que fournissent ces pays que l'on payera les travailleurs, or ces ressources sont faibles, et à vouloir limiter le développement de ces pays à leurs ressources on risque de compromettre l'œuvre entreprise, ou tout au moins d'en retarder la réalisation.

Art. 15. — Toute législation concernant la réparation des accidents ou des maladies résultant du travail et toute législation prévoyant l'indemnisation des personnes à la charge des travailleurs décédés ou invalides, qui sont ou seront en vigueur sur le territoire intéressé, devront s'appliquer aux personnes assujetties au travail forcé ou obligatoire dans les mêmes conditions qu'aux travailleurs libres.

De toute façon toute autorité employant un travailleur au travail forcé ou obligatoire devra avoir l'obligation d'assurer l'existence dudit travailleur si un accident ou une maladie résultant de son travail a pour effet de le rendre totalement ou partiellement incapable de subvenir à ses besoins. Cette autorité devra également avoir l'obligation de prendre des mesures pour assurer l'entretien de toute personne effectivement à la charge dudit travailleur en cas d'incapacité ou de décès résultant du travail.

Cette réparation des accidents est non seulement conforme à la justice, mais est aussi, s'il m'est permis de m'exprimer ainsi, rémunératrice. En effet, l'individu, assuré que les siens et lui-même ne manqueront de rien s'il devient invalide, se livre avec plus de courage et d'attention à son travail qui est ainsi mieux

fait. Mais là encore, hélas ! on va se heurter à une question d'argent, on ne peut en effet compter sur le bénéfice, presque toujours très éloigné, que rapportent les travaux effectués, pour payer ces indemnités.

Art. 16. — Les personnes soumises au travail forcé obligatoire ne devront pas, sauf dans les cas de nécessité exceptionnelle, être transférées dans des régions où les conditions de nourriture et de climat seraient tellement différentes de celles auxquelles elles ont été accoutumées qu'elle offriraient un danger pour leur santé.

Dans aucun cas, un tel transfert de travailleurs ne sera autorisé sans que toutes les mesures d'hygiène et d'habitat qui s'imposent pour leur installation et pour la sauvegarde de leur santé n'aient été strictement appliquées.

Lorsqu'un tel transfert ne pourra être évité, des mesures assurant l'adaptation progressive des travailleurs aux nouvelles conditions de nourriture et de climat devront être adoptées après avis du service médical compétent.

Dans les cas où ces travailleurs sont appelés à exécuter un travail régulier auquel ils ne sont pas accoutumés, des mesures devront être prises pour assurer leur adaptation à ce genre de travail, notamment en ce qui concerne l'entraînement progressif, les heures de travail, l'aménagement de repos intercalaires et les améliorations ou accroissements de rations alimentaires qui pourraient être nécessaires.

On ne saurait qu'approuver la condamnation de ces transferts qui sont dangereux pour la santé des travailleurs et l'organisation sociale et familiale, et

grâce auxquels on impose à des individus des travaux dont ils ne comprennent pas l'utilité et qu'ils font sans aucune bonne volonté. Si parfois ce transfert est indispensable, c'est le moins que l'on s'efforce d'adapter peu à peu ces malheureux aux conditions nouvelles de vie et de travail qui vont leur être faites, à l'effort plus grand qui va leur être demandé, de façon à ménager autant que possible leurs forces et leur santé.

51. — Telles sont les règles générales qui s'appliquent à toutes les formes du travail forcé. Mais pour certaines plus dangereuses ou plus spéciales il a paru nécessaire de compléter ces règles par des dispositions plus précises ou même des interdictions absolues. La Convention réglemente spécialement : les travaux qui entraînent un séjour prolongé, le portage, les cultures vivrières; elle interdit l'emploi du travail forcé comme mesure pénale collective, et dans les mines.

Art. 17. — Avant d'autoriser tout recours au travail forcé ou obligatoire pour des travaux de construction ou d'entretien qui obligeront les travailleurs à séjourner sur des lieux de travail pendant une période prolongée, les autorités compétentes devront s'assurer :

1° Que toutes les mesures nécessaires ont été prises pour assurer l'hygiène des travailleurs et leur garantir les soins indispensables, et que, en particulier : *a)* ces travailleurs subissent un examen médical avant de commencer les travaux et de nouveaux examens à des intervalles déterminés suivant la durée de l'emploi ; *b)* il a été prévu un personnel médical suffisant ainsi que les

dispensaires, infirmeries, hôpitaux et matériel nécessaires pour faire face à tous les besoins ; c) la bonne hygiène des lieux de travail, l'approvisionnement des travailleurs en eau, en vivres, en combustibles et matériel de cuisine ont été assurés d'une manière satisfaisante et des vêtements et un logement satisfaisants ont été prévus s'il est nécessaire.

2° Que des mesures appropriées ont été prises pour assurer la subsistance de la famille du travailleur, notamment en facilitant l'envoi d'une partie du salaire à celle-ci, par un procédé sûr, avec l'assentiment ou sur la demande du travailleur.

3° Que les voyages des travailleurs pour aller au lieu du travail et pour en revenir seront assurés par l'Administration sous sa responsabilité et à ses frais, et que l'Administration facilitera ces voyages en utilisant, dans la plus large mesure possible, tous les moyens de transport disponibles.

4° Que, en cas de maladie ou d'accident du travailleur entraînant une incapacité de travail d'une certaine durée, le rapatriement du travailleur sera assuré aux frais de l'Administration.

5° Que tout travailleur qui désirerait rester sur place comme travailleur libre, à l'expiration de sa période de travail forcé ou obligatoire, aura la faculté de le faire sans être déchu, pendant une période de deux ans, de ses droits au rapatriement gratuit.

Ces règles, assez strictes sur les précautions à prendre en cas de séjour prolongé sur les chantiers, ont provoqué les protestations de certains Etats qui y voyaient matière à réglementation intérieure et proposaient de les inscrire dans une recommandation. Mais le Bureau estima qu'il fallait indiquer dans la convention les conditions générales indispensables

pour que les abus disparaissent pendant la période transitoire.

Certaines des mesures imposées paraissent tout à fait heureuses. La possibilité donnée au travailleur d'assurer la subsistance des siens le rassure sur leur sort, son moral est meilleur, et il travaille mieux. L'utilisation de tous les moyens de transport disponibles évite des pertes de temps, l'usure des forces, et la lassitude morale que cause l'accomplissement de longues étapes monotones.

Mais la disposition, qui de toutes est, semble-t-il, la meilleure, est celle qui permet à un travailleur, resté volontairement à l'expiration de la durée de la contrainte, de pouvoir, pendant deux ans, être encore rapatrié aux frais de l'Administration. L'avant-projet ne prévoyait pas de délai, c'est grâce à une initiative allemande qu'il a été introduit (49). Cette disposition permet aux travailleurs libérés, auxquels les conditions générales de vie du lieu du travail plaisent, d'essayer de s'y adapter et de s'y faire une situation, quittes, s'ils ne réussissent pas, à retourner chez eux. S'ils étaient obligés de se décider tout de suite, beaucoup repartiraient par crainte de ne pouvoir ensuite rentrer chez eux; et, parmi ceux qui seraient restés, beaucoup, bien que le désirant, ne pourraient revenir dans leur tribu faute de subsides. Après deux ans on peut considérer que l'individu s'est définitivement établi. Et cette sorte de colonisation, ainsi facilitée, peut aider beaucoup la mise en valeur

(49) Compte rendu Provisoire, XIV^e Conf., 1930, N^o 24 juin.

de certaines régions grâce à la main-d'œuvre qu'elle y amène.

Mais il est à remarquer que ces sages dispositions ne s'appliqueront probablement pas, la Convention ayant été amputée des textes qui permettaient de porter la durée de la réquisition à 6 mois dans des cas exceptionnels et à 12 mois en cas d'utilisation du contingent. C'est en effet pour cela que cette réglementation avait été prévue, car on ne saurait nommer : séjour prolongé, un séjour de deux mois, surtout étant donné qu'il faut déduire de ce total de 60 jours la durée du voyage aller et retour.

Art. 18. — Le travail forcé ou obligatoire pour le transport de personnes ou de marchandises, par exemple le portage et le pagayage, devra être supprimé dans le plus bref délai possible et, en attendant cette suppression, les autorités compétentes devront édicter des règlements fixant notamment : *a)* l'obligation de n'utiliser ce travail que pour faciliter les déplacements de fonctionnaires de l'Administration dans l'exercice de leurs fonctions, ou le transport du matériel de l'Administration, ou, en cas de nécessité absolument urgente, le transport d'autres personnes que des fonctionnaires ; *b)* l'obligation de n'employer à de tels transports que des hommes reconnus physiquement aptes à ce travail par un examen médical préalable dans tous les cas où cet examen est possible ; dans les cas où il ne sera pas possible, la personne employant cette main-d'œuvre devra s'assurer, sous sa responsabilité, que les travailleurs employés ont l'aptitude physique requise et ne souffrent pas d'une maladie contagieuse ; *c)* la charge maximum à porter par les travailleurs ; *d)* le parcours maximum qui pourra être imposé à ces travailleurs du

lieu de leur résidence ; *e*) le nombre maximum de jours par mois ou par toute autre période, pendant lesquels ces travailleurs pourront être réquisitionnés, en comprenant dans ce nombre les journées du voyage de retour ; *f*) les personnes qui sont autorisées à faire appel à cette forme de travail forcé ou obligatoire ainsi que la mesure dans laquelle elles ont le droit d'y recourir.

En fixant les maxima dont il est question sous les lettres *c*), *d*), *e*) du paragraphe précédent, les autorités compétentes devront tenir compte des divers éléments à considérer, notamment de l'aptitude physique de la population qui devra subir la réquisition, de la nature de l'itinéraire à parcourir, ainsi que des conditions climatiques.

Les autorités compétentes devront, en outre, prendre des dispositions pour que le trajet quotidien normal des porteurs ne dépasse pas une distance correspondant à la durée moyenne d'une journée de travail de huit heures, étant entendu que, pour la déterminer, on devra tenir compte non seulement de la charge à porter et de la distance à parcourir, mais encore de l'état de la route, de l'époque de l'année et de tous les autres éléments à considérer ; s'il était nécessaire d'imposer aux porteurs des heures de marche supplémentaires, celles-ci devront être rémunérées à des taux plus élevés que les taux normaux.

Parfois les rôles sont renversés et les transportés deviennent transporteurs. On reconnaît généralement que le portage est une des formes les plus terribles du travail forcé, aussi est-ce la presque unanimité qui admet les règles édictées dans l'article 18 ; certains Etats demandèrent même que l'on apportât plus de précision dans la détermination des maximum pré-

vus à c), d), e), mais le Bureau s'y refusa parce qu'ils devront varier avec les conditions locales. Cependant, le Portugal ne voyait pas l'utilité d'insérer dans une convention internationale ces règles et limites sur le portage parce que la variété des conditions dans les diverses colonies rendraient la fixation des principes généraux pratiquement inefficace ⁽⁵⁰⁾.

C'est la commission de la XIV^e Conférence qui, en 1930, détermina qui pourrait utiliser le portage. Son emploi n'est permis que pour l'Administration et, en cas de « nécessité absolument urgente », pour d'autres personnes que les fonctionnaires. Le portage des marchandises est donc interdit, et c'est là certainement une grosse charge en moins pour les indigènes.

Tandis que nous avons vu l'article 13 dire que les heures de travail seraient « les mêmes que celles en usage pour les travailleurs libres » ; ici, il est prévu que le trajet normal quotidien ne doit pas dépasser une distance correspondant « à la durée moyenne d'une journée de travail de huit heures ». Cela vient de ce que la Conférence en 1930 ⁽⁵¹⁾, après avoir rejeté l'amendement ouvrier pour l'article 13, l'a admis pour cet article, sans doute parce que l'on ne craignit pas dans ce cas de créer une concurrence au travail libre.

En attendant la disparition complète du portage « dans le plus bref délai possible », cette réglementation en atténuera les abus grâce surtout à la fixation des maxima prévus à c), d), e). Mais on peut lui

(50) Rapport Bleu, 1930, p. 188-189.

(51) Compte rendu Prov., XIV^e Conf., N° 26 juin 1930.

reprocher d'être trop restée dans le vague et d'ouvrir ainsi la route à certains abus. Qu'entendra-t-on par « nécessité absolument urgente » ? quels maxima seront fixés ? Ne peut-on pas redouter que les Etats n'abusent des pouvoirs qui leur sont laissés ?

Art. 19. — Les autorités compétentes ne devront autoriser le recours aux cultures obligatoires que dans le but de prévenir la famine ou une disette de produits alimentaires et toujours sous la réserve que les denrées ou les produits ainsi obtenus devront rester la propriété des individus ou de la collectivité qui les aura produits.

Le présent article ne devra pas avoir pour effet, lorsque la production se trouve organisée, suivant la loi et la coutume, sur une base communale et lorsque les produits et les bénéfices provenant de la vente de ces produits restent la propriété de la collectivité, de supprimer l'obligation pour les membres de la collectivité de s'acquitter du travail ainsi imposé.

Dans l'avant-projet établi par le Bureau il y avait une disposition autorisant l'emploi de cultures d'exportation, parce qu'éducatives, mais en le soumettant aux conditions suivantes : qu'elles cesseraient dès que les collectivités se seraient accoutumées au travail, qu'elles seraient accomplies sur des terres appartenant aux intéressés, que le produit de ces cultures deviendrait la propriété de ces derniers, qui devraient être protégés contre toute tromperie et assurés de vendre leurs produits dans les meilleures conditions possible. Car les principaux Etats coloniaux avaient fait ressortir que le meilleur moyen de combattre l'in-

dolence et la routine des indigènes c'est de les obliger, qu'interdire l'emploi des cultures d'exportation ce serait priver les indigènes de ressources pour se procurer les vivres nécessaires, que la possibilité qu'il y ait des abus n'est pas une raison d'écarter un principe légitime (52). Cependant à la XIV^e Conférence, M. Jouhaux s'éleva contre l'emploi des cultures éducatives et la disposition les autorisant fut supprimée.

Sans doute parfois l'emploi de la force pour faire cultiver des produits d'exportation a engendré des abus. Mais, si l'on admet que le profit personnel est un grand moteur de l'activité humaine, il est indéniable que, grâce aux profits qu'en retirent les indigènes, les cultures d'exportation sont, maniées avec précaution, un excellent moyen d'éducation. Les conditions de leur emploi indiquées dans l'avant-projet auraient dû rassurer tout le monde, et l'impossibilité d'employer ce moyen d'éducation n'aurait pas empêché certains pays de ratifier cette convention.

Art. 20. — Les législations prévoyant une répression collective applicable à une collectivité entière pour des délits commis par quelques-uns de ses membres ne devront pas comporter le travail forcé ou obligatoire pour une collectivité comme une des méthodes de répression.

Art. 21. — Il ne sera pas fait appel au travail forcé ou obligatoire pour les travaux souterrains à exécuter dans les mines.

La Belgique demande que l'interdiction de l'article 20 soit levée en ce qui concerne les travaux d'in-

(52) Rapport Bleu, 1930, p. 192-193.

térêt local, mais le Bureau fit observer que c'était principalement à cette sorte de travaux qu'était employé ce travail pénal, et que le permettre dans ce cas reviendrait à supprimer en fait l'interdiction édictée.

52. — Que toutes ces dispositions soient générales ou spéciales, ce sont tout autant de règles dont il faut assurer l'application. La convention prévoit dans ce but diverses mesures.

Art. 22. — Les rapports annuels que les membres qui ratifient la présente Convention s'engagent à présenter au Bureau International du Travail, conformément aux dispositions de l'article 408 du Traité de Versailles et des articles correspondants des autres Traités de paix, sur les mesures prises par eux pour donner effet aux dispositions de la présente Convention, devront contenir des informations aussi complètes que possible, pour chaque territoire intéressé, sur la mesure dans laquelle il aura été fait appel au travail forcé ou obligatoire dans ce territoire, ainsi que sur les points suivants : fins auxquelles ce travail aura été effectué ; taux de morbidité et de mortalité ; heures de travail ; méthodes de paiement des salaires et taux de ces derniers ; ainsi que tous autres renseignements pertinents.

Tel qu'il est, cet article se heurta à l'opposition du Portugal qui y voyait une interprétation de l'article 408 parce que les divers points auxquels les rapports devront répondre sont spécifiés. Mais M. Vernon ⁽⁵³⁾ fit ressortir de quelle importance seraient les

(53) Délégué Britannique.

renseignements ⁽⁵⁴⁾ obtenus lorsqu'il y aurait lieu de reviser, et le texte fut adopté.

Les divers gouvernements, auxquels le questionnaire avait été soumis, se montrèrent en général opposés à l'institution d'une commission d'experts spéciale. D'une part, ils redoutaient son ingérence; d'autre part, ils la proclamaient inutile, une commission chargée de l'examen des rapports annuels et dont le Conseil d'administration peut modifier la composition et y faire entrer des experts en matière coloniale existant déjà.

En dehors de ce rapport annuel les Etats devront aussi établir une réglementation et prendre diverses mesures.

Art. 23. — Pour donner effet aux dispositions de la présente Convention, les autorités compétentes devront promulguer une réglementation complète et précise sur l'emploi du travail forcé ou obligatoire.

Cette réglementation devra comporter, notamment, des règles permettant à chaque personne assujettie au travail forcé ou obligatoire de présenter aux autorités toutes réclamations relatives aux conditions de travail qui lui sont faites et lui donnant des garanties que ces réclamations seront examinées et prises en considération.

Cet article donne mission aux autorités compétentes d'établir une réglementation précise, et à laquelle il est plusieurs fois fait allusion au cours de la convention (art. 8 et 11). On laisse ainsi les Etats libres

(54) Compte rendu Prov., XIV^e Conf., N^o 26 juin 1926.

de tenir compte des conditions locales diverses et l'on évite de surcharger de détails le texte de la convention.

Mais cet article précise aussi que les assujettis pourront présenter des réclamations qui devront être examinées et prises en considération. Au sujet de cette précision, on discuta pour savoir s'il fallait accorder le droit syndical aux travailleurs forcés. Malgré le groupe ouvrier la commission ⁽⁵⁵⁾ en 1929 avait rejeté cette idée parce que c'était une question générale à traiter à part et parce que, le travail forcé privé étant interdit, ce serait permettre aux travailleurs de protester contre la puissance publique ce qui créerait une situation délicate. La Commission ⁽⁵⁶⁾ en 1930 substitue les termes « permettant à chaque personne assujettie » et « que ces réclamations seront examinées et prises en considération » aux textes que l'avant-projet qui étaient : « permettant aux travailleurs assujettis » et « de négocier à ce sujet » ; et cela pour bien marquer qu'on ne reconnaît à ces travailleurs aucun droit syndical et parce qu'admettre des négociations c'est approcher du syndicalisme.

Donc tout en leur donnant le droit de réclamer, on lui enlève une grande partie de son utilité, puisque l'on supprime ce qui fait sa force : le droit syndical. Ce dernier aurait été un utile contrepoids à l'autorité toute-puissante de l'Administration dans ces pays où la crainte de l'opinion publique n'existe pas ; mais on

(55) Compte rendu Prov., XII^e Sess., Conf., 1929, N^o 15 juin.

(56) Compte rendu Prov., XIV^e Sess., Conf., 1930, N^o 24 juin.

a redouté, semble-t-il, qu'étant donné l'absence de formation civique des individus, l'action de ces syndicats ne prennent vite une tournure révolutionnaire.

Art. 24. — Des mesures appropriées devront être prises dans tous les cas pour assurer la stricte application des règlements concernant l'emploi du travail forcé ou obligatoire, soit par l'extension au travail forcé ou obligatoire des attributions de tout organisme d'inspection déjà créé pour la surveillance du travail libre, soit par tout autre système convenable. Des mesures devront également être prises pour que ces règlements soient portés à la connaissance des personnes assujetties au travail forcé ou obligatoire.

Il est regrettable que l'on n'ait pas plus insisté sur la nécessité d'organiser une inspection dont le personnel soit assez nombreux pour assurer une surveillance efficace, et ait assez de pouvoir pour faire cesser de suite les abus.

Art. 25. — Le fait d'exiger illégalement du travail forcé ou obligatoire sera passible de sanctions pénales et tout Membre ratifiant la présente Convention aura l'obligation de s'assurer que les sanctions imposées par la loi sont réellement efficaces et strictement appliquées.

Il était nécessaire de le dire pour qu'ensuite les Etats ne cherchent pas à s'excuser d'avoir toléré des faits contraires aux règles posées par la Convention en alléguant leur impuissance, faute de sanctions prévues.

53. — Donc de multiples façons on s'est efforcé de rendre efficace les règles établies dans la Convention. Mais à quoi servira tout cela si les Etats en ratifiant usent de la réserve permise par l'article 421 du Traité de Versailles et exceptent leurs colonies et possessions des lieux où cette convention s'appliquera.

Art. 26. — Tout Membre de l'Organisation Internationale du Travail qui ratifie la présente Convention s'engage à l'appliquer aux territoires soumis à sa souveraineté, juridiction, protection, suzeraineté, tutelle ou autorité, dans la mesure où il a le droit de souscrire à des obligations touchant à des questions de politique intérieure. Toutefois, si ce Membre veut se prévaloir des dispositions de l'article 421 du Traité de Versailles et des articles correspondants des autres Traités de paix, il devra accompagner sa ratification d'une déclaration faisant connaître :

1° Les territoires dans lesquels il prétend appliquer intégralement les dispositions de la présente Convention ;

2° Les territoires dans lesquels il entend appliquer les dispositions de la présente Convention avec des modifications et en quoi consistent lesdites modifications ;

3° Les territoires pour lesquels il réserve sa décision.

La déclaration sus-mentionnée sera réputée partie intégrante de la ratification et portera des effets identiques. Tout Membre qui formulera une telle déclaration aura la faculté de renoncer, par une nouvelle déclaration, à tout ou partie des réserves contenues, en vertu des alinéas 2 et 3 ci-dessus, dans sa déclaration antérieure.

L'article 421 du Traité de Versailles permet aux Etats de ne pas appliquer les conventions qu'ils rati-

fient à leurs colonies protectorats ou possessions, devait-on laisser cette possibilité dans une convention dont la portée est en grande partie coloniale? On redoutait, si l'on agissait ainsi, d'annuler à peu près complètement ses effets. C'est pourquoi la XII^e Conférence inséra dans le questionnaire la demande suivante : estimait-on que la ratification de la convention devait comporter son application sans qu'il soit possible de faire état des réserves permises par l'article 421 ?

Mais cet article 421 faisant partie du cadre général dans lequel doivent être rédigées les conventions, il n'était pas au pouvoir ⁽⁵⁷⁾ d'une simple convention d'en supprimer l'application. D'ailleurs cet article ne signifie pas que les Etats peuvent arbitrairement soustraire leurs colonies à l'application des conventions; mais les rédacteurs, pour éviter que les Etats ne soient empêchés de les ratifier par les conditions spéciales qui existent aux colonies leur donnèrent la possibilité de faire des réserves, cela uniquement pour faciliter les ratifications; une fois les réserves faites la ratification ne peut être ni révoquée ni modifiée. De plus, on ne peut appliquer des règles uniformes à des pays aussi inégalement évolués.

C'est pourquoi, après avoir précisé que les Etats qui ratifieront cette convention devront l'appliquer à leurs colonies, on prévoit cependant le cas où ils voudraient se prévaloir de l'article 421. Mais la déclaration qu'ils devront faire permettra aux autres

(57) Rapport annexé au Questionnaire Rose, p. 74 et 78.

Etats de connaître exactement la portée des ratifications déjà enregistrées.

La solution mixte adoptée est en tous points louable, l'article 26 permet « en donnant aux Etats ratificateurs la possibilité de renoncer aux réserves inscrites dans leur ratification, d'étendre progressivement l'application de la convention » (59).

Enfin deux articles ont encore été la cause de discussions : l'article 28 (60) qui prévoit que la présente

(59) Rapport Bleu, 1930, p. 136.

(60) Articles de la Convention qui n'ont pas été reproduits ailleurs :

Art. 27. — Les ratifications officielles de la présente convention dans les conditions prévues à la Partie XIII du Traité de Versailles et aux parties correspondantes des autres Traités de paix seront communiquées au Secrétaire Général de la Société des Nations et par lui enregistrées.

Art. 28. — La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation Internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée au Secrétariat.

Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Secrétaire Général.

Par la suite cette ratification entrera en vigueur pour chaque membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

Art. 29. — Aussitôt que les ratifications de deux Membres de l'Organisation Internationale du Travail auront été enregistrées au Secrétariat, le Secrétaire Général de la Société des Nations notifiera ce point à tous les membres de l'Organisation Internationale du Travail. Il leur notifiera également l'enregistrement des ratifications qui lui seront ultérieurement communiquées par tous autres Membres de l'Organisation.

Art. 30. — Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Secrétaire Général de la Société des Nations et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée au Secrétariat.

Tout membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de sa faculté de dénonciation prévue par le présent article, sera lié pour une nouvelle période de cinq années, et par la suite pourra dénon-

convention « entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Secrétaire général » ; et l'article 31 qui indique qu'à « l'expiration de chaque période de cinq années à partir de l'entrée en vigueur », le Conseil d'administration présentera un rapport sur l'application de la Convention et décidera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence sa révision totale ou partielle.

Nous avons vu précédemment les discussions qui avaient été soulevées par la fixation d'un délai de cinq ans, au lieu de celui habituel de 10 ans.

Au cours de la discussion sur l'article 28, on avait essayé à la Commission du Travail Forcé de la XIV^e Conférence en 1930 ⁽⁶¹⁾ de faire adopter un amende-

cer la présente convention à l'expiration de chaque période de cinq années dans les conditions prévues au présent article.

Art. 31. — A l'expiration de chaque période de cinq années à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention, le Conseil d'administration du Bureau International du Travail devra présenter à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et décidera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

Art. 32. — Au cas où la Conférence générale adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit dénonciation de la présente convention sans condition de délai nonobstant l'article 30 ci-dessus, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur.

A partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

La présente convention demeurerait toutefois en vigueur dans sa forme et teneur pour les membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la nouvelle convention portant révision.

Art. 33. — Les textes Français et Anglais de la présente convention feront foi l'un et l'autre.

(61) Compte rendu Prov., XIV^e Conf., 1930, N° 24 juin.

ment aux termes duquel seule la ratification de certains Etats à désigner ferait entrer en vigueur la Convention. Cela aurait évité que les puissances coloniales, principales intéressées, ne soient liées par les ratifications des autres Etats. Mais ce projet échoua et c'est la règle commune qui joue.

54^e — Nous venons de voir rapidement et les principes posés dans cette convention, et les règles générales concernant sa ratification que l'on a cru devoir insérer. Mais on n'a pas pu y mettre tous les détails que l'on aurait voulu, aussi, pour donner cependant des directives aux Etats sur certains points, on y a joint deux recommandations : l'une sur l'emploi de la contrainte indirecte et l'autre sur la réglementation du travail forcé ou obligatoire.

Certains Etats prétendirent qu'en réglant ces questions on touchait à des points de politique coloniale. Mais le Bureau fit remarquer que ces recommandations ne touchaient pas à « ces questions de politique coloniale en elles-mêmes, mais qu'elles les mentionnaient seulement du point de vue de leur conséquence sur les problèmes du travail » (62).

I. Recommandation : La Conférence recommande à chaque Membre de prendre en considération les principes suivants :

I. — Les disponibilités en main-d'œuvre, les aptitudes au travail de la population et les effets néfastes qu'une modification trop brusque dans les habitudes d'existence

(62) Rapport Bleu, 1930, p. 197.

et de travail de cette population peut avoir sur son état social, sont des facteurs dont toute Administration devrait tenir compte pour résoudre les problèmes qui se posent en relation avec le développement économique des territoires peu évolués, et, en particulier, pour prendre des décisions relativement à :

a) L'augmentation du nombre et de l'étendue des entreprises industrielles, minières et agricoles dans lesdits territoires.

b) L'établissement des éléments non autochtones dans ces territoires s'il y a lieu.

c) L'octroi de concessions forestières ou autres ayant ou non le caractère de monopoles.

II. — Il convient d'éviter de recourir aux divers moyens indirects ayant pour effet d'aggraver artificiellement la pression économique qui pousse déjà certains éléments d'une population vers le travail salarié, et notamment les moyens qui consistent :

a) A imposer aux populations des charges fiscales si lourdes qu'elles auraient pour effet de les amener à s'engager comme travailleurs salariés au profit d'entreprises privées.

b) A apporter de telles restrictions à la possession, à l'occupation ou à l'usage de la terre qu'il en résulterait de réelles difficultés pour le travailleur qui désirerait pourvoir à ses besoins par la culture libre.

c) A étendre d'une façon abusive la notion généralement acceptée du vagabondage.

d) A édicter des réglementations sur les permis de circulation qui auraient pour effet de placer les travailleurs au service d'autrui dans une position avantageuse par rapport aux autres travailleurs.

III. — Il convient de ne pas apporter à la libre circulation de la main-d'œuvre d'un emploi à un autre ou d'une région à une autre des restrictions qui pourraient avoir le résultat indirect de contraindre les travailleurs

à rechercher un emploi dans certaines industries ou dans certaines régions déterminées, sauf dans les cas où de telles restrictions paraissent nécessitées par l'intérêt même de la population des travailleurs dont il s'agit.

C'est à juste titre que cette recommandation fait ressortir qu'un développement économique trop rapide par rapport aux possibilités de la main-d'œuvre est une cause de travail forcé. En effet, le grand nombre des concessions multiplie les besoins de main-d'œuvre et les colonisateurs s'efforcent d'attirer les travailleurs par des promesses alléchantes, ou de les amener de force par des moyens de contrainte plus ou moins déguisés.

Dans une Convention destinée à faire disparaître les abus du travail forcé il fallait tenir compte de cette contrainte indirecte et mettre les gouvernements en garde contre son emploi, car ses dangers sont les mêmes.

Mais pour que les individus puissent éviter toutes les embuches qui leur sont tendues, il faut qu'une réglementation appropriée fixe l'application de leurs droits et que ces derniers soient portés à leur connaissance.

2. Recommandation : La Conférence recommande à chaque Membre de prendre en considération les principes et règles suivants :

I. — Toute réglementation promulguée en application du projet de Convention concernant le travail forcé ou obligatoire, ainsi que toutes autres dispositions législatives ou réglementaires relatives à l'emploi du travail

forcé ou obligatoire, en vigueur au moment de la ratification dudit projet de convention ou promulguées ultérieurement, y compris toutes lois ou règlements concernant la réparation ou l'indemnisation en cas de maladie ou d'accident survenu au travailleur ou en cas de décès de ce dernier, devraient être imprimées par les soins des autorités compétentes dans une ou plusieurs langues indigènes de façon à ce que ces textes puissent être portés à la connaissance des travailleurs intéressés et de la population parmi laquelle ces travailleurs sont recrutés. Les textes ainsi imprimés devraient être largement distribués et, s'il était nécessaire, toutes dispositions devraient être prises pour que les travailleurs et la population intéressés en soient informés verbalement; on devrait également pouvoir se procurer des copies de ces textes au prix de revient.

II. — Le recours au travail forcé ou obligatoire devrait être réglementé de manière à ne pas compromettre la production de la nourriture des collectivités intéressées.

III. — Lorsqu'il est fait emploi de travail forcé ou obligatoire, toutes les mesures possibles devraient être prises pour s'assurer que l'exécution de ce travail n'aura jamais pour conséquence indirecte un recours illégal au travail forcé ou obligatoire des femmes ou des enfants.

IV. — Toutes les mesures possibles devraient être prises pour réduire la nécessité du recours au travail forcé ou obligatoire pour le transfert de personnes ou de marchandises. Ce recours devrait être interdit dans tous les cas où il serait possible d'user des moyens de traction animale ou mécanique.

V. — Toutes les mesures possibles devraient être prises pour éviter que les travailleurs soumis au travail forcé ou obligatoire ne soient pas exposés à la tentation d'abuser des boissons alcooliques.

La Convention renvoie souvent à une réglementation qui doit être établie par chaque Etat. La recommandation suggère, pour en assurer la connaissance par les intéressés, un moyen de publicité qui semble être le seul possible et efficace.

Que l'emploi du travail forcé soit réglé de telle façon qu'il n'oblige à travailler ni les femmes ni les enfants, c'est une précaution qu'il faut évidemment prendre. Il serait inutile de réglementer l'usage du travail forcé si c'était pour laisser subsister ses dangers les plus graves.

Enfin le cinquième alinéa, qui recommande de prendre des mesures pour éviter que les travailleurs ne soient exposés aux tentations de l'alcool, montre la préoccupation d'assurer leur bien-être physique et moral. Car si l'alcoolisme ruine les forces physiques il est aussi un facteur de démoralisation.

Ces deux recommandations précisent et complètent la Convention que l'on peut résumer en quelques mots. Elle pose comme principe l'abolition du travail forcé, toutefois elle en permet l'emploi transitoire pour des fins publiques, mais elle prend en même temps de nombreuses précautions pour que cet emploi n'engendre pas d'abus.

55. — Ce n'est pas sans difficultés que l'Organisation Internationale du Travail est parvenue à établir un texte qui contienne des règles précises et suffisantes sans trop heurter tous les intérêts divers en cause. A présent que ce texte est établi, quelle attitude auront les Etats intéressés ?

Quelle influence cette convention aura-t-elle, quels résultats peut-on espérer de sa mise en vigueur tant dans les pays coloniaux que dans les pays libres ? C'est là la question que nous étudierons dans un chapitre suivant.

Mais auparavant, de même que nous avons pu apprécier par les nombreux exemples déjà cités ce qu'est le travail forcé aux colonies, de même nous devons étudier brièvement les formes qu'il revêt dans certains Etats de l'Europe, afin de mieux pouvoir nous rendre compte du rôle que cette convention peut être appelée à jouer. Nous allons donc examiner comment le travail forcé est employé en Bulgarie et dans l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques.

CHAPITRE VI

Le Travail Forcé en Europe

I. — En Bulgarie

II. — En Russie

- I. — *Bulgarie : Le Travail Civil Obligatoire. — But : économique, éducatif, social. — Organisation primitive et actuelle. — Formes : Prestations régulières et Prestations temporaires. — Critiques diverses : économiques et sociales.*
- II. — *Russie : Le Travail forcé dans la Constitution et sous le communisme de guerre. — Adoucissement et avènement de la Nep : Pourquoi ? Résistance paysanne. — Période actuelle : Travail forcé en général dans l'industrie : contrainte directe, indirecte et morale. — Travail forcé dans l'industrie du bois de charpente : l'Obligation personnelle des paysans locaux, Recrutement par contrat auquel l'individu n'est pas partie, Service de Travail Forcé. — Danger économique.*

56. — Ce n'est pas que dans les colonies et les pays peu développés qu'existe le travail forcé, ce ne sont pas que les populations dites sauvages qui en souffrent. Il y a en Europe des nations qui l'emploient couramment, ce sont : la Bulgarie et la Russie. Toutefois, il faut étudier séparément les formes qu'il re-

vêt dans chacune d'elles. Le travail civil obligatoire tel qu'il existe en Bulgarie n'a rien de semblable au travail forcé tel qu'il est pratiqué en Russie.

I

57. — La Bulgarie, tenue à de lourdes obligations ensuite de la guerre, a trouvé dans l'institution du travail obligatoire un moyen pratique de développer et multiplier les grands travaux publics. Puisqu'on ne pouvait plus, en raison des Traités de Paix, recruter les citoyens pour leur apprendre le métier militaire, on eut l'idée de les employer à divers travaux d'utilité générale ou locale. Quels buts désirait-on atteindre, quels moyens a-t-on employés, quels résultats ont été obtenus ? telles sont les questions auxquelles nous allons nous efforcer de répondre.

58. — M. Stambolisky (1), auteur de la loi, a fait devant le parti agrarien un discours dans lequel il explique qu'il poursuit un but à la fois économique, éducatif et social.

Economique, car la Bulgarie ruinée par la guerre a de nombreux travaux d'intérêt public à mener à bien. Or, si elle ne possède pas l'argent nécessaire pour les exécuter, elle dispose d'une force inemployée en la personne de jeunes gens qui ne sont pas soumis au service militaire. Il est normal de les utiliser pour le bien commun en les obligeant à participer à des tra-

(1) *Etudes et Documents, Série C, N° 3, Bureau Internat. Travail.*

vaux importants. De cette façon l'Etat aura de la main-d'œuvre à bon compte et pourra rapidement exécuter des travaux d'utilité générale.

Educatif, parce que les individus qui y seront soumis développeront leurs capacités physiques et leurs connaissances intellectuelles, puisque, avant de les envoyer dans des équipes de travailleurs, on les instruira dans des écoles spéciales. De cette façon, ils se perfectionneront dans leur métier et apprendront la technique moderne.

Social, car d'une part les assujettis contracteront l'habitude de travailler pour le bien commun, et d'autre part les classes de la société ainsi mélangées apprendront à se connaître et à s'estimer.

59. — Ce triple but n'avait sans doute rien de belliqueux, mais le souvenir du service militaire était encore trop récent pour ne pas inspirer l'organisation nouvelle. Après quelques années de fonctionnement le système fut adouci.

La première loi qui organise ce service civil date du 10 juin 1920, elle est bientôt modifiée par une deuxième du 9 novembre 1921 (2). On distingue « les prestations régulières » et les « prestations temporaires ».

Tout Bulgare valide, non exempté, et qui ne s'est pas racheté, doit fournir à l'Etat une certaine quantité de travail. Les femmes y sont soumises comme les hommes, celles-ci de 16 à 30 ans, et ceux-là de 20

(2) *Rev. Internat. Trav.*, janvier 1926, p. 92.

à 40 ans. La durée de ce service, primitivement fixée à 12 mois pour les hommes et 6 mois pour les femmes, est réduite en 1921 à 8 mois et 4 mois. Sont exemptés ceux qui ont déjà servi au moins trois mois pour l'Etat, et les femmes mariées. On peut obtenir des sursis.

Une administration spéciale est chargée de l'organisation de ce service. Les jeunes filles restent chez elles, mais elles sont tenues de suivre des cours pendant un certain temps, et ensuite d'appliquer « leurs connaissances à des travaux d'utilité générale (confection pour les troupes, les hospices, etc... (3) ». Les jeunes gens sont encadrés et casernés. Ils suivent d'abord des cours spéciaux, puis on forme des équipes que cette administration occupe elle-même ou met à la disposition des différents ministères qui peuvent en avoir besoin. Souvent le contingent appelé n'est pas conservé jusqu'à la fin du temps légal : ainsi, en 1923, sur 28.754 personnes appelées le 20 avril, 15.210 seulement continuèrent à travailler de juillet à novembre. On exécute ainsi des travaux d'intérêt général tels que routes, voies ferrées, ponts, etc... C'est là ce que l'on appelle « la prestation régulière ».

Mais les mêmes lois organisent aussi une « prestation temporaire », obligatoire pour les hommes et les femmes, dans les mêmes limites d'âge, mais dont la durée ne peut dépasser 21 jours par an. Elle est imposée par l'Etat, et lorsque le gouvernement or-

(3) *Législation Industrielle*, P. Pic, p. 136.

(4) *Rev. Int. du Trav.*, janvier 1926, p. 96.

donne son emploi, les municipalités doivent trouver des travaux à faire et en supporter les frais. Les exemptions sont plus larges. Il n'est pas question de casernement puisque le travail est exécuté sur le lieu même de la résidence des travailleurs. Les prestataires sont employés à des travaux publics d'intérêt local : tels que la construction d'un petit pont ou le pavage des rues.

Toujours en vertu des mêmes lois, certaines dispositions sont communes aux deux sortes de travaux. On ne verse pas de rémunération aux assujettis à qui l'on donne une éducation physique et intellectuelle et que l'on spécialise dans leur métier (5). Le rachat n'est permis que dans une certaine proportion : 20 % des appelés pour la prestation régulière, 30 % pour la prestation temporaire. Le taux du rachat, qui varie avec la fortune, est très élevé, ainsi un prestataire régulier doit, pour se racheter, payer entre 12.000 et 48.000 levas.

Cette organisation à la fois militaire et civile, cette contrainte à la fois travail forcé et mesure fiscale, attira l'attention de l'Organisation Internationale du Travail; et sur l'invitation de la Bulgarie, le Bureau délégua M. Lazard pour étudier sur place cette forme de travail. Mais depuis cette enquête, qui eut lieu en 1922, plusieurs modifications sont intervenues (5bis).

Seuls les jeunes gens de 21 ans sont astreints à

(5) Et. et Doc., Série C, N° 3. — Cela est surtout vrai pour les prestataires réguliers.

(5 bis) Contenues surtout dans un nouveau règlement publié au Journal Officiel Bulgare les 31 mai et 2 juin 1924. — *Inf. Soc.*, V° XI, N° 7 juillet 1924.

fournir une prestation régulière d'une durée de deux à six mois (6) ; les femmes et les jeunes filles n'y sont plus soumises, leur emploi n'ayant pas donné de bons résultats (7). Une commune qui a besoin de prestataires réguliers pour l'exécution de travaux locaux peut en demander à la direction, pourvu qu'il en faille au minimum cinquante et au maximum un nombre égal à celui des citoyens de la commune qui y sont assujettis (8). Depuis un décret de 1923 les individus au service de l'Etat, des villes et des particuliers doivent toucher intégralement leur salaire pendant la durée de leur service obligatoire (9). — La durée de la prestation temporaire est réduite à 10 jours, mais elle est exigible de 21 à 50 ans (10) ; c'est la commune qui en vote l'emploi, et elle doit le faire autoriser par le gouvernement (11). — Le taux de rachat est abaissé et varie entre 9.000 et 32.000 levas pour la prestation régulière.

60. — Voilà donc les deux formes de travail forcé que nous rencontrons en Bulgarie. Bien que d'un poids, semble-t-il, assez faible, on les a cependant critiquées parce qu'elles nécessitent l'emploi de la contrainte et qu'elles donneraient de mauvais résultats économiques et sociaux.

(6) Compte rendu Prov., XII^e Conf. Trav., 1929, Séance 10 juin, Discours de M. Bobochewsky.

(7) *Inf. Soc.*, V^e VII, N^o 27 juillet 1923, p. 143.

(8) *Inf. Soc.*, V^e XI, n^o 7 juillet 1924, p. 44.

(9) *Inf. Soc.*, V^e VII, N^o 21 septembre 1923, p. 524.

(10) Compte rendu Prov., XII^e Conf. Int. Trav., 1929, Séance 10 juin, Discours de M. Bobochewsky.

(11) *Inf. Soc.*, V^e XXXIV, N^o 21 avril 1930.

Qu'il y ait contrainte, c'est certain, puisque des peines sont prévues contre les assujettis qui ne viennent pas accomplir leur période. Il s'agit donc bien d'un travail « exigé d'un individu sous menace d'une peine quelconque et pour lequel ledit individu ne s'est pas offert de plein gré ». Remarquons cependant que si les travailleurs ne s'offrent pas volontairement, ils peuvent être tenus pour consentants, puisque ce pays jouit d'un gouvernement représentatif, que les députés ont été plusieurs fois soumis à une réélection depuis l'établissement de ce service obligatoire et que les lois qui l'établissent n'ont pas été abrogées.

Il ne semble pas qu'économiquement et financièrement cette organisation ait été une mauvaise opération. Sans doute au début, par suite de tâtonnements inévitables, il y eut une période pendant laquelle le coût des travaux était plus élevé que leur valeur normale, mais cela a changé et en 1930 le bénéfice total s'est monté à 139.239.000 levas ^(11bis). De plus, les multiples travaux que l'on a exécutés ont contribué par leur utilité à l'augmentation de la richesse générale. On a construit : en 1923, 25 ponts de pierre ⁽¹²⁾ ; en 1925-26, 215 km. de routes nouvelles et 61 km. de voies ferrées ⁽¹³⁾.

Enfin on a reproché, à la disposition qui permet le rachat, d'être une cause de haine sociale, car, étant donnée le taux élevé qui est imposé, seuls les favo-

(11 bis) *Inf. Soc.*, V° XXXIV, N° 21 avril 1930.

(12) *Rev. Int. Trav.*, janvier 1926.

(13) *Inf. Soc.*, V° XXI, N° 14 février 1927, p. 299.

risés de la fortune peuvent se libérer de ce service. Mais c'est justement cette possibilité de rachat qui permet de voir dans ce travail forcé une mesure fiscale « se rapprochant plus des prestations que du service militaire ⁽¹⁴⁾ ».

En effet si l'on se place sur le plan international et au point de vue de la Convention de 1930, il n'est pas douteux que les prestations temporaires sont une mesure fiscale dont l'emploi est toléré par l'article 10 de ladite convention. Mais il ne semble pas que l'on puisse en dire autant des prestations régulières dont la durée normale dépasse de beaucoup la durée maximum permise ; toutefois tandis que la Convention permet d'exiger toutes les années soixante jours de travail, la Loi bulgare n'impose ce service régulier qu'une fois durant toute la vie.

De plus il faut remarquer que les travaux ainsi effectués ne sont pas susceptibles de gêner en quoi que ce soit l'économie générale des autres pays. Nous verrons qu'il n'en est pas de même des travaux exécutés en U. R. S. S.

Nous voici donc en face de deux formes de travail forcé utiles et rémunérées. Leur poids n'est pas lourd. Et ce travail organisé comme nous venons de le voir ne paraît pas donner lieu à de graves abus. En effet, s'il y en avait, on en serait de suite informé, car l'on peut facilement avoir, sur ce qui se passe en Bulgarie, des renseignements précis.

(14) Législation Industrielle, P. Pic, p. 136.

II

61. — Il n'en est malheureusement pas de même en ce qui concerne l'U. R. S.S. Les renseignements que l'on a sont vagues et discordants, cela pour deux raisons. Tout d'abord le gouvernement, monopolisant tous les moyens d'informations et exerçant une censure très rigoureuse, ne laisse connaître que ce qu'il veut bien et qu'il juge n'être pas contraire à ses intérêts. Ensuite, les enquêteurs qui s'y rendent sont, malgré eux, juges et parties ; car la nouveauté des conceptions sociales appliquées, la crainte qu'elles inspirent aux uns, l'espoir qu'elles donnent aux autres, font qu'il est très difficile de ne pas être frappé surtout par ce qui correspond à nos idées et de ne pas laisser plus ou moins le reste dans l'ombre. C'est pourquoi, dans ces quelques lignes consacrées à l'étude du travail forcé en Russie, nous ne ferons état, autant que possible, que de notions puisées dans des textes de loi ou dans des journaux soviétiques ⁽¹⁵⁾.

62. — On peut distinguer trois phases dans l'histoire de l'emploi du travail forcé en U. R. S. S. C'est d'abord la période du communisme de guerre, de 1918 à 1922, pendant laquelle plusieurs fois on fit appel à la contrainte pour obtenir des travailleurs. Puis avec la N. E. P. reparaît la liberté du travail et de l'embauchage. C'est avec la mise en vigueur du

(15) Etant donné leur dépendance vis-à-vis du gouvernement, on peut tenir pour vrai tout ce qu'ils disent qui peut être interprété contre le régime.

Plan Quinquennal qu'apparaît de nouveau, et sur une très vaste échelle, le travail forcé.

La Constitution même du pays contient le principe du travail obligatoire. Il y est dit en effet qu' « en vue de détruire les classes parasitaires de la société, le travail universel est édicté ⁽¹⁶⁾ ». Sans doute cela ne semble-t-il être que la proclamation du devoir moral, qui s'impose à tout homme, de se livrer à un travail, mais voyons comment, en pratique, ce principe a été appliqué.

A la suite du partage des terres, beaucoup d'ouvriers quittent les villes pour retourner à la campagne, la production industrielle se trouve arrêtée à un moment où justement elle est le plus nécessaire pour relever les ruines laissées par la guerre et la révolution. Pour parer à ce manque de main-d'œuvre on recourt à la contrainte. Un décret du 3 mai 1919 ⁽¹⁷⁾ ordonne de mobiliser des travailleurs par spécialités ou par régions et permet de les transférer là où ils sont nécessaires. Deux nouveaux décrets des 5 février et du 4 mai 1920 introduisent le travail forcé obligatoire pour tous, et le Conseil des Commissaires du Peuple décide d'astreindre à des travaux d'utilité publique les personnes qui n'ont pas d'occupation présentant ce genre d'utilité ⁽¹⁸⁾. De plus les personnes assujetties au travail forcé ne peuvent pas changer de résidence ⁽¹⁹⁾.

(16) Etudes et Documents, Série C, N° 3.

(17) *Rev. Intern. Trav.*, juillet 1930.

(18) Etudes et Documents, Série B, N° 14.

(19) *Inf. Quotidiennes*, V° 2, 1921.

Mais dans ces levées et ces répartitions forcées on ne tient aucun compte des désirs des individus, la durée du travail n'est pas fixée et les assujettis ignorent combien de temps on les gardera. D'où naît une vive exaspération chez les paysans qui ne cultivent plus ce qui leur est nécessaire. C'est pour remédier à cette situation qu'un décret des 12/14 juillet 1921 remplace le travail obligatoire imposé aux paysans par des impôts et des corvées, puis on les autorise à se libérer en espèces. Finalement un décret du 9 février 1922 supprime l'emploi de la coercition pour amener au travail les ouvriers, mais permet l'usage des prestations dans des cas exceptionnels, c'est-à-dire dans le cas d'événements dûs à une cause naturelle et pour suppléer au manque de main-d'œuvre pour l'exécution de travaux présentant un intérêt pour l'Etat ⁽²⁰⁾.

63. — Continuant cette évolution libérale, Lénine inaugure la N. E. P. ⁽²¹⁾. Le commerce privé, rendu libre en partie, supplée aux insuffisances des trusts d'Etat et des coopératives. Pour amener les paysans à augmenter les emblavures, on prend diverses mesures qui les favorisent : un arrêt du Conseil des Commissaires du Peuple du 18 avril 1925 ⁽²²⁾ permet l'emploi de la main-d'œuvre salariée dans l'agriculture, et les impôts qui pèsent sur les koulaks sont

(20) Etudes et Documents, Série B, N° 14.

(21) Nouvelle politique économique permettant dans une certaine mesure le commerce libre.

(22) *Inf. Soc.*, 1925, V° XIV, p. 661.

diminués. Lénine, en effet, ne voit aucun inconvénient à ce que les paysans s'enrichissent, car il sera facile de les éliminer lorsqu'il y aura des machines en nombre suffisant (23). D'ailleurs pour le moment c'est sur ces producteurs que l'on prélève les capitaux nécessaires à l'industrie, et cela de deux façons : d'abord parce que l'Etat leur réclame des impôts assez élevés, ensuite parce que les produits agricoles sont exportés et servent ainsi de matière d'échange. On « pompe dans le secteur capitaliste les capitaux nécessaires au secteur socialiste (24) ».

Mais voilà que cette source de capitaux devient insuffisante. D'une part le rendement n'augmente pas vite, car le morcellement de la propriété empêche l'emploi de méthodes rationnelles de culture ; d'autre part la spéculation fait monter les prix, ce qui empêche de vendre à l'étranger (25). Or, juste à ce moment l'industrie lourde a besoin de gros capitaux pour se monter et remplacer les machines usagées de l'industrie légère.

64. — Pour surmonter ces difficultés on a l'idée d'établir un plan de travaux à accomplir en cinq ans coûte que coûte : c'est le Plan Quinquennal (26), qu'approuve en 1929 le cinquième Congrès des Soviets. Parallèlement au développement de l'industrie il prévoit la socialisation de la terre et le développement de l'agriculture. Toutes les forces de l'Etat doivent

(23) *Inf. Quot.*, 1921, V° 2, p. 136.

(24) Dossiers de l'Action Populaire, 25 juin 1931.

(25) Rapport du Directeur du B. I. T., 1927 et 1928.

(26) *Inf. Soc.*, 1930, V° XXXIII et XXXVI.

tendre à sa réussite et on prend des mesures très énergiques pour obtenir le maximum de rendement.

Voyons comment on s'est efforcé par l'emploi d'une contrainte indirecte, morale ou directe d'obtenir ce maximum.

C'est pour forcer indirectement les individus à accepter un travail que l'on décide de supprimer l'indemnité de chômage de ceux qui, sans raison valable, auront refusé l'emploi qui leur aura été offert (27). De même l'institution du livret d'achat (28), qui permet aux travailleurs d'obtenir à meilleur marché ce dont ils ont besoin, pousse les individus à se procurer un emploi.

C'est par une pression morale continue que les membres des brigades de choc (29) s'efforcent d'amener les ouvriers à travailler pendant leur jour de repos pour faire réussir le Plan.

Mais on emploie aussi des moyens directs de contrainte pour amener et maintenir les individus au travail.

Pour économiser la main-d'œuvre, un arrêté du 2 juillet 1929 du Conseil des Commissaires du Peuple permet de transférer ailleurs les ouvriers en surnombre. Un arrêté du 5 octobre 1929 autorise les autorités locales à employer, jusqu'au 1^{er} février 1930, du travail forcé pour décharger et recharger les trains de céréales (30). Un autre arrêté du 9 oc-

(27) *Inf. Soc.*, V° XXII, 1927 et XXV, 1928.

(28) *Inf. Soc.*, V° XXXII, p. 300.

(29) Hebdomadaire « Vu », N° 192, p. 2547.

(30) Rapport du Directeur du B. I. T., 1930.

tobre 1930 supprime toute indemnité de chômage. Un quatrième arrêté ⁽³¹⁾, émanant du Conseil Central du Parti Communiste et mis en vigueur par le Commissariat du Travail, le 15 décembre 1930 ^(33, 34), stipule que la main-d'œuvre sera répartie suivant les plans de l'autorité compétente; il autorise les Commissariats du Travail de l'U.R.S.S. et des Etats fédérés à transférer les travailleurs qualifiés, les techniciens et les ingénieurs, déjà placés, à une entreprise d'un autre genre, ou dans une entreprise similaire située dans une autre région; tout travailleur qui refuse le travail qui lui est offert, même s'il n'est pas de sa spécialité ou comporte un déplacement, sera rayé des registres des « directions de cadre ⁽³²⁾ », lesquelles ont seules, en principe, le droit d'embaucher ^(34, 35bis); par mesure de faveur on réunira dans une même entreprise les membres dispersés d'une famille dont le chef s'est distingué par son ardeur ⁽³⁴⁾. — D'après un nouveau décret du 5 janvier 1931 c'est l'administration de l'entreprise qui pourra, sans leur consentement, déplacer les travailleurs ⁽³⁵⁾.

Des sanctions sont prises contre ceux qui désertent leur travail. Ainsi les ouvriers, qui de plein gré quittent leur emploi ou sont congédiés pour infraction à la discipline ⁽³³⁾, doivent être inscrits en fin de liste, et ne peuvent pas, pendant six mois, être employés

(31) En date du 20 octobre 1930.

(32) Bourses du Travail.

(33) Bulletin du Ministère du Travail, oct.-déc. 1930.

(34) Bulletin du Ministère du Travail, janv.-mars 1931.

(35) *Inf. Sociales*, V° XXXVIII, p. 547.

(35bis) Arrêté du 20 oct. 1930, dans « Le Commerce avec les Soviets », Genève, 1931. Bureau Entente contre III^e Internat.

dans l'industrie. Ceux qui changent trop souvent d'emploi, recherchent leur intérêt personnel ou sont congédiés pour infractions graves et répétées, pourront être rayés des registres. Un nouvel arrêté du 19 janvier 1931 ⁽³⁶⁾ étend encore cette notion de la désertion. Ces mesures de contrainte sont fort nécessaires, étant donné l'empressement avec lequel les travailleurs quittent leur emploi. Dans une mine, sur 750 membres des Jeunesses Communistes qui avaient été mobilisés, 600 se sont enfuits ⁽³⁷⁾.

65. — Il ressort de ces textes que les travailleurs, obligés de se livrer à un travail qui ne leur plaît pas, doivent y rester et peuvent être déplacés sans qu'il leur soit permis de refuser. Tout manquement est sanctionné par des pénalités très graves. Mais ce sont là des mesures générales de contrainte; dans certains cas, et particulièrement dans l'industrie des bois de charpente des mesures spéciales ont été prises, telles que l'« obligation personnelle des paysans locaux », l'engagement des travailleurs par des contrats auxquels ils ne sont pas parties, l'emploi du travail forcé proprement dit ⁽³⁸⁾.

L'« obligation personnelle » consiste en ceci : le soviet départemental fixe la tâche que chaque village doit accomplir dans la forêt ; ce projet est soumis à un meeting dans chacun des villages, si un peu plus de la moitié des individus présents ne s'y opposent

(36) *Inf. Soc.*, V° XXXVII, p. 192.

(37) Bulletin du Ministère du Travail, janv.-mars 1931.

(38) Pour tout ce qui concerne ces dispositions voir « *The Times* », 18-19-20 mai 1931.

pas en levant la main, on considère que le travail a été pris en charge volontairement. Les paysans assemblés se répartissent la tâche, en pesant, selon les instructions de Moscou, sur les membres non affranchis des communes, lesquels n'ont pas le droit de prendre part au meeting. Ceux qui n'ont pas effectué leur tâche sont condamnés sommairement à cinq fois la valeur du travail non exécutés (39). Le consentement ainsi obtenu est donc vicié puisque les principaux intéressés ne peuvent pas participer au vote de l'assemblée. Il ne faut pas hésiter à voir là une forme de travail forcé.

Mais, en raison de l'augmentation de l'exportation du bois de charpente prévue par le Plan Quinquennal, il faut de nouveaux travailleurs. On imagine de les recruter grâce à des contrats auxquels ils ne sont pas parties. Tantôt le Commissariat du Travail ordonne à chaque ferme collective d'indiquer un nombre défini de travailleurs (hommes, femmes (40) ou jeunes gens) que la direction de chaque ferme doit s'engager, par contrat, à fournir à telle ou telle organisation du bois de charpente. Les conditions du travail sont fixées par le Commissariat et l'organisation du louage. Pour qu'un plus grand nombre d'hommes puissent ainsi être transportés, il est ordonné aux fermes collectives de remplacer, autant

(39) Décret, 15 février 1930.

(40) Les femmes aussi sont soumises à ce travail dans la forêt. La « Pravda » du 15 mars 1931, écrit que les équipes féminines dans la forêt et sur les rivières donnent en certains endroits, de meilleurs résultats que les hommes.

que possible, les hommes par des femmes dans les travaux de ferme. Tantôt le Commissariat ordonne à certains villages de fournir tant de travailleurs, qui sont recrutés par un agent spécial. Quant au contrat de service, ils n'ont pas à s'en inquiéter, car il a été conclu d'avance par le Commissariat avec l'organisation pour laquelle le travail est requis. Il n'est pas douteux que c'est encore là du travail forcé puisque le consentement des individus assujettis est absolument inexistant même au moment de la conclusion du contrat.

Enfin, le déficit de la main-d'œuvre continuant à gêner l'industrie du bois de charpente, le 14 septembre 1930 le service de travail forcé est proclamé. On mobilise tous les habitants des districts en bordure des rivières pour travailler au halage et au flottage des bois de charpente ; et il est défendu aux coopératives de délivrer des produits industriels aux travailleurs qui n'accomplissent pas leur tâche. En mars 1931, le Commissariat du Travail ordonne aux entreprises de l'Etat et aux coopératives de donner tous les hommes qu'elles occupent, et qui ont l'expérience des travaux de flottaison, pour servir durant deux mois dans l'industrie du bois de charpente. Un nouveau décret du 26 avril 1931 ordonne à toutes les personnes qui ont travaillé dans la batellerie de revenir travailler d'une façon permanente sur l'eau, et les entreprises qui les emploient doivent les congédier dans les cinq jours, sans leur donner la permission de départ à laquelle elles ont droit en vertu de l'article 89 du Code du Travail. Ce décret prévoit que

tous ceux qui s'évaderont seront poursuivis par la voie ordinaire (amende, confiscation, prison, travail forcé).

Les conditions de vie et de travail qui sont faites à ces travailleurs forcés ne paraissent pas être des meilleures. L'« *Ekonomicheskaya Zhizn* », du 29 juillet 1929, dit que leurs baraquements sont « semblables aux tanières dans lesquelles vivent les ours sauvages ». Des plans de construction de ces baraques ont bien été établis, mais en certains endroits les membres officiels du service des bois de charpente les ignorent ⁽⁴¹⁾. — Des rations suffisantes ont été fixées, mais il arrive souvent cependant que les travailleurs ont à se plaindre de la nourriture. L'« *Izvestia* » du 8 janvier 1931 rapporte que dans une partie du territoire de Nizhninovgorod les approvisionnements des bûcherons sont dans un état déplorable. — Quant aux salaires ils ne sont pas payés très régulièrement. L'« *Izvestia* » du 12 septembre 1930 écrit que, en Carélie, chaque directeur des opérations de flottaison doit aux travailleurs placés sous ses ordres quelques dix mille roubles. Et l'« *Izvestia* » du 7 mars 1931 explique que les trusts du bois de charpente sont à blâmer largement eux-mêmes en raison du lent développement des opérations, spécialement dans le Territoire du Nord, parce qu'ils tiennent les hommes au travail pendant des mois avant de les informer des conditions de paie-

(41) *Izvestia*, 24 octobre 1930.

ment de leur salaire, et qu'ils n'ont pas encore organisé un système satisfaisant pour les nourrir.

Voilà donc de nombreuses dispositions de contrainte qui toutes sont du travail forcé, et l'on ne peut même pas dire que les travailleurs réquisitionnés sont bien traités. Les décrets sont sans cesse suivis d'autres décrets, c'est le régime de l'arbitraire gouvernemental ; une seule raison justifie tous ces abus : la poursuite de la réussite du Plan Quinquennal. L'article 37 du Code du Travail interdit de transférer un employé d'une entreprise dans une autre, ou de le changer de localité sans son consentement ; qu'importe !... Lénine n'a-t-il pas dit que la révolution mondiale valait bien le sacrifice de la Russie et de tout le peuple russe ⁽⁴²⁾ ?

66. — Mais les Russes ne sont pas seuls à subir les conséquences de ce régime. Le monde entier en souffre. Tous les pays se plaignent du dumping soviétique. Mais, répondent avec juste raison les dirigeants de l'U. R. S. ., nous ne faisons pas du dumping, les marchandises vendues nous reviennent moins chères qu'à vous, nous ne perdons rien en vous les cédant à bas prix. C'est exact, car d'une part ils n'ont pas de capitaux à rémunérer et d'autre part les conditions d'existence des ouvriers, ou tout au moins d'une grande partie d'entre eux sont, d'après ce bref aperçu, inférieures à celles des autres pays. D'ailleurs en exportant des marchandises à bas prix les

(42) *Revue Economie Sociale et Financière*, mars 1931.

dirigeants de l'U. R. S. S. font d'une pierre deux coups : ils se procurent les capitaux dont ils ont besoin, et ils espèrent faciliter la révolution mondiale en causant une crise très grave de chômage dans les Etats capitalistes.

Ce serait déjà une raison suffisante pour ces Etats d'intervenir pour faire disparaître ces conditions défectueuses de travail. Mais ceux qui sont membres de la Société des Nations et de l'Organisation Internationale du Travail y sont aussi tenus par le Pacte auquel ils ont adhéré, puisqu'ils se sont engagés à faire respecter des conditions de travail humaines dans les pays avec lesquels ils sont en relations commerciales. D'ailleurs cette question intéresse aussi les ouvriers, car il ne faut pas oublier que « la non adoption par une nation quelconque d'un régime de travail réellement humain fait obstacle aux efforts des autres nations désireuses d'améliorer le sort des travailleurs dans leur propre pays », et nous ajoutons : peut les obliger à le rendre moins avantageux. Si donc les ouvriers des autres nations ne veulent pas voir baisser leur standard de vie, ils doivent unir leurs efforts à ceux des gouvernements pour améliorer celui des travailleurs russes.

Le Directeur du Bureau International du Travail s'est efforcé de faire collaborer l'U. R. S. S. à l'Organisation Internationale du Travail. On a critiqué cet essai de rapprochement ; cependant, la collaboration avec la Russie eut permis de faire des enquêtes précises sur ce qui s'y passe. Mais ces efforts ont échoué. Et aujourd'hui on voit beaucoup d'Etats prendre des

mesures diverses pour éviter l'importation de produits russes chez eux (43).

67. — Voilà deux pays européens qui font usage du travail forcé. Mais tandis que l'un en a fait un instrument de bien-être et de richesse générale, s'est efforcé d'en supprimer tous les dangers et abus, et en a réglementé strictement l'emploi, l'autre, soucieux uniquement de son but révolutionnaire, y fait sans cesse appel sous des formes nouvelles et dans des conditions de plus en plus mauvaises. Ce qui prouve une fois de plus que le travail forcé peut être un bien ou un mal suivant la manière dont il est employé, et ce qui amène à souhaiter que la Convention de 1930 ait assez d'influence pour en supprimer tous les dangers.

(43) Il faut remarquer d'ailleurs que ces produits viennent aussi du travail des forçats c'est-à-dire des condamnés à la peine des travaux forcés et qui sont très nombreux en U. R. S. S. Il y a parmi eux un très grand nombre de prisonniers politiques.

CHAPITRE VII

Quels effets aura cette Convention de 1930

Rappel des principes de la Convention de 1930. — Etats qui ont ratifié : Irlande, Libéria, Grande-Bretagne, etc. — Pourquoi certains ne ratifient-ils pas ? — Influence de la Convention.

68. — Cette Convention de 1930, qui contient des règles très sages, est encore trop récente pour avoir eu des résultats très importants. Cependant un petit nombre de ratifications ont déjà été enregistrées à Genève, de telle sorte qu'elle va bientôt entrer en vigueur ; seule la rigueur de quelques dispositions empêche ce mouvement de s'étendre plus rapidement. Mais l'influence de cette convention ne sera pas négligeable et l'on peut espérer voir bientôt un mouvement de plus en plus rapide se dessiner en vue d'améliorer les conditions d'emploi du travail forcé et pour activer sa disparition.

Nous avons vu en détail ce qu'il fallait penser de chaque disposition de cette convention : rappelons-

en seulement les grandes lignes. La suppression du travail forcé étant désirable, mais irréalisable pour le moment, la Convention s'efforce d'éviter tous les abus auxquels l'emploi de la contrainte peut donner lieu. Le travail forcé dans un but privé est interdit, et l'emploi du travail forcé dans un but public est strictement réglementé ; pour certaines formes, plus dangereuses que les autres, des règles spéciales sont prévues. L'ensemble de ces règles, sans gêner en aucune façon le développement des pays où cette convention s'appliquera, assurera cependant aux individus assujettis à cette forme de travail un minimum de droits. Sans doute cette réglementation a soulevé des critiques, les uns la trouvant trop précise, les autres pas assez ; mais il faut se féliciter que l'on ait pu aboutir à une œuvre qui, rapprochant les conditions du travail forcé de celles du travail libre, prépare la disparition du premier.

69. — L'Organisation Internationale du Travail a, en ce qui la concernait, fait son possible. Mais son œuvre restera inefficace si les divers pays n'y concourent pas ; c'est aux Etats Membres à agir à présent en ratifiant cette convention et en l'appliquant loyalement. Déjà, plusieurs pays ont fait enregistrer leurs ratifications au Secrétariat Général de Société des Nations ; les premiers furent : l'Etat Libre d'Irlande, le Libéria et la Grande-Bretagne.

C'est le 2 mars 1931 qu'a été enregistrée celle de l'Irlande (1). Il n'est pas étonnant que ce pays ait si

(1) *Inf. Soc.*, V° XXXVII, p. 391.

vite pris une telle décision, qui n'aura pour lui qu'une portée purement morale, le travail forcé n'y étant pas employé. L'Irlande marque ainsi son approbation pour les travaux de l'Organisation Internationale du Travail et l'intérêt qu'elle porte à l'amélioration des conditions de vie des travailleurs en général.

Pour le Libéria, au contraire, la ratification de cette Convention a une toute autre importance. Nous avons pu voir, par quelques faits cités dans le cours de cette étude, les différentes formes qu'y revêt le travail forcé et les abus auxquels il donne lieu. Une enquête internationale ayant fait connaître ce qui s'y passait, le Conseil de la Société des Nations invita le Libéria à adhérer de suite ⁽²⁾ au projet de convention sur le travail forcé. C'est pourquoi il s'est empressé de faire enregistrer sa ratification le 1^{er} mai 1931 ⁽³⁾. Il lui faudra donc, dans les douze mois de cette date, en vertu de l'article 28, paragraphe 2 ⁽⁴⁾, mettre en vigueur les règles contenues dans la Convention.

A ces adhésions qui peuvent paraître secondaires, est venue se joindre, le 3 juin 1931 ⁽⁵⁾, celle de la Grande-Bretagne. On peut admirer la rapidité dont elle a ainsi fait preuve, car, bien qu'en 1930 la Conférence des représentants des Colonies britanniques ait, en général, approuvé la Convention ⁽⁶⁾, le Gou-

(2) *Inf. Soc.*, V° XXXVII, N° du 2 mars 1931.

(3) *Inf. Soc.*, V° XXXVIII, p. 283.

(4) « Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux membres auront été enregistrées par le Secrétaire général. »

(5) *Inf. Soc.*, V° XXXIX, p. 3.

(6) *Inf. Soc.*, V° XXXVI, N° du 1^{er} déc. 1930.

vernement a dû, avant de la ratifier, demander l'avis de tous ses protectorats, colonies ou territoires sous mandat. Les réponses reçues étant favorables, elle a fait connaître son intention d'appliquer la Convention et les recommandations adjointes dans toutes ses colonies (7), en réservant toutefois Terre-Neuve, dont l'adhésion n'a été enregistrée que le 13 novembre 1931 (8). Par suite les diverses possessions britanniques s'efforcent actuellement d'adapter leur législation à cette nouvelle Convention ; c'est le cas du Nyassaland, de Ceylan et de l'Ouganda (9). La ratification de la Grande-Bretagne a une importance considérable puisque c'est la principale puissance coloniale qui donne ainsi aux autres pays un exemple qu'ils devraient s'empresser de suivre.

C'est d'ailleurs ce qu'ont fait ou ce que vont faire certains d'entre eux. La Suède et l'Australie viennent de faire enregistrer leurs ratifications (10). Et certains Etats, dont les Gouvernements ont déjà soumis aux organes délibérants des projets de loi permettant de ratifier la Convention de 1930, ne vont pas tarder à y adhérer eux aussi ; ce sont : l'Esthonie, le Danemark, la Bulgarie, la Roumanie (11) et la Hollande. Les Etats Généraux de ce pays sont saisis d'un projet de loi, déjà voté par le Volksraad (12),

(7) *Inf. Soc.*, V° XXXVIII, p. 218.

(8) *Inf. Soc.*, N° du 21 décembre 1931.

(9) *Inf. Soc.*, V° XXXVIII, p. 185 ; V° XXXIX, p. 420, N°s du 16 nov. 1931 et du 18 janv. 1932.

(10) *Inf. Soc.*, N°s du 11 et du 25 janv. 1932.

(11) *Inf. Soc.*, N°s des 2 nov., 7 déc., 21 déc. 1931, et 11 et 25 janvier 1932.

(12) Parlement des Indes Néerlandaises.

autorisant sa ratification ; toutefois d'ores et déjà l'on peut prévoir que la Hollande réservera son adhésion en ce qui concerne la détermination des autorités compétentes, lesquelles, à son avis, doivent être fixées par chaque Etat qui ratifie ⁽¹³⁾, et l'emploi du travail forcé pour des fins privées, qu'elle fera disparaître peu à peu à mesure qu'elle rachètera les « particuliere landerijen » ⁽¹⁴⁾ ⁽¹⁵⁾.

70. — Mais à côté des Etats qui croient devoir ratifier de suite cette Convention, d'autres, sans pour cela en sous-estimer la portée, ne veulent pas lier par leur décision des pays beaucoup plus intéressés qu'eux-mêmes et attendent que ces derniers y aient adhéré pour le faire. Ainsi le Conseil Fédéral Suisse ⁽¹⁶⁾ et le Gouvernement Autrichien ⁽¹⁷⁾, tout en reconnaissant l'importance humanitaire de la Convention, ont déclaré qu'ils ne la soumettraient à la ratification qu'après l'adhésion des principales puissances intéressées.

71. — Or nous venons de voir que, seule de ces dernières, la Grande-Bretagne avait agi. Pourquoi les autres, telles que la France, la Belgique ou le Portugal, après avoir collaboré activement à l'élaboration de cette Convention, ne la ratifient-elles pas ?

(13) Voir chapitre V.

(14) Concessions faites à certains propriétaires fonciers comprenant le droit aux services des habitants. Voir chapitre II.

(15) *Inf. Soc.*, V° XXXIX, N°s des 12 octobre et 16 novembre 1931 et 4 janvier 1932.

(16) *Inf. Soc.*, V° XXXVIII, p. 220.

(17) *Inf. Soc.*, N° 25 janvier 1932.

Pour comprendre cette abstention, il faut savoir que deux opinions se sont sans cesse affrontées durant toute la discussion. Pour les uns, tels les délégués ouvriers et le Gouvernement britannique, il fallait établir des règles détaillées et strictes, seul moyen, d'après eux, de faire disparaître les abus contre lesquels on s'efforçait de lutter. Pour les autres, tels les délégués des Gouvernements français, portugais et belge, il suffisait de poser simplement des principes généraux que les différents pays devraient appliquer. C'était, à leur avis, la seule façon possible de respecter la souveraineté des Etats et de permettre l'élaboration de règlements variables suivant les circonstances locales. Bien que le représentant du Gouvernement belge ait averti la Conférence que l'on mettait dans cette Convention tout ce qu'il fallait pour en rendre la ratification bien difficile aux puissances coloniales ⁽¹⁸⁾, on passa outre et la première opinion triompha.

Mais peut-être malgré cela aurait-on vu tous les pays coloniaux ratifier rapidement cette Convention, si l'on n'avait pas retranché du texte définitif les dispositions que le Bureau avait insérées dans l'avant-projet dans un but de conciliation et qui n'étaient pas incompatibles avec l'objet de la Convention, par exemple celles autorisant l'emploi des individus recrutés en vertu de lois sur le service militaire à des travaux d'intérêt général, ou permettant, dans certains cas, une réquisition d'une durée excep-

(18) Compte rendu Prov., XIV^e Conférence, 1930, N^o du 26 juin. Discussion sur l'article 13.

tionnelle de six mois ou encore la pratique de cultures éducatives. On ne s'est pas aperçu qu'en agissant ainsi l'on allait contre l'intérêt de ceux que l'on voulait protéger. En effet, si ces dispositions avaient été admises, tous les Etats coloniaux auraient probablement ratifié cette Convention, assurant ainsi aux travailleurs forcés certaines garanties ; comme elles ne l'ont pas été, beaucoup de pays s'abstiennent et la situation de ces travailleurs contraints reste la même que précédemment.

Mais il ne s'ensuit pas cependant que ces Etats coloniaux puissent se désintéresser de la question et rester « indéfiniment dans une attitude purement négative, en face de l'effort international (19) ». Ils seront amenés par la force des choses à agir eux aussi. D'une part, en effet, les travailleurs, voyant dans les autres pays les meilleures conditions de travail faites à leurs camarades, exigeront pour eux les mêmes avantages. D'autre part, l'opinion publique, soucieuse toujours de voir améliorer le sort de ces malheureux assujettis au travail forcé, fera pression sur ces gouvernements hésitants pour que les mêmes dispositions s'appliquent à tous. Par conséquent les pays qui jusqu'à présent n'ont pas ratifié cette convention seront amenés sinon à y adhérer, tout au moins à établir chez eux les garanties qu'elle donne.

72. — On voit donc que, tant par l'application des règles qu'elle établit dans les pays qui la ratifient,

(19) Avis de M. Paganon, Député. Rapport sur le Budget des Affaires Etrangères. *Inf. Soc.*, V° XXXVIII, N° du 13 avril 1931.

que par l'influence qu'elle exercera dans les autres, cette Convention, issue des travaux de l'Organisation Internationale du Travail, contribuera dans une large mesure à la suppression des maux qu'entraîne le travail forcé, en attendant sa disparition.

Conclusions

Qu'il nous soit permis, en terminant, de formuler quelques observations.

73. — Il faut souligner l'utilité des Organismes Internationaux de Genève et surtout de l'Organisation du Travail qui, grâce à ses travaux, à sa persévérance, à son esprit à la fois juste et conciliateur, est parvenue à élaborer une Convention établissant des règles précises concernant l'emploi du travail forcé.

74. — Remarquons aussi le mouvement qui va s'amplifiant en faveur de ces individus, considérés jusqu'alors comme des sauvages d'une race inférieure ; on s'aperçoit enfin que ce sont des hommes qui ont droit au respect de la dignité de leur personne. On ne semblait pas soupçonner qu'il put y avoir pour eux une réglementation du travail ⁽¹⁾, on croyait suffisant de combattre l'esclavage et on se préoccupait peu des souffrances qu'un régime de tra-

(1) Voir cependant chapitre I, Convention de Berne, 1906, sur travail de nuit des femmes dans l'industrie.

vail parfois très inhumain leur faisait endurer. Cette Convention marque la fin de cette période de désintéressement et le commencement d'une ère nouvelle, l'intérêt porté à ces populations attardées ne peut que s'accroître puisque le Bureau International étudie actuellement une autre forme de travail indigène : le contrat de travail sous sanction pénale (2).

75. — Mais pourquoi faut-il qu'un si bel effort soit incomplet ? Sans doute on s'efforce de rendre meilleur le sort des travailleurs forcés, de leur éviter des maux et des douleurs physiques inutiles ; on améliore leurs conditions de vie et de travail, ainsi ménagés ils souffrent moins de la contrainte qui leur est imposée.

Mais il ne faut pas oublier que, si l'homme a un corps, il a aussi une âme, un esprit qu'il faut former et éduquer. Il ne faut pas se contenter de lui donner un bien-être purement matériel, il faut aussi veiller à son développement intellectuel et moral. Alors seulement l'on peut dire que l'on remplit son devoir de peuple civilisateur.

Nous avons signalé au passage quelques dispositions de la Convention de 1930 qui montrent que cette préoccupation n'était pas étrangère à ses rédacteurs.

Ce souci devra, dans l'avenir, prendre la place à

(2) Il est caractérisé par ce fait : l'engagement est libre, mais l'exécution du contrat est exigée sous peine de sanctions pénales et non civiles.

laquelle il a droit, car le meilleur moyen d'assurer la disparition du travail forcé, c'est de poursuivre le développement intellectuel et moral des individus. En effet, ils prendront ainsi une mentalité d'hommes libres, conscients de leurs devoirs envers la collectivité, et c'est de plein gré qu'ils viendront collaborer au bien-être général.

Ce que l'on a fait est bien, mais il faut continuer, parachever l'œuvre entreprise et faire en sorte que la colonisation moderne aboutisse à ce qui doit être son but véritable : civiliser.

Vu : Lyon, le 16 Février 1932

Le Président du Jury,

P. PIC.

Vu : Lyon, le 18 Février 1932

Le Doyen,

L. JOSSERAND.

Vu et permis d'imprimer

LYON, le 19 Février 1932.

LE RECTEUR, PRÉSIDENT DU CONSEIL DE L'UNIVERSITÉ,

A. LIRONDELLE

Bibliographie

AUPIAIS (R.-P.). — « Le Travail Forcé », dans *La Revue Apologétique*. Paris, Librairie Beauchêne, juin 1929.

COSTODÉAT (René). — « L'Effort Français au Cameroun ». Besançon, Jacques et Dumonrond, 1930.

ECCARD (Frédéric). — « Le Travail Forcé en Russie Soviétique ». Paris, *La Revue Hebdomadaire*, 8, rue Garancière, 1931.

GIDE (André). — « Voyage au Congo ». Paris, Gallimard, 1927.

LONDRES (Albert). — « Terre d'Ebène ». Paris, Albin Michel, 1929.

DE MONICAULT. — Article sur l'agriculture en U.R.S.S., dans la *Revue d'Economie Sociale et Rurale* d'avril 1931.

PHILIP (André). — « L'Inde Nouvelle ». Paris, Félix Alcan, 1930.

PIC (Paul). — « Traité Élémentaire de Législation Industrielle ». Paris, Rousseau, 1930.

SVORIKINE. — « Le Dumping des Soviets », dans la *Revue d'Economie Sociale et Rurale* de mars 1931.

Comité National d'Etudes Sociales et Politiques. Paris, 45, rue d'Ulm :

1° Conférences : 19 nov. 1928, « L'Etat d'esprit actuel des Indigènes dans les Colonies des différents Pays ».

18 mars 1929, « Comment nous comporter envers les populations noires de notre domaine africain ».

13 mai 1929, « Idéal colonial de la France et la Politique des mandats internationaux ».

2° La Journée planétaire, février, mars, avril 1931.

Documentation Intellectuelle, juillet-août 1930. *Revue Intellectuelle*, 35, avenue de la Cour de France (Juvisy, S.-et-O.).

« Le Problème social aux Colonies ». *Semaines Sociales de France*, Marseille, 1930. Lyon, Emmanuel Vitte. Leçons de MM. Duthoit, Pinon, Goyau, R.-P. Arnou, Danel, R.-P. Aupiais, Hardy, etc.

Bulletin du Ministère du Travail, oct.-déc. 1930; janv.-mars 1931.

« Le Commerce avec les Soviets ». *Bureau Permanent de l'Entente Internationale contre la III^e Internationale*, Genève, janv. 1931.

« Le Travail Forcé en Russie Soviétique ». Leherte, Courtin et Fils, Renaix (Belgique), 1931.

« The Russian Conscripts », tiré du *Times*. Londres, *The Times Publishing Company*, 1931.

Dossiers de l'*Action Populaire* du 25 juin 1931.

« Au Pays des Soviets ». Revue hebdomadaire *Vu* du 8 novembre 1931. Paris, Société anonyme « Les Illustrés Français ».

Documents de la Société des Nations :

Procès-verbaux de la Commission des Mandats.

Procès-verbaux de la Commission Temporaire de l'Esclavage.

Procès-verbaux des IV^e et VI^e Commissions de l'Assemblée.

Procès-verbaux du Conseil.

Procès-verbaux de l'Assemblée.

Rapports sur l'administration du Togo et du Cameroun Français à la Commission des Mandats.

Rapports sur l'administration du Ruanda-Urundi à la Commission des Mandats. ¹

Rapport de la Commission d'Enquête au Libéria. Archives de la S. D. N., 1930.

Documents et publications du B. I. T. :

Rapports du Directeur.

Comptes rendus provisoires de la Conférence du Travail.

Rapport gris sur le Travail Forcé en 1929.

Questionnaire rose élaboré par la XII^e Conférence en 1929.

Rapport bleu sur le Travail Forcé en 1930.

Etudes et documents, Série B, N^o 11, 12 et 14. — Série C, N^o 3.

Informations quotidiennes et Informations sociales.

Revue Internationale du Travail.

TABLE DES MATIÈRES

<i>Chapitre I.</i> — Comment s'est posée à la S. D. N. et au B. I. T. la Question du travail forcé.....	1
---	---

Nécessité d'obtenir le concours de la population pour la mise en valeur. — L'Eglise catholique et le travail forcé : Papes, Missionnaires, Encycliques. — Les diverses conventions sur l'esclavage. — Le pacte de la S. D. N., les mandats, et le travail forcé.

<i>Chapitre II.</i> — Nature du travail forcé. Ses formes, ses buts, sa rémunération	11
--	----

Notion du travail forcé. — Divers modes de contrainte employés : directe, indirecte et morale. — Nature juridique du travail forcé : Travail Forcé et Esclavage, Travail Forcé et Travail Obligatoire. — Sortes de travail forcé : travail forcé d'intérêt général, d'intérêt local, d'intérêt privé. — Utilisations diverses : voirie, portage, prestations, cultures, etc... — Formes spéciales : Deuxième Contingent, Louage des prisonniers. — Rémunération.

<i>Chapitre III.</i> — Les avantages et les dangers du travail forcé	37
--	----

I. — Avantages du travail forcé : Il est nécessaire pour obtenir le concours des indigènes.

— Moral, éducatif. — Bienfait social. — Il favorise le développement économique. — Ne répugne pas toujours à ceux qui y sont soumis. — Il contribue à sa propre disparition.

II. — Dangers du travail forcé : sa nécessité est artificielle. — Il n'est pas moralisateur. — Ni éducatif. — Source de vices. — Cause de ravages sociaux : dépopulation, révoltes. — Mauvais effets économiques. — Donne naissance à de nombreux abus. — S'entretient lui-même.

Conclusion : Il a des avantages et des inconvénients.

Chapitre IV. — La Société des Nations et le Travail Forcé 65

Compétence de la S. D. N. en matière de travail forcé. — La Commission des mandats et la rémunération du travail forcé et surtout des Prestations. — Interprétation et révision des mandats. — La Convention sur l'esclavage : Etude et critiques des dispositions concernant le Travail Forcé. — Renvoi au B. I. T.

Chapitre V. — L'Organisation Internationale du Travail et la Convention de 1930 89

I. — Travaux de l'Organisation Internationale du Travail : Enquêtes, Commissions d'experts.

II. — Difficultés rencontrées : venant du sujet lui-même. — Critiques soulevées par ces travaux : Org. Travail pas compétente, N'y connaît rien, Ces travaux permettront des ingérences dangereuses.

III. — Etude détaillée de la convention : critique de ses dispositions. — Le Travail Forcé aboli en principe est maintenu dans certains cas. — La notion du Travail Forcé. — Condi-

tions générales de son emploi. — Formes spéciales : Prestations, Portage, etc... — Mesures pour faire respecter et appliquer la Convention. — Etude des recommandations adjointes.

Chapitre VI. — Le travail forcé en Europe. 149

I. — En Bulgarie.

II. — En Russie.

I. — Bulgarie : Le Travail Civil Obligatoire. — But : économique, éducatif, social. — Organisations primitive et actuelle. — Formes : Prestations régulières et Prestations temporaires. — Critiques diverses : économiques et sociales.

II. — Russie : le travail forcé dans la constitution et sous le communisme de guerre. — Adoucissement et avènement de la NEP : Pourquoi? Résistance paysanne. — Période actuelle: Travail forcé en général dans l'industrie: Contrainte directe, indirecte et morale. — Travail forcé dans l'industrie du bois de charpente : l'Obligation personnelle des paysans locaux, Recrutement par contrat auquel l'individu n'est pas partie, Service de Travail Forcé. — Danger économique.

Chapitre VII. — Quels effets aura cette Convention de 1930 171

Rappel des principes de cette Convention. — Etats qui ont ratifié : Irlande, Libéria, Grande-Bretagne, etc... — Pourquoi certains ne ratifient-ils pas? — Influence de la Convention.

CONCLUSIONS 179

BIBLIOGRAPHIE 183



BOSC FRÈRES, M. & L. RIOU

°° °° IMPRIMEURS-ÉDITEURS °° °°

°° 42, QUAI GAILLETON, 42 °°

°° °° °° °° LYON °° °° °° °°



